

UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES

**L'EMERGENCE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT SUD-SUD : L'EXEMPLE
DE LA COOPERATION INDO-AFRICAINE**

MEMOIRE DE MASTER

Mehmet Buğrahan Çilsal

20311183

Directeur de Recherche : Dr. Öğr. Üyesi Tolga BİLENER

JUIN 2023

UNIVERSITE GALATASARAY
INSTITUT DES SCIENCES SOCIALES
DEPARTEMENT DE RELATIONS INTERNATIONALES

**L'EMERGENCE DE L'AIDE AU DEVELOPPEMENT SUD-SUD : L'EXEMPLE
DE LA COOPERATION INDO-AFRICAINE**

MEMOIRE DE MASTER

Mehmet Buğrahan Çilsal

20311183

Directeur de Recherche : Dr. Öğr. Üyesi Tolga BİLENER

JUIN 2023

REMERCIEMENTS

Mes remerciements les plus vifs au Dr. Öğr. Üyesi Tolga Bilener qui m'a guidée tout au long du processus de recherche et à qui je dois tant en termes de compréhension profonde de la politique mondiale pendant la montée du Sud global.

Je remercie vivement Dr. Öğr. Üyesi Zeynep Arıkanlı qui a influencé mon travail sur l'Afrique et avec qui je crois partager une sorte d'afro-optimisme qui serait construit sur les prémisses de l'art et du multiculturalisme du continent.

Un grand merci à ma collègue Dr. Aslıhan Albostan, responsable du portefeuille (2019-2022) pour l'engagement du secteur privé à travers la coopération Sud-Sud au centre mondial du PNUD à Istanbul.

Je voudrais remercier ma mère, mon père, mon frère et ma grande famille, dont mes amis, qui m'ont accordé leur confiance et leurs engagements altruistes, ainsi que *la ville éternelle*, Rome, où j'ai eu la chance d'écrire une grande partie de mon mémoire.

Je tiens à exprimer ma sincère gratitude au Dr. Virander Paul, ambassadeur de l'Inde en Turquie, et à Madame Sudhi Choudhary, consul général, qui ont contribué à l'élaboration de ce mémoire par leurs précieux conseils.

TABLE DES MATIÈRES

LISTE DES ABBREVIATIONS	iv
LISTE DES FIGURES	v
LISTE DES TABLES	vi
RÉSUMÉ	vii
ABSTRACT	viii
ÖZET	ix
INTRODUCTION	1
PREMIERE PARTIE : LES MODELES ET TENDANCES GLOBALES DE COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT AU 21 ^E SIECLE	13
A) Le cadre de la coopération pour le développement Nord-Sud	13
1. L'évolution de l'aide publique au développement	13
2. L'efficacité de l'aide et nouvelles perspectives pour un système d'aide	19
B) Transition vers la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire	24
1. Multiplication des acteurs du financement du développement et la mise en place de nouveaux cadres multilatéraux pour la coopération	25
2. Développements géopolitiques et les acteurs émergents de la coopération Sud-Sud ..	28
SECONDE PARTIE : LA POLITIQUE DE COOPERATION SUD-SUD DE L'INDE	35
A) Politique étrangère de l'ère Modi (2014-présent) : ruptures et continuités	35
1. Réorientation de la diplomatie indienne et ses retombées en politique interne	35
2. Développements géopolitiques et politique de sécurité	40
3. Nouveau modèle et discours économique	48
B) Le rôle de l'Inde en tant qu'acteur clé de la politique Sud-Sud et la coopération indienne dans la pratique	50
1. Les instruments de la puissance douce et la diplomatie diasporique	51
2. Politiques indiennes de coopération Sud-Sud en Afrique	60
CONCLUSION	73
BIBLIOGRAPHIE	80
ANNEXES	89
ANNEXE I : La politique étrangère de l'Inde - Chronologie Choisie	89
ANNEXE II : Population de la diaspora indienne en Afrique	92
ANNEXE III : Fourniture totale de vaccins dans le cadre de l'initiative humanitaire Vaccine Maitri	94

LISTE DES ABBREVIATIONS

AAGC	:	Couloir de croissance Asie-Afrique
APD	:	Aide Publique au Développement
ASACR	:	Association sud-asiatique pour la coopération régionale
ASEAN	:	Association des nations de l'Asie du Sud-Est
ASI	:	Alliance solaire internationale
BAPA	:	Plan d'action de Buenos Aires
BJP	:	Bharatiya Janata Party
BRI	:	Nouvelles routes de la soie
BRICS	:	Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud
CAD	:	Comité d'aide au développement
CECP	:	Couloir économique Chine-Pakistan
CNUCED	:	La Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement
CLMV	:	Le Cambodge, le Laos, le Myanmar, et le Vietnam
CSS	:	Coopération Sud-Sud
G-20	:	Groupe des vingt
G-77	:	Groupe des 77
GFN	:	Groupe des fournisseurs nucléaires
IBAS	:	Forum de dialogue Inde, Brésil et Afrique du Sud
INC	:	Congrès national indien
IORA	:	Association des États riverains de l'océan Indien
ITEC	:	Programme indien de coopération technique et économique
MEA	:	Ministry of External Affairs (Inde)
NAM	:	Mouvement des non-alignés
OCDE	:	Organisation de coopération et de développement économiques
ODD	:	Objectifs de développement durable
OECE	:	Organisation européenne de coopération économique
ONU	:	Organisation des Nations unies
OTAN	:	Organisation du traité de l'Atlantique nord
P-5	:	Les 5 membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies
PIO	:	Personnes d'Origine Indienne
PNUD	:	Programme des Nations unies pour le développement
QUAD	:	Dialogue quadrilatéral pour la sécurité, groupe informel entre les États-Unis, le Japon, l'Australie et l'Inde
RIS	:	Système de recherche et d'information pour les pays en développement
RSS	:	Organisation patriotique nationale (Inde)
TAPI	:	Gazoduc Turkménistan–Afghanistan–Pakistan–Inde
TPP	:	Partenariat transpacifique
UE	:	Union européenne
UNOSSC	:	Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud
URSS	:	Union des républiques socialistes soviétiques
ZEE	:	Zone économique exclusive

LISTE DES FIGURES

Figure 1 : Le ratio APD/RNB des pays du CAD (1970-2020)	22
Figure 2 : La BRI et les couloirs économiques dans le paysage de l'investissements Chinoises	31
Figure 3 : L'Asie Vue par Pakistan et Rivalité Sino-Indienne	45
Figure 4 : Résultats de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la Russie pour son agression militaire en Ukraine.....	57
Figure 5 : Chronologie des sommets avec les chefs de gouvernement africains après 1990.....	59
Figure 6 : Logo du troisième sommet du Forum Inde-Afrique.....	62
Figure 7 : Destination des exportations de l'Afrique subsaharienne, 1995-2017.....	65
Figure 8 : Principales importations de l'Inde en provenance d'Afrique subsaharienne, 2017.....	65



LISTE DES TABLES

Tableau 1 : Indicateurs de performance MEA.....	53
Tableau 2: Capacités matérielles des donateurs émergents et traditionnels	55
Tableau 3: Allocation des dépenses du budget national pour les dons et les prêts (2021-2024)	61



RÉSUMÉ

La coopération internationale au développement est un paradigme en constante évolution qui a connu des changements significatifs au 21^e siècle, en raison de la multiplication des acteurs, du retour de la géopolitique dans les relations internationales et du besoin accru de financement du développement. Cette évolution résulte de la multiplication des défis, du changement climatique à la persistance de la pauvreté, en passant par les menaces pesant sur la sécurité et la santé publique. L'activité traditionnelle d'aide a été établie entre le Nord industrialisé et le Sud sous-développé au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Cette relation verticale a évolué vers un modèle plus horizontal au cours du processus de mondialisation du 21^e siècle.

Après son accession à l'indépendance en 1947, l'Inde s'est imposée comme un acteur clé de la coopération Sud-Sud grâce à son discours anti-impérialiste et anticolonialiste et en faisant preuve de solidarité avec les nouveaux États indépendants. Dès les années 1960, l'Inde a institutionnalisé ses mécanismes de coopération Sud-Sud, notamment grâce au programme indien de coopération technique et économique (ITEC). La formalisation du forum de dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBAS) en 2003 a souligné le rôle prépondérant que l'Inde jouerait dans un nouveau système d'aide au 21^e siècle. Au cours de cette période, un héritage commun et l'exposition à des menaces communes ont permis à l'Inde de s'approcher davantage de l'Afrique en s'engageant dans une diplomatie des sommets, des projets communs de la puissance douce et une diplomatie sanitaire. La région est aussi importante en tant que voisins dans un voisinage élargi, source de ressources et marché. L'expérience indienne en matière de coopération Sud-Sud et la centralité du contexte dans leurs relations signifient la poursuite de ces politiques comme moyen de rechercher un statut et un prestige internationaux. Ce mémoire analyse la coopération Sud-Sud indienne et ses applications pratiques en Afrique afin de montrer l'établissement de la coopération Sud-Sud comme une norme et une partie de la planification stratégique de la politique étrangère indienne.

Mots-clés : Inde, Afrique, Indo-Pacifique, coopération Sud-Sud, coopération triangulaire, financement du développement, développement économique, aide publique au développement

ABSTRACT

The international development cooperation has been an ever-evolving paradigm with significant changes in the 21st century, owing to multiplication of actors, the return of geopolitics in international relations, and the aggravated need for financing development. This has been a result of the proliferation of challenges from climate change to persistence of poverty and threats to security and public health. The traditional aid-giving activity was established between the industrialized global North and the underdeveloped global South in the aftermath of the Second World War. This vertical relationship has evolved into a more horizontal model during the globalization process of the 21st century.

After becoming independent in 1947, India established itself as a key actor in South-South cooperation through her anti-imperialist and anti-colonialist discourse and by showcasing solidarity with newly independent states. As early as 1960s, India institutionalized her South-South cooperation mechanisms, notably the Indian Technical and Economic Cooperation Programme (ITEC). The formalization of India-Brazil-South Africa (IBSA) dialogue forum in 2003 underscored the leading role India would play in a new aid system in the 21st century. During this period a common heritage as well as exposure to similar threats enabled India to approach Africa further by engaging in summit diplomacy, common soft power projects and sanitary diplomacy. The region has been important for India not only in terms of diaspora and cultural ties but also of being neighbors in an extended neighborhood perception, a source of resources and a market. The Indian South-South cooperation experience and centrality of the context in their relations signify the continuation of such policies as a means of seeking international status and prestige. This thesis analyzes the Indian South-South cooperation (SSC) through discourse, theoretical evolution with respect to transformation in Indian foreign policy and given its practical applications in Africa to showcase the establishment of SSC as a norm and part of Indian strategic planning in foreign policy.

Keywords: India, Africa, Indo-Pacific, South-South cooperation, triangular cooperation, development finance, economic development, official development assistance

ÖZET

Uluslararası kalkınma işbirliği ortamı, yeni donörlerin belirmesi, uluslararası jeopolitiğin artan önemi ve kalkınmanın finansmanına duyulan ihtiyacın artması nedeniyle 21. yüzyılda önemli değişikliklere uğrayan dinamik bir dış politika alanı konumundadır. Bu durum, iklim değişikliğinden yoksulluğun süregelmesine, güvenlik ve kamu sağlığına yönelik tehditlere kadar pek çok sorunun çoğalmasının bir sonucu olarak kendini göstermiştir. Geleneksel dış yardım ilişkisi, İkinci Dünya Savaşı sonrasında sanayileşmiş küresel Kuzey ile az gelişmiş küresel Güney arasında kurulmuştur. Bu dikey ilişki, 21. yüzyılın küreselleşme sürecinde daha yatay bir modele yerini bırakmaktadır.

Hindistan, 1947'de bağımsızlığını kazandıktan sonra anti emperyalist ve sömürgecilik karşıtı söylemiyle yeni bağımsızlığını kazanan devletlerle dayanışma sergileyerek Güney-Güney işbirliğinde kilit bir aktör olarak kendini kabul ettirmiştir. 1960'lı yılların başlarından itibaren başta Hindistan Teknik ve Ekonomik İşbirliği Programı (ITEC) olmak üzere Güney-Güney işbirliği mekanizmalarını kurumsallaştırmıştır. Hindistan-Brezilya-Güney Afrika (IBSA) diyalog forumunun 2003 yılında resmîyet kazanması, Hindistan'ın 21. yüzyılda yeni bir yardım sisteminde oynayacağı öncü rolü vurgulamıştır. Bu dönemde kültürel bağlar, ortak miras ve benzer tehditlere maruz kalmaları sebebiyle Afrika ve Hindistan zirve ve sağlık diplomasisi, ortak yumuşak güç projeleri gibi farklı alanlarda yakınlaşmıştır. Bölge, Hindistan için aynı zamanda genişletilmiş bir komşuluk algısı içinde komşu ve önemli kaynaklara da ev sahipliği yapan bir pazar olması açısından önemini belirginleştirmiştir. Hindistan'ın Güney-Güney işbirliği deneyimi uluslararası statü ve prestij arayışının bir aracı olarak bu tür politikaların devamına işaret etmektedir. Bu tez, Hindistan'ın Güney-Güney işbirliğini söylem, Hindistan dış politikasındaki dönüşüm ve Afrika'daki işbirliği uygulamaları üzerinden analiz ederek, bunun bir norm ve Hindistan'ın stratejik dış politika planlamasının bir parçası olarak yer edindiğini göstermektedir.

Anahtar Kelimeler: Hindistan, Afrika, Hint-Pasifik Güney-Güney İşbirliği, Üçgen İşbirliği, kalkınma finansmanı, ekonomik kalkınma, resmi kalkınma yardımı

INTRODUCTION

« Le service de l'Inde signifie le service des millions de personnes qui souffrent. Cela signifie la fin de la pauvreté, de l'ignorance, de la maladie et de l'inégalité des chances. L'ambition du plus grand homme de notre génération a été d'essuyer toutes les larmes de tous les yeux. Cela nous dépasse peut-être, mais tant qu'il y aura des larmes et de la souffrance, notre travail ne sera pas terminé. C'est pourquoi nous devons travailler, travailler et travailler dur pour donner vie à nos rêves. Ces rêves sont pour l'Inde, mais aussi pour le monde, car toutes les nations et tous les peuples sont aujourd'hui trop étroitement liés pour que l'un d'entre eux puisse imaginer qu'il peut vivre séparément. »

-Jawaharlal Nehru, premier Premier ministre indien¹

Un système de métro léger à l'île Maurice, au large de la côte est de l'Afrique, des travaux de restauration du temple d'Angkor Wat au Cambodge et une autoroute au Népal ont un point commun. Tous sont les résultats tangibles de la coopération Sud-Sud, en l'occurrence entre l'Inde et les pays cités ci-dessus. Sur la base d'expériences postcoloniales similaires, ainsi que d'une volonté de surmonter le sous-développement, la pauvreté et l'héritage d'années d'exploitation, l'Inde, dès son indépendance en 1947, s'est engagée dans la coopération Sud-Sud par divers moyens. Depuis, cette coopération a pris de l'ampleur en termes de valeur, du nombre de pays et des projets bénéficiaires, d'institutions et de gamme d'outils utilisés pour fournir l'assistance au pays en développement.

Après la Seconde Guerre mondiale, l'aide d'un gouvernement à un autre gouvernement en difficulté est apparue comme un nouveau concept dans les relations internationales lors de l'effort de reconstruction en Europe. L'activité d'aide étrangère, qu'il s'agisse d'aide d'urgence ou d'aide au développement, s'est inscrite dans un ordre mondial bipolaire où les économies développées formaient le bloc occidental dirigé par les États-Unis et les États communistes dirigés par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS) formaient le bloc de l'Est. Toutefois, un groupe de nations non alignées est apparu après le milieu des années 1950 à la suite de la décolonisation en Afrique et à l'initiative

¹ Jawaharlal Nehru, *A Tryst with Destiny*, Constituent Assembly of India in New Delhi, 14 août 1947.

de pays tels que l'Inde, l'Indonésie, la Yougoslavie et l'Égypte. Alors que le financement du développement des nouvelles nations devenait impératif, les préoccupations sécuritaires, l'influence et la solidarité ont ouvert la voie à un flux d'aide provenant principalement du Nord, des nations développées et des pays des deux blocs situés principalement dans l'hémisphère nord, mais aussi de pays tels que l'Australie, vers le Sud, qui comprend des nations d'Afrique, d'Amérique latine, des Caraïbes et d'Asie. L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) est devenue une institution clé pour mener ces efforts dirigés par le Nord et a conceptualisé l'aide publique au développement pour soutenir le développement et le bien-être des pays bénéficiaires. D'autre part, le Mouvement des non-alignés (NAM) a donné un élan aux pays du Sud qui partageaient des expériences historiques (telles que la colonisation et l'exploitation) et les défis du sous-développement et de la pauvreté. Dans les années 1960 et 1970, l'aide entre les pays en développement a également pris de l'ampleur et s'est inscrite dans le cadre de la coopération Sud-Sud (CSS) par le biais de la coopération technique et de conférences internationales, notamment sous l'égide des Nations unies. La coopération Sud-Sud fait référence à un large et flexible éventail de coopérations bilatérales, régionales et interrégionales dans les domaines politique, économique, social et culturel². Toutefois, la coopération Sud-Sud ne se substitue pas à l'activité d'aide Nord-Sud établie. La coopération Sud-Sud peut également prendre la forme d'un modèle de coopération triangulaire en joignant ses forces à celles d'un pays du Nord ou d'une organisation internationale.

Le financement du développement a également conduit à des efforts pour conceptualiser un cadre commun, basé sur des statistiques et des objectifs. Ces efforts ont été concrétisés par les Nations unies par la formulation des objectifs du millénaire pour le développement (OMD) au tournant du siècle. Ces objectifs s'appuyaient sur le paradigme du développement économique humain, qui mettait l'accent sur l'éradication de la pauvreté, l'éducation universelle, la santé, la durabilité environnementale et l'égalité des sexes. Ils se distinguent également par l'inclusion d'un objectif relatif à l'amélioration du

² Jain-gregoire Pooja, «*La singularité de la géopolitique indienne en Afrique*», Dans Hérodote 2019/2 (No 173), pp. 49 – 65.

partenariat mondial pour le développement. Ces efforts des Nations unies se sont poursuivis avec la formulation des objectifs de développement durable (ODD) en 2015, qui doivent être atteints d'ici à 2030. À l'instar des OMD, les ODD définissent la perception du développement humain à l'aide de mesures telles que la durabilité des écosystèmes naturels, les conditions de travail et les établissements humains.

Après la pandémie de Covid-19, qui a accentué la pression sur le financement du développement dans les pays en développement, l'ordre politique mondial est confronté à de multiples défis liés à la guerre, la perturbation des chaînes d'approvisionnement mondiales, aux tensions géopolitiques et aux conflits liés aux ressources naturelles induits par le changement climatique. La nécessité de financer le développement durable s'en trouve ainsi remis en péril. Le besoin croissant de ressources financières pour le développement durable est ainsi mis en évidence par un déficit en financement de l'ordre de 4 300 mille milliards de dollars pour la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies³. Ce facteur est d'autant plus important que les pays en développement sont confrontés à la crise de l'approvisionnement en « 3F » (nommé d'après les premières lettres de *Food*, *Fuel* et *Fertilizer* en anglais ; nourriture, carburant, et engrais)⁴.

Dans ces conditions, l'aide publique au développement (APD) fournie par les donateurs traditionnels du Nord, sous l'égide du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE, n'est pas suffisante pour combler le besoin de financement pour le développement des pays du Sud. Outre les considérations relatives aux ressources, plusieurs questions entravent la durabilité de ce type de l'aide publique au développement. Par exemple, les contextes nationaux et les défis de développement propres à chaque pays en développement sont multiples et variés, de sorte qu'une solution unique et « parfaite » conçue par les pays développés pourrait ne pas être applicable. Le partage d'expérience d'un pays du Sud pourrait, en effet, s'avérer plus efficace, étant donné les défis communs au développement tels que la pénurie de capitaux, la mauvaise connectivité des

³*World Investment Report 2022: International Tax Reforms and Sustainable Investment*, United Nations, 2022.

⁴ « Discours de Shri Hardeep S. Puri, Ministre du pétrole et du gaz naturel », *Voice of Global South*, 13 janvier 2023.

infrastructures et les conditions climatiques)⁵. De plus, les données historiques montrent que les fonds de l'APD pourraient ne pas être conformes le niveau financier ciblé. Par exemple, l'objectif historique de 0,7 % de l'APD par rapport au revenu national brut (RNB) fixé dans les années 1970 a rarement été atteint par les membres du CAD⁶. Les pressions internes exercées par les contribuables de ces pays peuvent encore aggraver le risque de diminution des flux de l'APD vers les pays en développement.

La coopération Sud-Sud (CSS), en revanche, peut apporter le financement nécessaire au développement des nations du Sud, à la fois avec une valeur symbolique de solidarité, ainsi que par des moyens alternatifs tels que les transactions de financement mixte (incluant le secteur privé en tant que partenaire) et sur la base de principes de non-conditionnalité⁷. C'est aussi un moyen de suivre la tendance du nouvel environnement d'investissement et de commerce. Par exemple, depuis 2013, en Afrique subsaharienne le commerce avec les économies asiatiques a dépassé en volume celui avec son partenaire traditionnel, l'Union européenne (UE)⁸.

L'Inde, elle-même encore bénéficiaire de l'APD, a annoncé qu'elle ne recevra d'APD que de cinq pays - le Royaume-Uni, les États-Unis, la Russie, l'Allemagne et le Japon à partir de 2003, reflétant une volonté de changer son image internationale. D'un

⁵ Nagesh Kumar, « *South-South and Triangular Cooperation in Asia-Pacific: Towards a new paradigm in Development Cooperation* », RIS Discussion Papers, No. 145, 2008, p.4.

⁶ L'histoire de l'objectif de 0,7 % pour l'aide publique au développement (APD), qui est « l'objectif international le plus connu dans le domaine de l'aide au développement » selon l'OCDE, remonte aux années 50. Toutefois, l'idée a été notamment évoquée dans le rapport de la Commission Pearson de 1969, établi par Robert McNamara, alors président de la Banque mondiale, et fondé sur le concept nouvellement adopté de l'APD. L'objectif recommandé par le rapport a été formalisé le 24 octobre 1970 avec adoption d'une résolution de l'Assemblée générale des Nations unies. Toutefois, certains membres du CAD, tels que les États-Unis et la Suisse, n'ont pas adopté cet objectif. Toutefois, certains membres du CAD, comme les États-Unis et la Suisse, n'ont pas adopté cet objectif et d'autres n'ont souvent pas pu l'atteindre.

En 2021, par exemple, seuls cinq pays, à savoir le Luxembourg, la Norvège, la Suède, l'Allemagne et le Danemark, ont obtenu des résultats supérieurs au seuil de 0,7 %.

Données extraites le 10 avr. 2023, 10h55 UTC (GMT), de OECD.Stat, <https://stats.oecd.org/Index.aspx?lang=fr&SubSessionId=7620f2d9-2d35-4de7-8650-a6946706897f&themetreeid=3>.

⁷ La conditionnalité peut s'appliquer à l'aide financière et au financement du développement en général. Par exemple, les conditions du Fonds monétaire international (FMI) peuvent inclure des critères macroéconomiques à respecter, tels que le plafond de la dette extérieure. Les programmes d'ajustement structurel de la Banque mondiale, en période de crise économique, exigent des réformes des politiques économiques telles que la dévaluation de la monnaie.

⁸ Souleymane Coulibaly, Woubet Kassa, Albert G. Zeufack et al. « Africa in the new trade environment: Market access in troubled times », *World Bank Publications*, 2022.

autre côté, elle est active dans la coopération Sud-Sud à l'échelle mondiale en s'adressant à 156 pays en 2006 avec différents programmes comprenant une aide financière et un renforcement des capacités. Le pays a fait l'objet du consortium *Aid-India* en 1958, qui était dédié au développement de l'Inde avec une assistance internationale dirigée par la Banque mondiale. Cependant, en termes d'autonomisation du Sud, la création du mouvement des non-alignés (NAM), du G-77 et du Programme indien de coopération technique et économique (ITEC) au début des années 60 a institué le rôle de l'Inde en tant qu'acteur clé de la coopération Sud-Sud. Fondée sur trois principes, à savoir la solidarité, le bénéfice mutuel et la non-ingérence, l'Inde est devenue plus performante sur le plan économique après une période de mondialisation et de libéralisation dans les années 80 et 90. Sa coopération s'est concentrée sur le développement industriel à grande échelle et à fort impact dans les pays bénéficiaires, le renforcement des capacités par le biais de formations, de l'enseignement professionnel, de la formation des formateurs et de l'enseignement universitaire, y compris l'anglais et les technologies de l'information, le partage d'expériences en termes de solutions inventées pour des défis similaires en matière de développement.

Le tsunami de 2004 dans l'océan Indien a également mis en évidence la réponse de l'Inde en matière d'aide d'urgence d'une manière sans précédent⁹. La marine indienne a lancé des opérations en Indonésie, aux Maldives et au Sri Lanka, déployant au total 32 navires, sept avions et 20 hélicoptères pour les opérations de sauvetage¹⁰. Des efforts similaires ont également été déployés en février 2023 lorsque l'Inde a lancé l'opération *Dost* (signifiant « ami » en turc et en hindi) pour aider les victimes du tremblement de terre en Turquie en mobilisant des avions de transport militaire¹¹.

⁹ Les pays gravement touchés par le tremblement de terre et le tsunami de 2004 dans l'océan Indien sont l'Inde, l'Indonésie, la Malaisie, les Maldives, la Birmanie, la Somalie et le Sri Lanka. Le Bangladesh, le Kenya, les Seychelles, l'Afrique du Sud, la Tanzanie et le Yémen, entre autres, ont subi des dégâts relativement modérés.

¹⁰ Government of India expresses solidarity with the Government and the people of Indonesia on the solemn occasion of Indian Ocean Tsunami Disaster commemoration , *Embassy of India Jakarta, Press Release*, 24 décembre 2014.

¹¹ « Operation Dost shows friendship between India and Turkey: Turkish envoy », *Livemint*, 9 février 2023, [en ligne] <https://www.livemint.com/news/world/operation-dost-shows-friendship-between-india-and-turkey-turkish-envoy-11675900307451.html>, consulté le 5 juin 2023.

Cependant, bien que certains éléments de la culture stratégique indienne soient clairement visibles à différentes occasions, la politique étrangère de l'ère de Narendra Damodardas Modi (2014-présent) coïncide avec des changements politiques majeurs en Inde, ainsi que dans l'ordre mondial. En 2014, avec une cérémonie d'inauguration remarquable à laquelle participait le Premier ministre pakistanais Nawaz Sharif, pour la première fois depuis la Partition de 1947, ainsi qu'une présence inédite de tous les chefs des pays de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASACR), l'Inde de Modi a entamé son voyage diplomatique fondé sur la *Fast Track*¹². En effet, la diplomatie Fast Track du 15^{ème} Premier ministre de l'Inde (et le premier à être né après l'indépendance) a commencé par des initiatives de politique étrangère indienne de grande envergure dans sa région immédiate, telles que la politique des *Neighbours First* (voisins d'abord), la politique *Look East to Act East* en Asie du Sud-Est, et le travail préparatoire pour l'édition 2014 du sommet du Forum Inde-Afrique.

Ces développements ont été particulièrement importants pour une méga-région connue sous le nom d'Indo-Pacifique¹³. Ce terme est souvent considéré comme le

¹² Les 8 États membres de l'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (ASACR) sont l'Afghanistan, le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka. Navin Ramgoolam, Premier ministre de l'île Maurice, qui a le statut d'observateur au sein de l'organisation, a également assisté à la cérémonie. Huit autres pays sont membres observateurs de l'ASACR : l'Australie, la Chine, l'Union européenne, l'Iran, le Japon, Maurice, le Myanmar, la Corée du Sud et les États-Unis.

¹³ L'utilisation contemporaine du terme Indo-Pacifique est apparue après que le Premier ministre japonais a fait allusion au concept d'une « Asie élargie » lors d'un discours devant le parlement indien en 2007. La terminologie a été formalisée plus tard, en 2015, par une vision commune du Japon et de l'Inde : *Japan and India Vision 2025 Special Strategic and Global Partnership* (Partenariat stratégique et mondial spécial entre le Japon et l'Inde).

Le terme Indo-Pacifique a été utilisé pour la première fois comme désignation ethnographique en 1850 par James Richardson Logan. Le terme a acquis une signification géopolitique dans les années 1920 et 1930 lorsque Karl Haushofer l'a utilisé pour désigner l'espace où se trouvent l'héritage culturel indien et chinois et une population dense. La terminologie moderne reflète l'importance de la région en termes de flux maritimes internationaux (notamment pour le commerce de l'énergie), d'interdépendance socio-économique régionale accrue, de montée en puissance de la Chine et de l'Inde dans la politique mondiale et régionale, et de renforcement de la coopération régionale en matière de développement et d'investissement.

Les quatre pays - l'Australie, les États-Unis, l'Inde et le Japon - qui ont été les fondateurs immédiats de ce nouveau concept l'ont formalisé en l'incluant dans leurs stratégies de sécurité respectives et dans leur document de vision régionale (Japon : *Indo-Pacific Libre et Ouverte*, 2016; Australie : *Foreign Policy White Paper*, 2017; Inde : *Indo-Pacific Oceans Initiative (IPOI)*, 2019; États-Unis : *Free and Open Indo-Pacific Advancing a Shared Vision*, 2019). La France a adopté sa propre stratégie Indo-Pacifique en 2018. Des organisations régionales telles que l'ASEAN et l'IORA ont également adopté le terme et élaboré leurs propres documents de conception (ASEAN : *Outlook on the Indo-Pacific*, 2019 ; IORA : *Outlook on the Indo-Pacific*, 2022). Toutefois, certains États comme la Malaisie et les États insulaires du Pacifique n'ont pas adopté le concept. D'autres, notamment la Chine et la Russie, sont opposés à l'utilisation de cette terminologie, qu'ils considèrent comme une désignation des États-Unis pour exercer une influence ou contrer l'influence chinoise dans la région.

successeur de la région Asie-Pacifique, qui s'est concentrée sur moins d'acteurs que la désignation Indo-Pacifique et qui est devenue populaire dans le paysage du développement dans la seconde moitié du 20^{ème} siècle, en grande partie grâce au développement des tigres asiatiques¹⁴. L'Indo-Pacifique, cependant, en tant que concept du 21^{ème} siècle, accorde un rôle plus important à la région de l'océan Indien (IOR), y compris à l'Afrique de l'Est. Le fait que la contextualisation Indo-Pacifique ait gagné du terrain dans la politique mondiale est étayé par plusieurs phénomènes qui ont eu un impact sur le lien entre développement et sécurité dans la région. C'est le cas pour le développement des pays d'Asie du Sud-Est avec une importance toujours plus grande de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN), de l'Inde et des pays d'Afrique de l'Est, mais aussi des tensions géopolitiques croissantes autour de la mer de Chine méridionale et de l'IOR en ce qui concerne le positionnement stratégique de la Chine dans un certain nombre de pays pour former le « collier de perles ». Ces « perles » désignent un réseau de ports et d'investissements chinois (ou d'implantations militaires comme sa première base navale à l'étranger à Djibouti) le long de l'océan Indien, crucial pour sécuriser les flux maritimes internationaux et l'approvisionnement en énergie, mais aussi les gains stratégiques. Plusieurs actifs maritimes en Birmanie, au Bangladesh, au Pakistan, aux Maldives, aux Seychelles, au Sri Lanka, à Djibouti, au Kenya et en Tanzanie sont associés à cette conception géopolitique¹⁵.

Jouissant une période de normalisation post-1988, en 2017, la Chine et l'Inde ont fait face à une nouvelle impasse militaire à Doklam - situé au tripoint de la Chine, de l'Inde et de son allié le Bhoutan. La confrontation, qui a été provoquée par la construction d'une route chinoise dans la région, a révélé l'opinion faucon du côté indien, soutenue par les actions de représailles du gouvernement Modi.

Consulter pour la conception du terme Isabelle Saint-Mézard, *Géopolitique de l'Indo-Pacifique : Genèse et mise en œuvre d'une idée*, 1^{re} édition, Paris : Presses Universitaires de France, 2022. Pour une vue d'ensemble du cas de l'Inde dans la région : Jean -Luc Racine, « La nouvelle géopolitique indienne de la mer : de l'Océan Indien à l'Indo-Pacifique », *Hérodote*, no 173, p. 101-129.

¹⁴ Les tigres asiatiques désignent quatre pays, Hong Kong, Singapour, la Corée du Sud et Taïwan, qui ont atteint le statut de pays à revenu élevé en enregistrant des taux de croissance élevés grâce à une industrialisation et économie axée sur les exportations dans les années 1950 et 1960.

¹⁵ *Etude sur Les Transports Maritime*, CNUCED, 2019.

À partir d'avril 2023, pendant le processus de rédaction de ce mémoire avec une population dépassant 1,42 milliard d'habitants, l'Inde serait devenue le pays le plus peuplé du monde¹⁶. L'accession de l'Inde au premier rang des pays les plus peuplés a marqué un changement significatif pour la Chine, leader depuis des décennies, qui a entre-temps enregistré un déclin de sa population pour la première fois depuis le début des années 1960. La perte de « supériorité » démographique de la Chine s'est déjà traduite par un changement dans les politiques nationales de natalité lorsque la politique de l'enfant unique, entrée en vigueur en 1979, a pris fin en 2016, alors que la Chine ambitionnait de s'emparer de la première place mondiale en termes de puissance matérielle et de la puissance douce (*Soft Power*).¹⁷ Mais pour le nouveau numéro un, l'année 2023 revêt une importance encore plus grande en termes de croissance et de rayonnement, car l'Inde assumera la présidence du G20, un poste qui change chaque année parmi les États membres.

Dans la politique étrangère indienne de l'ère Modi, l'Inde continue d'assumer un rôle de leadership discursif dans la coopération Sud-Sud en se désignant elle-même comme « gourou du monde » et « mère de toutes les démocraties ». Le sommet de la Voix du Sud s'est tenu quelques mois après que l'Inde a pris la présidence du G20 en 2023. Ce sommet, qui avait pour thème « *Unity of Voice, Unity of Purpose* » (unité de voix, unité d'objectifs), reflète la volonté de l'Inde, sous le gouvernement Modi, de continuer à jouer son rôle de chef de file pour le Sud face aux défis mondiaux qui le frappe de manière disproportionnée par rapport à la contribution de ces pays à leurs causes profondes (le changement climatique et la guerre en Ukraine par exemple). Ce leadership est soutenu par le mouvement indien anti-impérialiste, anticolonialiste et pro-Sud (similaire au tiers-mondisme de l'époque de la Guerre froide). La réticence de l'Inde à condamner l'invasion de l'Ukraine par la Russie s'inscrit également dans le prolongement de sa politique étrangère non alignée et indépendante. Ce maintien de la ferveur indépendantiste et du soutien à la coopération Sud-Sud est d'autant plus intéressant que la politique étrangère

¹⁶ DEUSKAR Nachiket, « Population Trends: India is now the world's most populous nation – but there's no reason to be worried », *Scroll.in*, 1er février, 2023, <https://scroll.in/article/1042572/india-might-be-the-worlds-most-populous-nation-but-heres-why-experts-arent-too-worried-about-it>. consultez le 13 septembre 2022.

¹⁷ MITTER Rana, « No longer the most populous, but still China wants to be world number one », *The Guardian*, 17 juillet, 2022.

indienne a connu des changements majeurs depuis la fin de la Guerre froide et la montée du nationalisme hindou dans les politiques intérieures.

La fin de la Guerre froide et l'émergence des États-Unis d'Amérique en tant qu'unique superpuissance (d'où, hyperpuissance) et de l'Inde en tant qu'économie émergente ont conduit à une relation plus étroite entre les deux pays.¹⁸ La visite du Président Clinton en Inde en 2000 était la première d'un président américain depuis 22 ans. Cependant, lors de l'invasion de l'Irak par les États-Unis, l'Inde a rejeté la demande des États-Unis d'envoyer ses troupes, mais a demandé un mandat explicite des Nations Unies et l'autorisation du Conseil de sécurité des Nations Unies.¹⁹

Toutefois, l'Inde occupe toujours une position stratégique pour contrer l'influence chinoise dans la région Indo-Pacifique. Le multilatéralisme croissant et les relations plus étroites avec les États-Unis, l'Australie et le Japon - l'Inde participe désormais à des exercices navals quadrilatéraux annuels à Malabar avec les pays mentionnés - témoignent également de cette stratégie. Dans ce sens, en tant que l'un des points centraux de la population mondiale et des centres de croissance économique, ainsi que la géographie de l'influence chinoise de plus en plus forte, l'Afrique subsaharienne attire plus d'importance en termes d'objectifs stratégiques et de partenariat de développement de l'Inde.

D'autre part, l'Inde est toujours confrontée au problème de la pauvreté, aux conflits frontaliers et aux menaces qui pèsent sur la liberté d'expression et l'avenir de la démocratie. Bien qu'elle ait réussi à sortir 415 millions de personnes de la pauvreté au cours des deux premières décennies du 21ème siècle, elle compte toujours la plus grande population pauvre du monde²⁰. Elle est dotée à la fois d'avantages et de défis liés à une population jeune confrontée au sous-emploi ou au risque de chômage. Au début du siècle, la démocratie indienne, dans sa cinquantaine, était célébrée pour avoir relevé des défis majeurs, tels que les guerres, la famine et la dissolution d'un partenaire fort à la fin de la Guerre froide. En revanche, en 2023, le développement interne de l'Inde présente une

¹⁸ RACINE Jean-Luc, « L'Inde, L'Europe, le monde : une politique étrangère pragmatique », *Revue internationale et stratégique*, 2005/3 (N°59), p. 95-106. DOI : 10.3917/ris.059.0095. URL : <https://www.cairn.info/revue-internationale-et-strategie-2005-3-page-95.htm>

¹⁹ « India Rejects Request U.S. for Iraq Force », *The Washington Post*, 15 juillet 2003

²⁰ KATAYAMA Roy et WADHWA, Divyanshi « Cinq pays concentrent à eux seuls plus de la moitié des pauvres dans le monde », *Blog de Données*, 9 janvier 2019.

image différente de celle de l'époque précédente : les droits de l'homme, la société civile, la liberté de la presse et la pluralité de la démocratie indienne sont remis en question pour l'avenir des Indiens, notamment pour les Musulmans, qui représentent environ 14 % du pays. Tout cela ressemble à ce qui se passe dans de nombreux autres pays du Sud. Entre-temps, l'Inde, en tant que pays bénéficiaire de l'aide, continue à jouer le rôle d'acteur clé dans la coopération Sud-Sud. Dans ces circonstances, ce document tentera de répondre à la question suivante : « Comment l'Inde maintient-elle son rôle d'acteur clé dans la coopération Sud-Sud malgré les défis auxquels elle est elle-même confrontée ? » L'hypothèse repose sur l'argument selon lequel l'Inde, et donc le gouvernement Modi, poursuit son engagement et son partenariat de développement avec le Sud, comme l'illustrent ses divers outils et instruments en Afrique, afin de continuer à jouer son rôle d'acteur clé dans le monde, compte tenu de la forte dynamique qu'elle a acquise sur la scène politique mondiale après la mondialisation.

S'en tenir à une analyse de l'état indien, la méthodologie consistera à examiner de près les projets de développement, les institutions et les outils utilisés par le ministère indien des affaires extérieures (*Ministry of External Affairs*, MEA), ainsi que ceux mis en avant par les organisations internationales et les organisations de développement en tant que bonnes pratiques. Les sources permettant d'approfondir les objectifs de la politique étrangère indienne en matière de coopération Sud-Sud concernant l'Afrique seront analysées à partir d'entretiens avec des diplomates indiens de haut niveau, et du discours d'universitaires et de praticiens du développement à partir de discours du G20, de groupes de travail du G20 et d'instituts de recherche politique indiens tels que *Research and Information System for Developing Countries (RIS)*. La volonté politique de l'Inde est également analysée en ce qui concerne les allocations budgétaires, les mesures de performance en matière de politique étrangère et l'engagement dans la diplomatie des sommets.

Dans la première partie, la nécessité d'une plus grande réserve de ressources sera discutée dans le cadre d'une section initiale sur le contexte théorique de l'APD et du partenariat pour le développement. L'évolution contextuelle et historique de l'APD sera examinée en tenant compte de la manière dont l'aide au développement Nord-Sud a vu le jour à partir de la création du CAD de l'OCDE et de la manière dont la coopération Sud-

Sud s'est avérée être une intervention critique pour le développement, en particulier à partir de la seconde moitié du 20^e siècle. Le rôle significatif de l'Inde dans la formation du G-77, le mouvement des non-alignés, sera également abordé. La coopération Nord-Sud est remise en question en termes d'efficacité de l'aide et de contrôle croissant de la part des contribuables des pays développés. La coopération Sud-Sud, quant à elle, a souvent été perçue comme une opportunité de solidarité entre les nations en développement et comme un moyen de partager les expériences de développement. La thèse ne se concentrera pas sur le lien entre sécurité et développement concernant la logique de l'APD, qui fait l'objet d'une littérature abondante. Dans la dernière section de la première partie, la façon dont la coopération Sud-Sud s'avère être une solution critique pour améliorer la base de ressources sera discutée en termes de contexte historique après 2003 – choisi comme l'année de référence en raison de la formation du forum de dialogue Inde, Brésil et Afrique du Sud (IBAS) à cette date, mais aussi pour signifier la forte réussite économique de l'Inde après les années 2000 et l'impact de la mondialisation qui a donné un nouveau tournant à la coopération Sud-Sud.

La seconde partie de la mémoire examinera la politique étrangère de l'ère Modi et soulignera le changement par rapport aux gouvernements précédents, y compris les objectifs à long terme de la politique étrangère indienne et la culture stratégique, en ce qui concerne l'orientation post-Guerre froide de la politique indienne ainsi que sa position face aux défis mondiaux et aux tensions géopolitiques, notamment après la guerre en Ukraine et dans la région Indo-Pacifique. Les continuités et les ruptures de l'ère Modi en termes de politiques indiennes de longue date seront analysées, essentiellement en ce qui concerne le multialignement/non-alignement, la position indépendante/anti-impérialiste/anticolonialiste. Ensuite, une deuxième section analysera les liens historiques de l'Inde avec l'Afrique, y compris sa diaspora en Afrique orientale et australe, qui représente plus de 2,5 millions de personnes, et les liens commerciaux et diplomatiques croissants. L'importance stratégique de l'Afrique dans le cadre de la désignation Indo-Pacifique, raison pour laquelle elle a été choisie pour ce document, sera également soulignée. Dans la dernière partie, les outils et les institutions du partenariat de développement de l'Inde avec l'Afrique seront analysés. Cela mènera à une conclusion sur

la façon dont l'objectif indien de continuer à jouer son rôle d'acteur clé dans le Sud est toujours évident.

La conclusion portera sur les résultats de l'élan de la coopération Sud-Sud indienne, sur les moteurs de sa poursuite et sur son avenir. D'autres questions se posent, notamment celle de savoir si l'Inde va se retirer de son engagement. L'hypothèse est que le rôle de l'Inde en tant qu'acteur discursif et technique clé de la coopération Sud-Sud, ainsi que la poursuite de sa politique étrangère visant à obtenir un statut international et l'indépendance, son budget et ses visions à long terme, montrent que la coopération Sud-Sud en tant que norme internationale serait un domaine politique clé dans les affaires étrangères indiennes, indépendamment des développements intérieurs ou des gouvernements individuels.

PREMIERE PARTIE : LES MODELES ET TENDANCES GLOBALES DE COOPERATION POUR LE DEVELOPPEMENT AU 21^E SIECLE

A) Le cadre de la coopération pour le développement Nord-Sud

La fin de la Seconde Guerre mondiale et les efforts de reconstruction dans l'Europe déchirée par la guerre ont donné l'impulsion initiale à l'aide étrangère, qui allait devenir une innovation de la politique étrangère et une norme pendant la Guerre froide. Bien que l'objectif initial des efforts d'aide étrangère ait été la sécurité, la vision d'une relation verticale entre le Nord et le Sud s'est épanouie au fur et à mesure que les efforts de l'aide internationale étaient institutionnalisés avec la création du Comité d'aide au développement (CAD) de l'OCDE. Cette section suit l'évolution du cadre de l'aide publique au développement (APD), qui a été le principal mécanisme public bilatéral de financement du développement. Elle examine également les relations entre le Nord et le Sud sous l'angle de l'évolution des relations au cours du XX^e siècle, qui a ouvert la voie à de nouvelles perspectives pour le système d'aide au 21^e siècle, ainsi que les principaux défis auxquels il a été confronté en termes de l'efficacité de l'APD et justification de l'octroi de l'aide au niveau national et international.

1. L'évolution de l'aide publique au développement

D'un point de vue géographique, le Sud global ou le Nord global (autrement dit les pays du Sud ou les pays du Nord) ne correspondent pas à des divisions hémisphériques selon les lignes de l'hémisphère Nord et de l'hémisphère Sud. Ils reflètent une division en termes de développement économique et de niveau d'industrialisation, de facteurs sociopolitiques souvent façonnés par une expérience coloniale et impériale, et d'orientation idéologique²¹. Cette dernière donne au Sud une signification qui va au-delà

²¹ Selon la définition large de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), les économies en développement comprennent l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes, l'Asie à l'exception du Corée du Sud, d'Israël, et du Japon et l'Océanie sans l'Australie et la Nouvelle-Zélande. Les économies développées, quant à elles, comprennent l'Amérique du Nord et l'Europe, en plus des exceptions mentionnées.

de la sphère économique, mais une identité nationale et transnationale qui pourrait être considérée comme similaire au concept de « l'Occident » utilisé dans le sens des grandes puissances au 19^e siècle. Cette identité s'inspire largement de l'expérience commune du colonialisme et de l'impérialisme et des questions liées à la construction d'une nation²². Dans le même temps, cette identité se traduit par des actions communes en matière de politique étrangère lorsque des questions d'ordre mondial sont en jeu. Elle conduit également à une analyse des flux de ressources, notamment en termes d'aide publique, significative en termes de relations de pouvoir et d'objectifs de politique étrangère des pays donateurs et bénéficiaires.

Le système d'aide mis en place par les pays développés a vu le jour au lendemain de la Seconde Guerre mondiale²³. La conception de l'aide étrangère n'est donc pas dissociable de la Guerre froide - et de l'ordre mondial bipolaire qui en a résulté - et des préoccupations en matière de sécurité. Dans cette perspective, la politique d'endiguement et les efforts américains de reconstruction de l'Europe après la Seconde Guerre mondiale illustrent les dimensions géopolitiques et sécuritaires de l'aide étrangère²⁴. En fait, la doctrine Truman de 1947, qui porte le nom du président des États-Unis de l'époque, était motivée par la volonté de maintenir l'influence soviétique hors de la Grèce, qui avait connu une guerre civile entre 1946 et 1949 (impliquant de forts éléments communistes) et de la Turquie, qui contrôlait les détroits turcs, importants sur le plan géopolitique. De même,

²² Chris Alden, Sally Morphet and Marco Antonio Vieira, *The South in World Politics*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

²³ Cette section explore les fondements de l'aide publique au développement (APD), puis de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire, qui constituent le cœur du système d'aide publique. L'aide internationale, conçue comme une pratique courante ou une norme dans les relations internationales actuelles, vise le développement et est apparue après la Seconde Guerre mondiale, notamment après les années 1960. Toutefois, plusieurs cas d'aide internationale - qui ne visaient pas l'objectif général du développement - avaient été observés auparavant (sans toutefois constituer une norme ou un système d'aide). Lancaster mentionne l'aide d'urgence (pour soulager des problèmes tels que la famine dans l'Union soviétique de l'après-guerre), l'aide coloniale des Français et des Britanniques à leurs colonies et l'assistance technique des États-Unis à l'Amérique latine dans les années 1940 comme les trois antécédents de l'aide étrangère (Source: Carol Lancaster, *Foreign Aid: Diplomacy, Development, Domestic Politics*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007, pp.25-27)

²⁴ L'endiguement conçoit les politiques américaines visant à contenir l'influence soviétique dans sa sphère d'influence immédiate et à l'empêcher de s'étendre.

par le biais du plan Marshall de 1948, les États-Unis ont aidé les États européens à se remettre de la dévastation causée par la guerre²⁵.

Bien que les premiers efforts d'aide menés par les États-Unis aient visé la reconstruction des États d'Europe occidentale, les efforts ultérieurs se sont progressivement tournés vers le « tiers-monde ». Alfred Sauvy a utilisé ce terme pour la première fois dans un article en 1952, faisant référence aux pays sous-développés au milieu de l'émergence de trois mondes (y compris première monde capitaliste et deuxième monde communiste) sur une seule planète²⁶. Le tiers-monde est en fait une invention discursive de l'Occident pour désigner les nations non industrialisées (par opposition aux pays communistes industrialisés) qui ont été privées par la pauvreté²⁷. Bien que le terme soit devenu obsolète après la fin de la Guerre froide, il est également dû à sa signification péjorative. Cependant, les vulnérabilités des pays du tiers-monde, alors qu'ils acquièrent une plus grande influence dans les relations internationales, subsistaient. Les questions intérieures comprenaient par exemple la construction politique au sein des États nouvellement indépendants qui avaient été formés par les colonisateurs. En outre, ils sont exposés à des chocs extérieurs qu'ils ne peuvent pas surmonter avec leurs moyens nationaux, y compris les défis liés à la mobilisation des ressources, par exemple en raison de la faiblesse de la production industrielle et de l'assiette fiscale. L'action unilatérale des pays du tiers-monde n'a donc souvent pas suffi à résoudre les problèmes du système international, à soutenir la croissance économique et à obtenir une représentation large et égale dans les relations internationales²⁸.

Les pays du tiers-monde sont notamment des pays ayant récemment acquis leur indépendance au cours d'un long processus de décolonisation européenne qui a duré des années 1940 jusqu'au 21e siècle²⁹. À la suite de ce processus de décolonisation, de

²⁵ Les États bénéficiers de plan Marshall : Allemagne de l'Ouest, Autriche, Belgique, Danemark, France, Royaume de Grèce, Irlande, Islande, Italie, Luxembourg, Norvège, Pays-Bas, Portugal, Royaume-Uni, Suède, Suisse, Trieste (zone anglo-américaine), Turquie.

²⁶ SAUVY, Alfred, « Document: Trois mondes, une planète. » *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1986, pp 81-83.

²⁷ ESCOBAR, Arturo , « *The Making and Unmaking of the Third World*», Princeton University Press, Princeton, 2012, p.10.

²⁸ KRASNER Stephen D., « *Structural Conflict: The Third World Against Global Liberalism*», University of California Press, Berkeley, 1985, pp.4

²⁹ La rétrocession de Hong Kong à la Chine en 1997 et celle de Macao en 1999 sont des exemples notables parmi les cas les plus récents de décolonisation.

nombreux pays nouvellement fondés et en voie de développement sont entrés dans la politique internationale. L'Inde et le Pakistan sont devenus indépendants en 1947. La Birmanie et le Sri Lanka ont obtenu leur indépendance en 1948, l'Indonésie en 1949, le Ghana et la Malaisie en 1957. Après 1960, lorsque l'Assemblée générale des Nations unies a adopté la résolution 1514 datant du 14 décembre, qui a ouvertement déclaré que l'assujettissement ou la domination d'un peuple par des forces étrangères est une violation des droits fondamentaux et du droit de chaque nation à l'autodétermination et à l'indépendance, le processus de décolonisation s'est accéléré, aboutissant à l'indépendance de la plupart des pays africains avant 1980³⁰. Par exemple, les Nations unies ont été fondées avec 51 membres à l'origine. En 1980, le nombre d'États membres a atteint 154³¹.

C'est après les années 1960 que le système d'aide moderne est devenu un instrument diplomatique et s'est établi dans la politique étrangère à travers les agences nationales et multilatérales. Premièrement, dans le contexte de la Guerre froide et de la décolonisation (ainsi que de l'urbanisation et de l'industrialisation), les Nations unies ont désigné les années 1960 comme la « décennie du développement ». Cette désignation a incité les pays les moins développés à viser un taux de croissance minimum de 5 % et les États membres de l'Organisation des Nations unies (ONU) à les aider à atteindre cet objectif sur la voie du développement économique. Il est également important de noter qu'au milieu des années 1960, les Nations unies ont également créé la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED) pour promouvoir l'objectif de développement économique des pays en développement, ainsi que son agence spécialisée pour le développement, le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD). Parallèlement à cette évolution, la Banque mondiale a créé l'Association internationale de développement (IDA), une institution financière chargée d'accorder des prêts et des subventions aux pays en développement. C'est également dans ces circonstances que de nombreux pays ont institutionnalisé leurs efforts d'aide en créant des agences spécialisées. Par exemple, l'Agence des États-Unis pour le développement international (USAID) a été créée en 1961, l'autorité d'aide suédoise en 1965 et l'Agence

³⁰ Résolution A/RES/70/1 (*Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*), Nations Unies, Assemblée générale, septembre 2015.

³¹ Nations Unies. Progression du nombre des États Membres de 1945 à nos jours. <https://www.un.org/fr/about-us/growth-un-membership-1945-present>

canadienne de développement international (ACDI) en 1968. Il est important de noter que certains pays du Sud ont également commencé à institutionnaliser l'aide à partir de cette période. C'est notamment le cas de l'Inde qui a développé très tôt une notion de coopération Sud-Sud en lançant le Programme indien de coopération technique et économique (ITEC) en 1964. C'est également le cas de certains États arabes riches en ressources. Par exemple, le Fonds koweïtien pour le développement économique arabe a également été créé en 1961.

Par ailleurs, en 1960, le Groupe d'aide au développement (DAG, en anglais : *Development Assistance Group*) a été créé par neuf membres fondateurs pour créer un forum institutionnel de l'assistance aux pays moins développés qui aspirent à atteindre des niveaux de vie plus élevés pour leur population³². La création du groupe a mis en évidence l'intention des États-Unis de partager le fardeau de l'aide au développement, et comme l'Organisation européenne de coopération économique (OECE) a été remplacée par la nouvelle OCDE en 1961, la cause défendue par DAG a été transférée au Comité d'aide au développement (CAD)³³. Le comité a contribué à l'élaboration d'une mesure commune en 1969, l'aide publique au développement (APD), visant à améliorer le bien-être économique et social dans les pays bénéficiaires. Leur conception s'appuie sur des prêts à taux réduit et des subventions, évalués en fonction des critères d'éligibilité basés sur le niveau de revenu du pays cible. La définition de l'APD par la CAD constitue un tournant dans l'établissement de l'aide étrangère au développement en tant que norme dans les relations internationales. La CAD a donné une mesure significative des flux d'aide Nord-Sud et reste un instrument de mesure de l'aide après plus de 40 ans depuis sa création en 1969.

³² Les états fondateurs du DAG : Belgique, Canada, France, Allemagne, Italie, Portugal, le Royaume-Uni, les États-Unis et la Commission de la Communauté économique européenne (Source : Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), **DAC in Dates : The History of OECD's Development Assistance Committee**, 2006, p.7) Membres du CAD (2023) : Allemagne, Australie, Autriche, Belgique, Canada, Corée du Sud, Danemark, Espagne, États-Unis, Finlande, France, Grèce, Hongrie, Irlande, Islande, Italie, Japon, Lituanie, Luxembourg, Norvège, Nouvelle-Zélande, Pays-Bas, Pologne, Portugal, République slovaque, République tchèque, Royaume-Uni, Slovénie, Suède, Suisse, Union européenne. La Roumanie et la Bulgarie, membres de l'Union européenne, et certains pays riches en ressources (Azerbaïdjan, Arabie saoudite, Émirats arabes unis, Koweït, Qatar) sont des « participants » au CAD, mais n'en sont pas membres.

³³ HYNES William et SCOTT Simon, « The Evolution of Official Development Assistance: Achievements, Criticisms and a Way Forward », *OECD Development Co-operation Working Papers*, 2013, No. 12.

L'évolution de l'aide publique au développement est apparue au début comme une caractéristique déterminante des relations entre les pays développés et les pays en développement. À l'époque, la classification était faite en faveur d'un premier monde avec des économies capitalistes développées constituant le « Bloc de l'Ouest », d'un deuxième monde avec des États communistes formant le « Bloc de l'Est », et d'un troisième monde comprenant des pays en développement qui restaient pour la plupart neutres dans la bipolarité de la Guerre froide. Carol Lancaster définit l'aide comme « un enfant du réalisme diplomatique à la tête dure »³⁴. Le point de vue réaliste met l'accent sur le rôle de l'APD en tant qu'instrument de la politique de puissance et en tant qu'outil pour atteindre les objectifs de sécurité nationale.

Le lien étroit et indispensable entre l'aide et la sécurité est bien documentée dans la littérature³⁵. Cependant, l'aide a toujours deux connotations potentiellement contradictoires : la solidarité entre les nations et l'influence diplomatique³⁶. Les théories des relations internationales formulent différemment ces deux connotations. L'argument réaliste suppose que, l'effort d'aide de la France en Afrique postcoloniale fut un instrument pour conserver son influence politique. L'argument marxiste, quant à lui, souligne le flux des matières premières des pays bénéficiaires vers les pays donateurs et l'exportation de biens et de services des pays donateurs vers les pays bénéficiaires. Le point de vue libéral pourrait y voir un moyen de coopération internationale à l'ère de la mondialisation et de l'interdépendance croissante. D'un point de vue constructiviste, l'octroi de l'aide pourrait également être caractérisé par des évolutions nationales telles que la tradition de social-démocratie dans les pays nordiques³⁷. Indépendamment des objectifs théoriques de l'examen de l'aide, celle-ci a fait l'objet d'un examen minutieux en termes d'utilisation, d'efficacité et de réponse aux besoins de développement, dans les années 1990.

³⁴ Lancaster, *op. cit.*, p.25.

³⁵ SPEAR, Joanna, and Paul D. Williams. *Security and Development in Global Politics: A Critical Comparison*, Washington, D.C., Georgetown University Press, 2012.

³⁶ CHARRIERE Etienne, « Aide Publique au Développement ou APD, Qu'est-Ce Qui Se Cache Derrière Ces Trois Lettres ? », Les Editions Agence française de développement (podcast), le 15 Mai 2023, [en ligne] <https://octopus.saooti.com/main/pub/podcast/202520?productor=c6aec7aa-70dd-4dea-9484-df278cf6f33d>, consulté le 28 mai 2023.

³⁷ Pays nordiques : Danemark, Finlande, Islande, Norvège et Suède.

2. L'efficacité de l'aide et nouvelles perspectives pour un système d'aide

En 1989, la chute du mur de Berlin est devenue le symbole de la fin de la Guerre froide et de l'ordre bipolaire. Cela a signifié l'obsolescence de la concurrence Est-Ouest (c'est-à-dire communiste-capitaliste) pour les États du Sud qui apportaient un soutien idéologique et militaire. Les nouveaux États indépendants d'Europe de l'Est et d'Asie centrale ont rejoint l'économie de marché, ce qui a donné lieu à une nouvelle tournure à la politique mondiale, avec les questions d'identité et de construction nationale qui se posent.

Les années 1990 ont été marquées par une « fatigue de l'aide », l'APD ayant diminué en termes réels entre 1992 et 1998³⁸. Cette fatigue s'explique par plusieurs raisons liées à l'évolution de l'ordre international, à une justification insuffisante des résultats de l'aide en termes de capacité à produire un impact direct sur le développement, par exemple en termes de croissance économique, ainsi qu'à l'évolution de la situation intérieure dans les pays donateurs et les obstacles externes aux donateurs, tels que la corruption dans les pays bénéficiaires³⁹.

Premièrement, après la fin de la Guerre froide au début des années 1990, la désignation du tiers-monde, qui a constitué l'essentiel des États bénéficiaires, est également devenue obsolète. Pendant la majeure partie de la Guerre froide, l'aide a été utilisée pour des questions diplomatiques et de sécurité, à des fins de développement et à des fins commerciales, conformément à la discussion mentionnée dans la section précédente sur la motivation de l'aide pour les pays donateurs au prisme des théories des relations internationales. La motivation de l'aide immédiate, la sécurité, dans les pays touchés par un conflit a diminué avec la fin de la Guerre froide.

Parmi les raisons endogènes qui ont découragé l'octroi d'aide dans les pays donateurs, on peut citer l'objectif de maintenir le déficit budgétaire à un faible niveau sous les gouvernements Bush et Clinton aux États-Unis, et dans les pays européens désireux de

³⁸ MELONIO Thomas et NAUDET Jean-David et RIOUX Rémy, « L'aide publique au développement à l'âge des conséquences », Policy Papers, No.11, Editions AFD, octobre 2022.

³⁹ BAUHR Monika, CHARRON Nicholas et NASIRITOUSI Naghmeh, « Does Corruption Cause Aid Fatigue? Public Opinion and the Aid-Corruption Paradox », *International Studies Quarterly*, septembre 2013, Vol. 57, No. 3, pp. 568-579.

rejoindre l'union monétaire de l'UE - pour laquelle le traité de Maastricht de 1992 exigeait un plafond de 3 % pour le déficit budgétaire. Le Japon, quant à lui, a connu une période de stagnation économique dans les années 1990 qui a également eu un impact sur la tendance⁴⁰.

Parallèlement à la fatigue de ces années, l'aide a gagné un nouveau domaine dans les années 1990 pour atténuer les conflits et gérer les transitions post-conflit. Le génocide au Rwanda en 1994 et la déstabilisation du Zaïre dans les années 1990 sont liés au retrait de l'aide⁴¹. En outre, la promotion des transitions économiques et sociales dans les anciens pays socialistes, la promotion de la démocratie et des droits civils dans les pays du Sud ont également gagné en importance.

Les différentes utilisations de l'aide ont également soulevé des questions concernant son efficacité et sa légitimité dans l'évolution des conditions nationales dans les pays du Nord et de l'économie politique internationale. De nombreux modèles économétriques discutent de l'efficacité de l'aide depuis les années 1970⁴². Ceux-ci montrent que l'efficacité de l'aide sur les indicateurs macroéconomiques tels que la croissance économique et l'augmentation du revenu national brut pourrait être difficile à démontrer. En outre, même si une telle corrélation est prouvée, elle dépend des institutions démocratiques et des politiques efficaces du gouvernement bénéficiaire⁴³.

La justification de l'APD est également une préoccupation majeure pour la poursuite de la relation d'aide Nord-Sud. Cependant, l'utilisation du contexte de crise (comme après la pandémie de Covid-19), l'augmentation des taux de pauvreté dans les contextes fragiles⁴⁴ et l'opinion publique dans les pays donateurs montrent une tendance

⁴⁰ Lancaster, **op. cit.**, p. 47.

⁴¹ Ibid, p. 45.

⁴² Consultez par exemple, McGillivray, Feeny s. et n. Hermes, « Controversies over the Impact of Development Aid : It Works; It Doesn't; It Can, but That Depends ... », **Journal of International Development**, 18(7) et Hansen, H. et Tarp, F., « Aid Effectiveness Disputed », **Journal of International Development**, 12.

⁴³ Thomas Mélonio, Jean-David Naudet, et Rémy Rioux, **op. cit.**, p. 13.

⁴⁴ Selon la définition de l'OCDE, la fragilité est la combinaison d'une exposition au risque et d'une capacité insuffisante de l'État, du système et/ou des communautés à gérer, absorber ou atténuer ces risques. L'extrême fragilité survient lorsque les problèmes économiques, humanitaires et politiques se chevauchent, par exemple en période de guerre et de troubles politiques. La Somalie, le Sud-Soudan, l'Afghanistan et le Yémen sont quelques-uns des exemples où la fragilité est extrême en raison des faibles performances en matière de paix, d'accès à la justice, d'institutions efficaces, responsables et inclusives, d'inclusion et de stabilité économiques, et de capacités de prévention et d'adaptation aux chocs sociaux, économiques et

récente qui valorise encore l'aide. Par exemple, dans une enquête Eurobaromètre de 2020, les personnes interrogées ont été invitées à préciser l'importance qu'elles accordent à l'aide humanitaire financée par l'UE. Les résultats ont montré que plus de 90 % des personnes interrogées la jugent importante, dont 44 % la jugent « très importante », alors que ce dernier chiffre était de 31 % en 2010⁴⁵.

Le souci de la justification est également lié à l'appropriation locale et à la résonance des activités de financement avec les plans et stratégies de développement national. Par conséquent, bien que les accords multilatéraux donnent un nouveau dynamisme à un cadre commun d'aide publique qui est légitime, les stratégies de développement nationales individuelles restent cruciales pour les avantages mutuels dans le versement de l'aide. Ce dernier argument plaide en faveur d'une aide plus ciblée, même si les plans nationaux sont souvent le fruit des élites nationales plutôt que d'un « consensus social »⁴⁶.

En ce qui concerne la justification de l'aide dans la formation de l'opinion publique en faveur des dons, l'aide d'urgence a joué un rôle crucial. La famine qui a frappé l'Éthiopie au début des années 1980 et qui s'est transformée en famine de masse en 1984 en raison de la sécheresse et du conflit en est un exemple notable. Le gouvernement Reagan a mobilisé une aide d'urgence et financé des semences et des exploitations agricoles malgré l'antipathie idéologique des États-Unis à l'égard du gouvernement révolutionnaire éthiopien⁴⁷. Le public s'est également intéressé à l'intervention en raison de son impact sur l'art. Par exemple, la chanson caritative « *Do They Know It's Christmas ?* » a été diffusée au Royaume-Uni afin de collecter des fonds pour lutter contre la famine en Éthiopie. Cette chanson a été suivie d'une autre chanson caritative, « *We Are the World* », en 1985, par *USA for Africa*, dont Michael Jackson et Lionel Richie étaient les auteurs.

environnementaux et aux catastrophes. (Source : OCDE, **États de fragilité 2022**, Éditions OCDE, Paris, 2023, <https://doi.org/10.1787/65c2c30f-fr>.)

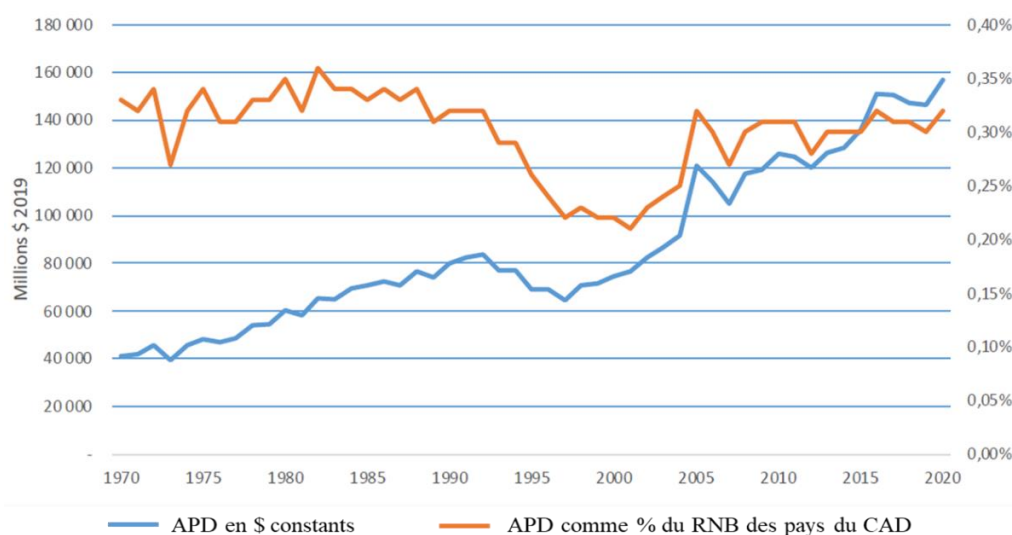
⁴⁵ *Special Eurobarometer 511a*, Kantar, Bruxelles, European Commission, Mars 2021, p.12.

⁴⁶ *Coopération pour le développement 2023 : Quel système d'aide pour demain*, Éditions OCDE, Paris, 2023.

⁴⁷ KISSI Edward, « *Beneath International Famine Relief in Ethiopia: The United States, Ethiopia, and the Debate over Relief Aid, Development Assistance, and Human Rights* », *African Studies Review*, Vol. 48, No. 2, 2005, pp. 111-132

Outre les discussions relatives à l'efficacité et à la justification de l'aide dans l'opinion publique, des problèmes persistent également en ce qui concerne la définition d'un cadre et d'objectifs communs. L'APD a donné une mesure commune de l'aide aux pays membres du CAD de l'OCDE. Par définition, il s'agit de prêts à taux préférentiels assortis d'un élément de subvention. Dans ce cadre, les membres du CAD pouvaient élaborer des réglementations communes en matière d'aide, par exemple en convenant d'un niveau minimum de subvention. Toutefois, ils ont également fixé un objectif commun tout au long des années 1970, mais pas de manière généralisée⁴⁸. L'objectif de l'APD a été fixé à 0,7 % du revenu national brut (RNB) par les membres du CAD. Cependant, comme le montre le graphique 1, bien que l'APD ait augmenté en dollars constants, l'objectif APD/RNB n'a jamais été atteint dans son ensemble par les membres du CAD. Au contraire, le ratio est resté bien en dessous de 0,3 % pendant la majeure partie de la période comprise entre 1970 et 2020. Seuls quelques pays - le Luxembourg, la Norvège, la Suède, l'Allemagne et le Danemark - ont exceptionnellement atteint l'objectif. Le graphique montre également le déclin de la part d'APD/RNB et du montant total de l'aide au cours des années 1990.

Figure 1 : Le ratio APD/RNB des pays du CAD (1970-2020)



Source: Thomas Mélonio, Jean-David Naudet, et Rémy Rioux, « L'aide publique au développement à l'âge des conséquences », Policy Papers, No.11, Editions AFD, Octobre 2022, p. 11.

⁴⁸ Certains pays, comme les États-Unis et la Suisse, n'ont pas souscrit à l'objectif lors de sa formulation au début des années 1970. Cependant, tous les membres ont reconnu sa validité en tant qu'objectif général et à long terme.

À partir des années 2000, plusieurs facteurs ont accru l'importance de l'aide dans les relations internationales. Tout d'abord, « l'âge des conséquences »⁴⁹ a conduit les nations à considérer le financement de la lutte contre le changement climatique comme un impératif. En 2015, l'Accord de Paris a été adopté par 196 parties lors de la 21e édition de la Conférence des Nations Unies sur le changement climatique (COP21). L'accord, qui vise principalement à « limiter l'élévation de la température à 1,5 °C par rapport aux niveaux préindustriels » et développer une économie « à faible émission de gaz à effet de serre », souligne l'importance du financement du climat, en particulier pour les États vulnérables tels que les pays les moins avancés ou les États insulaires qui ne peuvent pas mobiliser leurs ressources nationales pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique⁵⁰. Ces nations sont également celles qui contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre, en raison d'une activité industrielle d'une échelle limitée, mais qui subissent le plus les effets néfastes du changement climatique. Le paradigme du financement du climat a attiré l'attention sur l'adaptation au changement climatique et l'atténuation du changement climatique en tant que deux domaines de l'action climatique. L'adaptation comprend par exemple l'amélioration de la gestion de l'eau dans l'agriculture compte tenu des changements de précipitations qui ont déjà eu lieu, tandis que l'atténuation se concentre sur les mesures visant à réduire la gravité de l'impact du changement climatique, par exemple en investissant dans les énergies renouvelables ou les écoconstructions.

Basés sur l'adaptation au changement climatique et sur les mesures d'atténuation du changement climatique, plusieurs nouveaux modes de financement se sont articulés autour de l'impact du changement climatique sur la planète et la société. Les pénuries alimentaires, la rareté de l'eau, les conflits liés aux ressources, entre autres, ont accentué ce besoin. De même, la pauvreté due à la fragilité a mis en évidence le besoin de ressources supplémentaires pour financer le développement en général.

⁴⁹ L'expression « l'âge des conséquences » est apparue dans le titre du document politique de l'AfD (Thomas Mélonio, Jean-David Naudet, et Rémy Rioux, « L'aide publique au développement à l'âge des conséquences », Policy Papers, No.11, Editions AFD, Octobre 2022) et utilisé à l'origine comme titre du documentaire de Jared P. Scott (2016).

⁵⁰ Accord de Paris 2015, Article 2, p.3.

Cependant, bien que le financement du climat et le développement dans un contexte de fragilité aient donné une nouvelle légitimité à l'APD et à l'octroi d'aide par le CAD, le club des pays du Nord, l'efficacité et la définition des objectifs restent discutables. Par exemple, en 2009, les pays développés ont fixé l'objectif de mobiliser 100 milliards de dollars pour l'action climatique dans les pays en développement d'ici 2020⁵¹. Cependant, à l'instar de l'objectif de 0,7 % d'APD/RNB, cet objectif n'a pas été atteint (il a été réitéré en 2021 et prolongé jusqu'en 2025). D'autre part, en ce qui concerne l'efficacité, la Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement (2005), qui a eu lieu avec la participation des pays de l'OCDE et des nations en développement, et le Programme d'action d'Accra (2008) ont examiné les principes « d'appropriation, d'harmonisation, d'alignement, de résultats et de responsabilité mutuelle » pour un engagement plus efficace entre le Nord et le Sud.⁵² Bien que l'amélioration de l'efficacité de l'aide et les nouveaux motifs de légitimité de l'aide au XXI^e siècle aient donné un élan à la coopération Nord-Sud, les nouvelles tendances parmi les pays du Sud et le besoin accru de financement du développement ont conduit à l'essor d'autres modèles.

B) Transition vers la coopération Sud-Sud et la coopération triangulaire

Pour comprendre le décollage et le dynamisme de la coopération Sud-Sud et triangulaire, ce chapitre s'appuie sur trois perspectives : le développement de partenariats communs et de cadres statistiques entre les pays du Sud au niveau multilatéral, notamment par le biais du système des Nations unies, la crise et les développements géopolitiques après les années 2000, et l'intérêt accru pour les sommets avec les pays du Sud, en particulier par les puissances émergentes ou régionales du Sud.

L'arrivée sur scène des nouveaux acteurs comme la Chine ou l'Inde ont façonné un nouvel écosystème de coopération au développement pour la coopération Sud-Sud.

⁵¹ *Tendances agrégées du financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2020*, Éditions OCDE, 2022.

⁵² « Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, 2005 et Programme d'action d'Accra, 2008 », <https://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/34579826.pdf>, consulté le 27 mai 2023.

Cela a contribué à modifier les relations établies avec les organisations régionales ainsi qu'avec le Nord mondial pour le financement du développement. L'Afrique ou développements géopolitiques autour de l'Indo-Pacifique, par exemple, comme deux théâtres de la rivalité sino-indienne en matière d'influence, montrent l'évolution des rapports internationaux avec l'émergence d'acteurs du Sud.

1. Multiplication des acteurs du financement du développement et la mise en place de nouveaux cadres multilatéraux pour la coopération

Lors du sommet du millénaire en 2000 au siège des Nations Unies à New York, l'assemblée générale des Nations Unies a fourni un cadre de financement du développement basé sur des objectifs du Millénaire pour le développement. Les huit objectifs à atteindre entre 2000-2015 compris de l'éradication de la pauvreté à l'éducation primaire universelle, en passant par l'autonomisation des femmes et le partenariat mondial pour le développement⁵³.

En 2015, l'assemblée générale des Nations unies a adopté un nouveau cadre pour succéder aux objectifs du millénaire pour le développement. Cette nouvelle projection de développement durable à l'horizon 2030 comprend 17 objectifs de développement durable (ODD) et 169 cibles étayées par des données statistiques⁵⁴. Les dix-sept ODD visent à éradiquer la faim et la pauvreté dans le monde. Ils mettent également en évidence l'impératif de l'action climatique et de l'amélioration de la vie sur terre et en mer. En outre, ils reconnaissent la nécessité d'un développement durable des infrastructures, d'une transition vers les énergies renouvelables, d'une croissance économique et d'opportunités de travail décent. Toutefois, en termes de coopération au développement, le nouveau cadre

⁵³ *Sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : Synthèse des expériences pays recueillies à travers le monde*, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), New York, 2010.

⁵⁴ Les dix-sept objectifs de développement durable (ODD) onusienne tels qu'énoncés à l'horizon 2030 : (i) Pas de pauvreté, (ii) Faim « Zéro », (iii) Bonne santé et bien-être, (iv) Éducation de qualité, (v) Égalité entre les sexes, (vi) Eau propre et assainissement, (vii) Énergie propre et d'un coût abordable, (viii) Travail décent et croissance économique, (ix) Industrie, innovation et infrastructure, (x) Inégalités réduites, (xi) Villes et communautés durables, (xii) Consommation et production responsables, (xiii) Lutte contre les changements climatiques, (xiv) Vie aquatique, (xv) Vie terrestre, (xvi) Paix, justice et institutions efficaces, (xvii) Partenariats pour la réalisation des objectifs.

se distingue par le fait qu'il incite les membres à « un soutien accru pour assurer le renforcement efficace et ciblé des capacités des pays en développement et appuyer ainsi les plans nationaux visant à atteindre tous les objectifs de développement durable, notamment dans le cadre de la coopération Nord-Sud et Sud-Sud et de la coopération triangulaire »⁵⁵. Cette décision fait à la suite du programme d'action d'Addis-Abeba adopté lors de la troisième Conférence internationale sur le financement du développement, qui souligne le rôle de la coopération Sud-Sud, non pas comme substitut mais comme complément de la coopération Nord-Sud établie en matière de développement, et comme signe de solidarité.

Le nouveau cadre de développement établi par les Nations unies a permis de mesurer le déficit de financement des ODD dans le monde. Les estimations de la CNUCED situent ce chiffre autour de 4 300 milliards de dollars en 2022⁵⁶. Il s'agit d'un objectif ambitieux, comparable à l'objectif d'APD/RNB fixé par les pays du CAD. Cependant, le paysage du développement s'est élargi depuis les années 1970 et surtout depuis les années 2000. Au 21^{ème} siècle, une multitude de sources de financement sont envisagées. La finance islamique, les modèles mixtes (partenariat entre l'État et le secteur privé), l'investissement d'impact (investisseurs privés qui cherchent à obtenir un impact social ou environnemental en plus des rendements financiers) et les modèles et outils financiers innovants (tels que les instruments de dette axés sur le développement et ciblant la diaspora). Tous ces éléments montrent qu'un changement notable est le passage du financement du développement d'un domaine dominé par le secteur public à l'inclusion de multiples acteurs. En ce qui concerne le financement public, toutefois, un changement notable est également observé dans l'importance croissante accordée aux relations horizontales entre les pays du Sud (par opposition aux relations verticales Nord-Sud). La coopération sud-sud, d'autre part, inclut également de multiples acteurs. Les organisations régionales, la société civile, le monde universitaire et le secteur privé font tous partie d'un réseau de coopération Sud-Sud plus large. La coopération triangulaire, quant à elle, est un

⁵⁵ Résolution A/RES/70/1 (*Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030*), Nations Unies, Assemblée générale, septembre 2015.

⁵⁶ *Rapport sur l'investissement dans le monde : les réformes de la fiscalité internationale et l'investissement durable : les réformes de la fiscalité internationale et*, CNUCED, Nations Unies, 2022.

partenariat entre des pays du Sud soutenus par une organisation multilatérale et/ou un pays du Nord, par exemple en tant que partenaires techniques.

Le modèle de coopération Sud-Sud souligne également la nécessité d'évaluer un modèle de coopération au développement qui pourrait être maintenu pour les pays en développement indépendamment des critères d'éligibilité tels que ceux appliqués pour l'APD des pays du CAD. L'éligibilité à l'APD est mise à jour tous les trois ans et est basée sur le revenu par habitant du pays bénéficiaire. Toutefois, cette méthode pourrait ne pas tenir compte de la situation spécifique de nombreux pays en développement et de leurs contextes de développement. Par exemple, les Seychelles, un petit État insulaire en développement⁵⁷ de l'océan Indien, ont obtenu le statut de pays à revenu élevé en 2015 et ne sont pas éligibles à l'APD, mais les défis auxquels elles sont confrontées en raison des catastrophes naturelles induites par le changement climatique sont disproportionnés compte tenu de leur faible contribution aux émissions mondiales de gaz à effet de serre et de leur capacité limitée de mobilisation des ressources nationales, par exemple en termes de collecte d'impôts auprès d'une petite population d'environ 100 000 personnes, pour lutter contre les effets néfastes du changement climatique, tels que les phénomènes météorologiques extrêmes.

L'aspect de « conditionnalité » du modèle Nord-Sud pour les pays en développement présente une lacune similaire. Les financements de la Banque mondiale ou du FMI sont souvent assortis d'un addendum de conditions pour obtenir le financement nécessaire. Ces conditions vont de la libéralisation du commerce à la discipline fiscale. D'autre part, les pays du Sud se sont concentrés sur des modèles de financement en relation avec la demande du pays bénéficiaire et sans conditions macroéconomiques spécifiques.

Tout d'abord, en ce qui concerne le cadre multilatéral, l'adoption du plan d'action de Buenos Aires (BAPA) en 1978, lors de la conférence des Nations unies sur la coopération technique entre les pays en développement qui s'est tenue dans la capitale argentine, a marqué un tournant pour la coopération internationale entre les pays en

⁵⁷ Le contexte de développement spécifique peut inclure les pays les moins avancés, les pays en développement enclavés et les petits États insulaires en développement. Selon la catégorisation onusienne, ces derniers comprennent 38 États membres et 20 États non-membres qui sont confrontés à des défis sociaux, économiques et climatiques spécifiques.

développement. Le BAPA a fourni le cadre conceptuel de la coopération technique entre les pays en développement et a été adopté par 138 nations afin de promouvoir l'autonomie des nations du Sud par des moyens tels que l'échange d'expériences, l'adoption de mesures visant à contrôler la fuite des cerveaux et la formulation de politiques pour une participation économique effective⁵⁸.

40 ans après le premier BAPA à Buenos Aires, en 2019, la deuxième Conférence de haut niveau des Nations Unies sur la coopération Sud-Sud a été convoquée à Buenos Aires (BAPA+40). Elle a mis l'accent sur un rôle plus important du Bureau des Nations Unies pour la coopération Sud-Sud (qui a rédigé un cadre stratégique couvrant les années 2022-2025) pour améliorer le renforcement des capacités et les efforts d'élaboration et de mise en œuvre des politiques fondées sur la coopération Sud-Sud et triangulaire. En outre, il a mis en lumière la manière dont la coopération Sud-Sud pourrait jouer un rôle favorable à la réalisation des ODD d'ici à 2030. Le PABA+40 a également permis de montrer comment les visions régionales du développement durable, telles que l'Agenda 2063 de l'Union africaine, pourraient être soutenues par l'échange de connaissances entre les pays du Sud. Dans le cadre d'une prise de décision fondée sur des données, un cadre statistique international inclut la coopération Sud-Sud entre les flux des pays en développement : *Total Official Support for Sustainable Development* (TOSSD - Soutien public total au développement durable). Ce cadre est utilisé pour surveiller les flux de ressources de développement vers les pays en développement. Cependant, il montre également les lacunes du financement du développement, telles que la transparence (certaines données bilatérales ne sont pas divulguées) et l'incapacité à monétiser les méthodes de coopération Sud-Sud, telles que le partage d'expérience.

2. Développements géopolitiques et les acteurs émergents de la coopération Sud-Sud

⁵⁸ *The Buenos Aires Plan of Action, Programme des Nations Unies pour le développement*, TCDC, New York, 1978.

Le contexte de crise et les tensions géopolitiques relancent les efforts d'aide en créant de nouvelles plateformes de développement. La discussion sur un « nouveau plan Marshall » en est un exemple. Le premier plan Marshall (mis en œuvre entre 1948 et 1952), comme nous l'avons vu au début de cette partie, a non seulement posé la première pierre du système d'aide moderne, mais a également positionné l'activité d'aide dans le cadre du lien entre la sécurité et le développement. Il est important de noter que ce plan a été mis en œuvre après la grande dévastation de l'Europe causée par la Seconde Guerre mondiale et qu'il a aidé les industries européennes à se reconstruire. L'aide comprenait des subventions sans intérêt. En 2020, l'économiste allemand et directeur général du Mécanisme européen de stabilité a fait référence au plan Marshall original dans un discours visant à soutenir, à hauteur de 1 000 milliards d'euros, les pays européens eux-mêmes afin d'éviter la fragmentation du marché unique et de la zone euro après la crise de Covid-19⁵⁹. Cependant, le nouveau plan Marshall a également pris un nouveau sens après la guerre en Ukraine. En 2023, le concept a commencé à être discuté dans des forums internationaux clés tels que Davos en référence à la reconstruction de l'Ukraine après la dévastation causée par le conflit en cours après l'invasion de l'Ukraine par la Russie en février 2022.

En ce qui concerne la coopération Sud-Sud, les projets de développement géopolitique et régional sont également remarquables. L'essentiel des évolutions géopolitiques qui ouvrent la voie à une amélioration de la coopération Sud-Sud et de la coopération triangulaire et qui sont examinées se situent dans la région Indo-Pacifique. L'importance de cette région, qui relie les cultures de l'Inde à l'Afrique et constitue une voie maritime essentielle dans l'économie mondiale, justifie une telle analyse. Toutefois, il convient également de mentionner l'élan que la rivalité régionale entre la Chine et l'Inde a créé sur la scène de la coopération Sud-Sud⁶⁰. Par exemple, si l'on considère la coopération de l'Inde avec d'autres États du Sud, le corridor de transport international Nord-Sud (*International North-South Transportation Corridor* - INSTC) occupe une

⁵⁹ Klaus Regling, « The EU recovery plan is the new Marshall plan », *Transcription du discours prononcé à Future Europe – Sustainable Europe video conference*, 1 juillet 2020.

⁶⁰ L'utilisation du terme « rivalité » dans ce sens pourrait être contestée étant donné que les capacités matérielles des deux puissances sont souvent asymétriques (par exemple en termes de taille de l'économie, la Chine ayant plus de cinq fois la taille de l'économie indienne). C'est pourquoi la dimension régionale du contexte est mise en évidence.

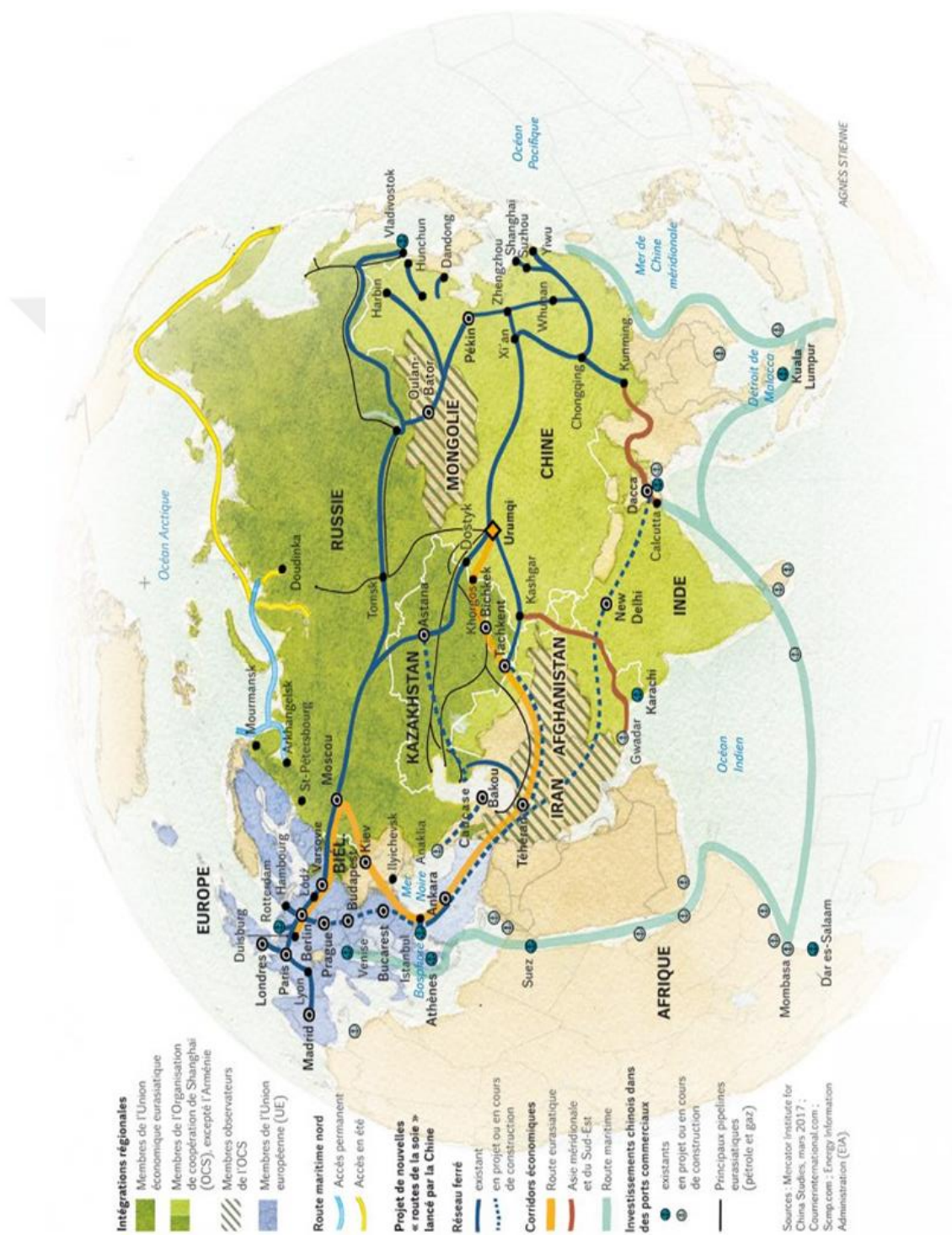
place prépondérante. Ce projet de transport multimodal a été conçu en 2002 entre l'Inde, l'Iran et la Russie. En outre, il offre une connectivité essentielle avec l'Azerbaïdjan, où passent des routes et des chemins de fer. Des pays d'Asie centrale tels que le Turkménistan, l'Ouzbékistan et le Kazakhstan, ainsi qu'Oman, font également partie du projet. Le port de Chabahar, situé dans le golfe d'Oman au sud-est de l'Iran, est un débouché maritime essentiel qui pourrait être intégré au corridor de transport. Il est essentiel pour l'Inde d'accéder par la mer à l'Afghanistan, qui est le seul pays d'Asie du Sud avec lequel l'Inde n'a pas de frontière terrestre. L'Inde a poursuivi son engagement en faveur du projet en allouant une aide non remboursable d'environ 12 millions de dollars dans le budget 2023-2024, dans le cadre d'un engagement plus large en faveur du développement du port, avec une aide non remboursable de 85 millions de dollars et une facilité de crédit de 150 millions de dollars, pour laquelle les États-Unis ont accordé une dérogation spéciale aux sanctions imposées à l'Iran⁶¹.

Sachin Chaturvedi, directeur général de l'institut de recherche politique Système de recherche et d'information pour les pays en développement (RIS) à New Delhi, souligne deux plates-formes au sein desquelles le partenariat pour le développement pourrait se développer dans la nouvelle ère : le Couloir de croissance Asie-Afrique (AAGC) et l'initiative des Nouvelles routes de la soie (BRI)⁶². Le projet BRI a été lancé en 2013 et rassemble divers corridors économiques, terrestres et maritimes, de l'Eurasie à l'Asie du Sud-Est et à l'Afrique. La Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (BAII), une banque multilatérale de développement basée à Pékin, a été créée en 2015 pour soutenir la BRI, créant ainsi un dynamisme dans le financement du développement. La figure 2 illustre les routes et les corridors couverts par la BRI ainsi que les investissements portuaires commerciaux chinois en cours de route. Le volet maritime du projet souligne l'importance de l'océan Indien et de l'Afrique en tant que voie de passage entre l'Europe et l'Asie de l'Est.

⁶¹ *Expenditure Profile 2023-2024*, Government of India, Ministry of Finance Budget Division, Février 2023.

⁶² *Coopération pour le développement 2023 : Quel système d'aide pour demain*, Éditions OCDE, Paris, 2023.

Figure 2: La BRI et les couloirs économiques dans le paysage de l'investissements Chinoises



Source : Le Monde Diplomatique

D'autre part, l'AAGC a été développé en 2017 par l'Inde et le Japon lors de la réunion de la Banque africaine de développement en Inde. Le projet se concentre sur l'océan Indien en tant que connexion entre l'Afrique et l'Asie. Il se concentre sur quatre niveaux qui reflètent également la politique indienne en matière de coopération Sud-Sud : Infrastructures de qualité et connectivité institutionnelle, renforcement des capacités et des compétences et partenariat entre les peuples, projets de développement et de coopération. La vision de l'AAGC mentionne des secteurs prioritaires tels que la santé et les produits pharmaceutiques, l'agriculture et l'agro-industrie, la gestion des catastrophes et le renforcement des compétences⁶³. Ces secteurs reflètent également les domaines dans lesquels l'Inde s'est développée.

La BRI et l'AAGC ont en commun d'être liées au retour de la géopolitique dans les relations internationales, en l'occurrence autour de l'Indo-Pacifique, ainsi qu'à un intérêt accru pour l'Afrique, le continent visé par les deux initiatives. Cela reflète une tendance générale à améliorer les relations avec les marchés émergents dans le monde. L'Afrique, avec ses économies à croissance rapide et riches en ressources, son urbanisation rapide et sa croissance démographique, a attiré l'attention par une volonté politique des économies émergentes du Sud global qui ont amélioré leur engagement avec des visites de haut niveau, en augmentant le nombre de missions diplomatiques et en organisant des sommets avec les chefs de gouvernement africains. Par exemple, dans les années 1970, seuls la France et les États arabes ont organisé des sommets avec l'Afrique auxquels participaient les chefs de gouvernement. La France a organisé son premier Sommet France-Afrique (le nom a été changé plus tard en 2010 en Sommet Afrique-France) en 1973 et a eu des organisations annuelles entre 1975 et 1988. Les États arabes ont organisé le premier Sommet Afrique-Arabe en 1977 (avec un long décalage jusqu'à la deuxième édition en 2010). Ce n'est qu'après les années 1990 que d'autres États se sont joints à l'initiative. Le Japon a lancé la Conférence internationale de Tokyo sur le développement de l'Afrique (TICAD) en 1993. Toutefois, la véritable accélération de l'amélioration de l'engagement avec l'Afrique s'est produite au tournant du siècle ; la Chine a organisé son

⁶³ Africa Growth Corridor Partnership for Sustainable and Innovative Development A Vision Document», *Research and Information System for Developing Countries (RIS)*, New Delhi, the *Economic Research Institute for ASEAN and East Asia (ERIA)*, Jakarta, and *Institute of Developing Economies (IDE-JETRO)*, Tokyo, 2017

premier sommet dédié en 2000, l'Inde et la Turquie en 2008, et la Russie en 2019 (le Nord a également établi une relation croissante, par exemple, le premier sommet entre États-Unis et Afrique - *US-Africa Leaders Summit*- a été organisé en 2014)⁶⁴.

À l'instar de la désignation du tiers-monde à l'époque de la Guerre froide, on ne peut parler au 21ème siècle d'un seul Sud mondial sous-développé⁶⁵. Au contraire, les différents niveaux de développement et les avantages et développements spécifiques à chaque domaine entre les pays du Sud mondial créent des opportunités de partage d'expérience entre les nations du Sud mondial. La multiplication des acteurs étatiques dans la coopération Sud-Sud a été liée à des changements géopolitiques, mais aussi à des initiatives en matière de gouvernance mondiale et de politique identitaire.

La formation du groupe BRICS (Brésil, Russie, Inde, Chine et Afrique du Sud) en 2009 (l'Afrique du Sud a été incluse en 2010) a offert de nouvelles opportunités de coopération et de bénéfice mutuel entre les États du Sud. La nouvelle banque de développement créée par les BRICS offre un nouveau domaine de financement du développement par le biais de la coopération Sud-Sud. Les initiatives de financement multilatérales telles que la Banque africaine de développement, la Banque interaméricaine de développement et la Banque asiatique de développement facilitent également l'échange de connaissances dans un espace de coopération Sud-Sud en pleine expansion. Toutefois, en raison des préoccupations des divers acteurs du développement, les accords bilatéraux, trilatéraux (notamment le fonds IBSA -Brésil, Inde et Afrique du Sud-, qui est examiné dans le présent ouvrage dans le cadre des politiques Sud-Sud de l'Inde) et triangulaires prolifèrent. Par conséquent, les acteurs émergents sont nombreux et ont des objectifs différents, non seulement en ce qui concerne l'amélioration des performances économiques, mais aussi en ce qui concerne les politiques d'identité.

Un exemple notable est celui de la Malaisie, qui a été en mesure d'orienter ses principes de coopération Sud-Sud en fonction de son identité islamique dominante dans le domaine des affaires étrangères⁶⁶. Cela l'a amenée à mobiliser des ressources

⁶⁴ Lucia Ragazzi, « *Africa in the Eye of Summit Diplomacy* », Italian Institute for International Political Studies (ISPI) publications, 10 février 2022.

⁶⁵ Nagesh Kumar, op. cit., p.3.

⁶⁶ Chris Alden, op. cit., p. 132.

financières islamiques pour financer le développement. Elle a également introduit des programmes qui se sont avérés reproductibles dans les pays du Sud. Le programme de coopération technique malaisien (MTCP), créé en 1980 pour accentuer l'engagement de la Malaisie en faveur de l'échange de connaissances Sud-Sud, fournit des compétences et des formations techniques et universitaires dans des domaines tels que les TIC. Il s'agissait au départ d'une initiative régionale ciblant les pays de l'ASEAN, mais sa portée s'est élargie à plus de 140 pays dans le monde dans les années 2020. La Malaisie étend sa coopération au développement par le biais d'accords triangulaires en collaborant avec des organisations internationales telles que le PNUD et la JICA, ainsi qu'avec des partenaires étatiques comme le Japon, du fait de son appartenance à l'ASEAN⁶⁷.

Les développements de cette partie révèlent que, parmi les autres acteurs émergents, l'Inde occupe une position singulière en termes de participation aux premiers efforts de développement déployés par les pays du Commonwealth et les institutions financières internationales telles que la Banque mondiale. Son implication dans la formation d'organisations multilatérales dirigées par le Sud, telles que les BRICS, le forum IBSA et la Nouvelle banque de développement, renforce sa position en tant qu'acteur indispensable à la coopération Sud-Sud.

⁶⁷ Nagesh Kumar, op. cit., p.18.

SECONDE PARTIE : LA POLITIQUE DE COOPERATION SUD-SUD DE L'INDE

A) Politique étrangère de l'ère Modi (2014-présent) : ruptures et continuités

Cette partie examine l'évolution de la politique étrangère indienne dans le cadre d'un processus de changement évolutif qui a débuté à la fin de la Guerre froide et qui a conduit l'Inde à réorienter sa politique étrangère dans un monde globalisé. Toutefois, l'accent est mis sur l'ère Modi, qui couvre également l'élaboration de ce mémoire et qui se distingue non seulement par les changements intervenus dans les perspectives de la politique étrangère indienne à partir des années 1990, mais aussi par la suite. L'un de ces exemples est la discussion sur la question de savoir si l'Inde, dont on peut dire qu'elle est passée à des politiques réalistes dans les années 1990, a subi des changements liés à l'identité qui pourraient être examinés par la théorie constructiviste des relations internationales. Le passage du non-alignement au multi-alignement, la recherche permanente d'un statut international et d'une indépendance dans les affaires étrangères sont également élaborés en relation avec la logique de coopération Sud-Sud de l'Inde. Sa diaspora et ses capacités de puissance douce sont également examinées pour comprendre les priorités de l'Inde en matière de coopération Sud-Sud, en particulier avec l'Afrique, un voisin maritime et un continent avec lequel l'Inde a des liens culturels communs.

1. Réorientation de la diplomatie indienne et ses retombées en politique interne

Dans l'élaboration de la politique étrangère indienne après la Guerre froide, des facteurs nationaux ainsi que des changements dans l'environnement de la politique étrangère ont eu une influence. Cette section analyse donc la réorientation de la politique étrangère indienne en termes de développements internes et de changements dans la politique étrangère indienne à l'égard du gouvernement Modi, en tenant compte de la continuation de certaines positions communes dans les relations internationales depuis l'indépendance de l'Inde en 1947.

Les gouvernements majoritaires étaient presque un fait acquis pour l'Inde jusqu'aux années 1980. Cependant, après les années 1980, la formation de gouvernements majoritaires est devenue exceptionnelle jusqu'à ce que le BJP dirigé par Modi y parvienne lors des élections de 2019, qui ont marqué son deuxième mandat en tant que premier ministre de l'Inde⁶⁸. Avec plus de 229 millions de voix lors des élections générales de 2019, Modi est le chef de gouvernement qui recueille le plus de suffrages dans le monde. Le raisonnement est simple : on dit souvent de l'Inde que celle-ci serait la plus grande démocratie au monde, malgré les inquiétudes suscitées par la montée des tendances autoritaires au cours des dernières années. En fait, l'édition 2023 du rapport sur la démocratie de l'institut suédois V-Dem considère l'Inde comme l'une des autocraties électorales, contribuant au plus faible degré de démocratie libérale dans la région Asie-Pacifique au cours des 45 dernières années⁶⁹.

L'Inde ait déjà connu des revers dans sa démocratie, notamment pendant l'état d'urgence décrété par Indira Gandhi de 1975 à 1977⁷⁰. Cependant, la puissance croissante de l'Inde sur la scène mondiale, qui deviendra en 2023 la nation la plus peuplée du monde en dépassant la Chine, la cinquième économie mondiale et un membre du G20 et des BRICS, ainsi qu'une puissance armée nucléaire et un pays qui maîtrise les techniques de pointe comme l'aérospatiale, tout cela dans le cadre d'une idéologie nationaliste hindoue au pouvoir, ont différentes conséquences pour la politique étrangère indienne⁷¹.

Pendant une grande partie de la Guerre froide, la politique étrangère indienne a reflété une approche anticolonialiste, anti-impérialiste et « tiers-mondiste ». Elle a été marquée par un rôle de premier plan dans le mouvement des non-alignés (NAM)⁷². Le

⁶⁸ Dr. S. Jaishankar, « Modi's India: A Rising Power », *discours du ministre des affaires étrangères (MEA) de l'Inde*, Ahmedabad : Anant National University, 27 mai 2023.

⁶⁹ *Democracy Report- Defiance in the Face of Autocratization*, V-Dem Institute, 2023.

⁷⁰ Indira Priyadarshini Gandhi (1917-1984) a été le troisième premier ministre de l'Inde, de 1966 à 1977, puis de 1980 à 1984. Fille du premier Premier ministre indien Jawaharlal Nehru, elle reste la seule femme à avoir porté le titre de Premier ministre en Inde. Pendant son mandat, les problèmes de sécurité ont pris la forme de conflits armés, tels que la guerre sino-indienne de 1967 et la guerre de libération du Bangladesh (1971). Elle a été assassinée par ses gardes du corps suite à sa décision de mener l'opération Blue Star qui visait à éliminer les séparatistes sikhs du temple le plus sacré de la religion sikh, l'Harmandir Sahib, dans le nord de l'Inde. Pendant l'État d'urgence (*the Emergency*) du 25 juin 1975 au 21 mars 1977, l'Inde a connu une période de 21 mois d'état d'urgence qui a suspendu les élections et les droits fondamentaux tels que les libertés publiques. (Source : Ashoka Mody, *India Is Broken*, p.234)

⁷¹ World Economic Outlook database, *IMF*, avril 2023.

⁷² L'Inde a été un acteur clé et un leader de la conférence de Bandung de 1955, qui s'est tenue en Indonésie avec la participation de 27 pays d'Asie et d'Afrique, et de la création du mouvement des non-alignés (NAM),

« modèle Nehru », qui a vu la convergence de l'Inde avec la Yougoslavie, l'Égypte, le Ghana et l'Indonésie dans le cadre du NAM, reflétait le désir de l'Inde de construire une politique étrangère indépendante après son expérience coloniale.

Pour interpréter la pensée stratégique indienne pendant la Guerre froide, la littérature définit certaines caractéristiques de la vision de Nehru et de la famille politique Nehru-Gandhi (et le Parti du Congrès national indien) qui a exercé une influence sur la politique indienne après lui et pendant la majeure partie de la Guerre froide avec une disposition idéaliste⁷³. Bien que les perspectives réalistes des objectifs de politique étrangère de Nehru et de ses successeurs soient reconnues, elles sont restées largement moralistes et passives (dans une position défensive en termes de confrontation militaire) jusqu'aux années 1990⁷⁴. Une crise de la balance des paiements de 1991 a éclaté en raison du déficit budgétaire et du compte courant. Cette crise, combinée à la fin de la Guerre froide qui a été une « douche froide » pour un pays ayant des relations amicales avec l'URSS, prudent à l'égard des États-Unis et stratégiquement orienté vers le tiers-monde et le mouvement des non-alignés, a ouvert la voie à un changement de politique étrangère.

Après la dissolution de l'Union soviétique, l'Inde a perdu son partenaire le plus proche dans un ordre bipolaire de la Guerre froide alors qu'elle avait choisi de rester non-

qui soutenait la décolonisation et s'opposait à toute forme de (néo)colonialisme, d'impérialisme et de racisme. Les pays du tiers-monde qui ont formé NAM pendant l'ordre bipolaire qui a caractérisé la Guerre froide (1947-1991) entre le bloc occidental dirigé par les États-Unis et le bloc oriental dirigé par l'Union des républiques socialistes soviétiques (URSS), ont mis l'accent sur l'indépendance et la souveraineté. La première conférence du Mouvement des pays non alignés, la Conférence de Belgrade, a eu lieu en 1961, dans ce qui était alors la Yougoslavie, et a réuni 25 États, dont des États africains récemment indépendants, tels que le gouvernement provisoire algérien, le Ghana, la Guinée, le Mali et le Soudan.

⁷³ Figure de proue du mouvement pour l'indépendance de l'Inde aux côtés du Mahatma Gandhi, Jawaharlal Nehru est devenu le premier Premier ministre de l'Inde. Il a occupé ce poste entre 1947 et 1950 (lorsque l'Inde est devenue un État souverain, mais toujours un royaume du Commonwealth) et entre 1950 et 1964 (après l'établissement de l'Inde en tant que république fédérale en vertu de la constitution de 1950). Il est souvent associé à une vision indépendante de la politique étrangère de l'Inde, fondée sur des valeurs morales et pacifiques, avec une forte connotation anticolonialiste, et des politiques intérieures laïques. Après son règne, le Congrès national indien est devenu le parti dominant de l'Inde pendant toute la durée de la Guerre froide.

⁷⁴ Figure de proue du mouvement pour l'indépendance de l'Inde aux côtés du Mahatma Gandhi, Jawaharlal Nehru est devenu le premier Premier ministre de l'Inde. Il a occupé ce poste entre 1947 et 1950 (lorsque l'Inde est devenue un État souverain, mais toujours un royaume du Commonwealth) et entre 1950 et 1964 (après l'établissement de l'Inde en tant que république fédérale en vertu de la constitution de 1950). Il est souvent associé à une vision indépendante de la politique étrangère de l'Inde, fondée sur des valeurs morales et pacifiques, avec une forte connotation anticolonialiste, et des politiques intérieures laïques. Après son règne, le Congrès national indien est devenu le parti dominant de l'Inde pendant toute la durée de la Guerre froide.

alignée avec une politique étrangère autonome. Telle relation était concrétisée par le Traité indo-soviétique d'amitié et de coopération de 1971. Au lendemain de la Guerre froide, sous le mandat de Narasimha Rao (1991-1996), l'économie indienne s'est ouverte grâce à des réformes structurelles pendant la période unipolaire américaine et la mondialisation. Jean-Luc Racine, directeur de recherche émérite au Centre d'études de l'Inde et de l'Asie du Sud, se réfère à cette période et montre comment le discours d'un BJP en pleine ascension a utilisé le discours de la « Mère Inde » et de la « Grande Inde » contre l'idéalisme et la laïcité du modèle Nehru. Selon les tenants du discours de BJP le modèle Nehru a échoué en deux occasions notables, la guerre sino-indienne de 1962 et le traité de Simla de 1972 entre l'Inde et le Pakistan qui n'a pas pu modifier le statu quo à Cachemire en faveur de l'Inde après la guerre indo-pakistanaise de 1971⁷⁵. Ce changement a signalé la prééminence future des politiques identitaires soutenues par la doctrine *Hindutva*⁷⁶ et a eu des répercussions sur la violence intercommunautaire croissante ainsi que sur les mesures juridiques au détriment des droits de la minorité musulmane.

L'attitude fermement nationaliste hindoue de Modi s'est avérée controversée, notamment en raison de sa réticence à contrer, voire à encourager directement, la violence

⁷⁵ RACINE Jean Luc, « L'Inde, L'Europe, le monde : une politique étrangère pragmatique », *Dans Revue internationale et stratégique*, 2005 (3), pp. 95, -106.

⁷⁶ La religion est un aspect important de la politique indienne, où environ 80 % de la population est hindoue et où vit la troisième plus grande population musulmane du monde, après le Pakistan et l'Indonésie. Les sikhs, les bouddhistes, les chrétiens et les jaïns, entre autres, forment également d'importantes communautés religieuses. L'*Hindutva* est un concept identitaire basé sur le nationalisme hindou. Le concept remonte à l'essai d'après-guerre intitulé *Essentials of Hindutva* (1923) de Vinayak Damodar Savarkar, qui a formulé le terme. Il ne s'agit pas de la religion hindoue elle-même, mais d'une vision de la tradition de terre sacrée et ancestrale de l'Inde. C'est cette vision qui pourrait susciter l'hostilité entre les communautés hindoues et non hindoues, principalement musulmanes qui a adopté une religion venant de l'extérieur de la « terre sacrée ». Les organisations nationalistes hindoues forment collectivement le *Sangh Parivar*, dirigé par l'Organisation patriotique nationale (*Rashtriya Swayamsevak Sangh*, Organisation - RSS). Le RSS est une organisation hindoue de type milice formée par des volontaires en 1925. Pour certains, il est considéré comme une école ou une matrice idéologique de l'idéologie *Hindutva*. L'un de ses anciens membres a assassiné le Mahatma Gandhi en 1948, ce qui a entraîné l'interdiction de l'organisation entre 1948 et 1949. Le Bharatiya Janata Party (BJP), quant à lui, est l'aile politique de l'idéologie *Hindutva*. Son nom, que l'on pourrait traduire par Parti du peuple indien, reflète l'utilisation de Bharat, le mot sanskrit qui désigne l'Inde. Cette utilisation reflète également le point de vue de l'*Hindutva* qui considère l'Inde comme Bharat-Mata, c'est-à-dire Mère Inde. Depuis les années 1990, le BJP est devenu l'un des deux partis dominants de l'Inde avec le Parti du Congrès national. En 2014, Narendra Modi, membre du RSS, est devenu premier ministre de l'Inde en dirigeant le BJP. (Source : Pierre Antonmattei et Jean-Pierre Chevènement, *L'hindutva, qu'est-ce à dire ?*, discussion lors du séminaire « **L'avenir de l'Inde, entre intérêt national et aspirations régionales et mondiales** », 9 septembre 2020.

communautaire au Gujarat lors des émeutes de 2002⁷⁷. Celles-ci ont entraîné la tuerie brutale de plus de 1 000 personnes, principalement des musulmans (le chiffre pourrait même atteindre plus de 2 000 musulmans)⁷⁸ En Inde, qui compte la troisième plus grande population musulmane au monde, de tels événements contre ces populations éclatent des discussions sur le modèle indien de développement, ainsi que sur les relations avec les pays à majorité musulmane qui constituent une partie significative du Sud global. Le sécularisme fait partie intégrante de la Constitution indienne originale de 1949, rédigée sous la direction de Bhimrao Ramji Ambedkar. L'article 25 de la Constitution indienne confère à tous les habitants du pays la liberté de conscience et le droit à la liberté de religion⁷⁹. Cependant, la montée du nationalisme hindou formé au sein de l'idéologie « *Hindutva* » et le long des lignes organisationnelles avec le *Rashtriya Swayamsevak Sangh* (RSS, « Organisation patriotique nationale ») et le BJP, a conduit à la violence intercommunautaire et à l'action législative tournée contre les musulmans en plusieurs occasions notables. En 1992, la foule nationaliste hindoue formée par quelque 150 000 volontaires a détruit la mosquée de Babri (ou Babur), située à Ayodha, dans l'État de l'Uttar Pradesh, sous le regard de personnalités du BJP⁸⁰. Cet événement a donné lieu à un pogrom contre la population musulmane. Le prélude aux manifestations violentes a été l'affirmation que la mosquée du 16^{ème} siècle était en fait construite sur un ancien temple hindou. Un nouveau temple est en cours de construction à Ayodha, en l'honneur du lieu de naissance de la divinité indienne Ram, sur les ruines de la mosquée, une action confirmée par une décision de la Cour suprême en 2019. En outre, l'amendement de 2019 à la loi sur la citoyenneté utilise la religion comme critère d'obtention de la citoyenneté indienne pour les hindous, les sikhs, les bouddhistes, les jaïns, les parsis ou les chrétiens, mais pas pour les musulmans.

⁷⁷ Jackson Richard, Eamon Murphy, et Scott Poynting, eds. *Contemporary state terrorism: Theory and practice*. Routledge, 2009.

⁷⁸ « Narendra Modi's Rise in India », *New York Times*, 2013, <https://www.nytimes.com/2013/10/27/opinion/sunday/narendra-modis-rise-in-india.html?searchResultPosition=25>, consultez le 10 septembre 2022.

⁷⁹ *Droit à la liberté de religion*, Article 25, Constitution de l'Inde, 1950.

⁸⁰ « Babri mosque: The build-up to a demolition that shook India », *BBC*, <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-42106056>, consultez le 3 décembre 2022.

2. Développements géopolitiques et politique de sécurité

Le paradigme de la sécurité élargie et les développements géopolitiques dans la région Indo-Pacifique et la montée de la Chine ont eu des conséquences importantes sur la reformulation de la politique étrangère indienne au 21^e siècle. Les développements géopolitiques et la rivalité des grandes puissances sont également liés à la compréhension de l'activité d'aide en général. La politique de sécurité du gouvernement Modi est également analysée par rapport à l'image d'un leader et d'un pays forts.

Une autre raison du changement de politique étrangère de l'Inde dans les années 1990 est l'évolution du nucléaire, au sujet de laquelle l'Inde s'est affirmée, malgré les pressions exercées par les puissances nucléaires⁸¹. Menon, par exemple, affirme que la conception de la place et du rôle de l'Inde dans le monde et la « grande stratégie » de politique étrangère ont été devisées par les premiers ministres, qui ont été les principaux acteurs de l'élaboration de la politique étrangère en Inde depuis Nehru. Cela a également entraîné une faible institutionnalisation des idées en matière de politique étrangère et de sécurité⁸². Après la Guerre froide, l'institutionnalisation de la politique de sécurité et de la politique étrangère de l'Inde a pris de l'ampleur. En 1998, le Conseil national de sécurité a été créé dans le but d'aider à la prise de décision au niveau du Premier ministre. En outre, l'Autorité de commandement nucléaire a été créée en 2003 pour prendre des décisions concernant le programme nucléaire de l'Inde. Cette autorité donne une marge de manœuvre au conseiller à la sécurité nationale, qui dirige le conseil de l'autorité responsable de l'exécution des actions autorisées par le conseil politique sous la direction du Premier ministre⁸³. La stratégie de dissuasion minimale crédible a été poursuivie sous

⁸¹ Rajesh Basrur, *Indian Strategic Culture*, p.65 in Chapter 5, *Routledge Handbook of the International Relations of South Asia*, Ganguly, Sumit et Frank O'Donnell, 2022.

⁸² MENON Shavsankar, *Choices, Inside the Making of India's Foreign Policy*, Penguin Books , 2005, p. 128

⁸³ «Cabinet Committee On Security Reviews Progress In Operationalizing India's Nuclear Doctrine», Prime Minister's Office. 4 janvier, 2003.
<https://archive.pib.gov.in/archive/releases98/lyr2003/rjan2003/04012003/r040120033.html>

l'administration de Modi, qui a maintenu son engagement en faveur du principe de non-recours en premier aux armes nucléaires⁸⁴.

Les pressions « réalistes » exercées par le contexte de sécurité internationale et l'environnement économique ont entraîné des changements significatifs dans la politique étrangère de l'Inde, tandis que les développements internes ont signalé un virage significatif vers l'*hindutva*. Dès lors, cette idéologie s'est imposée parmi eux en tant que succès pro-investissement dans une Inde nouvellement ouverte à l'économie néolibérale. En politique intérieure, Modi est connu pour ses débuts dans un État de taille moyenne. En tant que ministre en chef⁸⁵ du Gujarat de 2001 à 2014, il a su susciter l'intérêt par sa position nationaliste hindoue et sa ferveur pro-investissement. En fait, bien qu'il ne représente qu'une petite partie de la population indienne et seulement 6 % du territoire indien, cet État côtier de l'ouest de l'Inde a dépassé les grands États indiens en termes d'IDE et a reçu 16 % du total des investissements en Inde. La réussite de l'État du Gujarat en matière de croissance économique et d'industrialisation a attiré un plus grand nombre de ressortissants indiens, ce qui a permis à Modi de devenir premier ministre lors des élections générales indiennes de 2014.

En tant que premier Premier ministre né après l'indépendance, le rôle de Modi dans l'élaboration de la politique étrangère indienne est révélateur de ce que la politique mondiale et les mouvements intérieurs de l'Inde ont vécu après la Guerre froide. En effet, son mandat coïncide avec la remise en question de l'ordre libéral et la question de savoir s'il a déjà pris fin⁸⁶. L'Inde de Modi a affirmé sa volonté de redéfinir l'ordre mondial, à l'instar de la Chine, et a accru sa représentation mondiale par le biais de l'IBSA, des BRICS, du G20, de l'Organisation de coopération de Shanghai et au-delà. Toutefois, l'Inde plus influente a dû faire face à des défis structurels plus importants que l'ordre mondial bipolaire. La proximité d'une Chine en pleine ascension, en tant que partenaire et grande puissance concurrente, a engendré des réalités différentes de celles de la Guerre froide. Les impératifs de sécurité nationale ou d'auto-assistance ont contribué à faire évoluer les

⁸⁴TELLIS, Ashley J. « Striking Asymmetries: Nuclear Transitions in Southern Asia », *Carnegie Endowment for International Peace*, Washington DC, 2022, p.133.

⁸⁵ En Inde, un « Chief Minister » (ou ministre en chef en français) est la personne qui dirige le gouvernement d'un des vingt-huit états ou territoires de Puducherry, Jammu-et-Cachemire ou Delhi.

⁸⁶ IKENBERRY G. John, « End of Liberal International Order? », *International Affairs*, 2018, 94(1).

politiques indiennes du non-alignement vers ce que l'on pourrait appeler le multi-alignement.

Lors du « *Key Pillars of T20⁸⁷ in India's G20 Presidency* » le 27 février 2023, Sujan R. Chinoy, directeur général de l'Institut Manohar Parrikar pour les études et analyses de défense (MP-IDS) et ancien diplomate indien, a souligné l'émergence du concept Indo-Pacifique. Ce concept est apparu à partir de l'avancement de l'Asie du Sud, de l'Asie du Sud-Est, du littoral de l'Afrique de l'Est, qui sont interconnectés et ont montré leur capacité à se développer. Il a aussi fait référence à l'Asie-Pacifique maintenant obsolète comme une terminologie pertinente pour la seconde moitié du XXe siècle lorsque le Japon et les tigres asiatiques ont presque exclusivement dominé la scène du développement dans la région⁸⁸.

Dans ce contexte de sécurité et de développement élargi, le gouvernement Modi nouvellement élu a entamé son parcours de politique étrangère avec le *Fast Track*. Huit dirigeants de la région se sont joints à la cérémonie de remise des prix de Modi : L'Association sud-asiatique pour la coopération régionale, dont le Pakistan - une première dans l'histoire des deux États - et l'île Maurice, la nation insulaire au large de la côte Est-Africaine où résident plus de 800 000 personnes d'origine indienne. La cérémonie a marqué les priorités de la politique étrangère indienne pour le gouvernement de Modi. Elle a affirmé la politique des voisins d'abord (*Neighbours First*) et la politique de « Action à l'Est » (*Act East*) qui a succédé à la cadre politique de « Regard vers l'Est » (*Look East*), signalant une plus grande coopération stratégique et économique en Asie du Sud-Est⁸⁹. Toutefois, la cérémonie a également été suivie par des envoyés des 5 membres

⁸⁷ Les piliers clés de T20 (un groupe d'engagement officiel du G20).

⁸⁸ *Towards Reformed Multilateralism: Transforming Global Institutions and Frameworks*, T20 India, 2023

⁸⁹ Regard vers l'Est : La politique indienne qui remonte au début des années 1990, pendant le mandat de Narasimha Rao (1991-1996) du parti du Congrès national indien. Cette politique donne un élan à la politique étrangère de l'Inde qui se concentre sur l'amélioration des relations bilatérales, en particulier le commerce, les infrastructures et la connectivité, avec les pays d'Asie de l'Est et du Sud-Est, ainsi qu'avec les organisations régionales telles que l'ASEAN. Cette politique a joué un rôle crucial en facilitant la coopération entre l'Inde et la Chine par l'intermédiaire de l'ASEAN et en renforçant les relations de l'Inde avec les pays développés d'Asie de l'Est tels que le Japon et Singapour. La mise en place de cette politique à la fin de la guerre froide est liée aux réformes structurelles et à la libéralisation économique de l'Inde à l'époque. L'adoption de cette politique par les gouvernements suivants, y compris les gouvernements BJP et Modi (au point de la recadrer comme « Action à l'Est »), est liée à la formulation d'une politique d'équilibre face à la montée en puissance de la Chine au 21e siècle.

permanents du Conseil de sécurité des Nations unies (P-5) et a mis en lumière la coopération avec les pays du BRICS, l'Afrique, les États arabes et l'Amérique latine⁹⁰.

L'élargissement des enjeux dans l'Indo-Pacifique s'est ainsi transformé en une politique étrangère indienne active avec un engagement multilatéral dans la région élargie. En Asie du Sud, la politique de l'Inde reflète sa domination en termes matériels (y compris une capacité militaire, une population, une superficie et une économie inégalées), qui se transforme de temps à autre en un recours à la puissance coercitive, comme en témoignent l'annexion de Goa en 1961 et son intervention militaire dans la guerre civile sri-lankaise en 1987, notamment par le déploiement d'une force de maintien de la paix à sa guise, y compris l'exécution de l'Opération Poomalai par l'armée de l'air indienne pendant le siège de Jaffna.

Cependant, dans la politique de l'Asie du Sud, la suprématie de l'Inde est souvent difficile à décrire dans le cadre des notions réalistes d'équilibre des puissances. Par exemple, pendant la majeure partie de la Guerre froide et par la suite, l'Inde s'est préoccupée du Pakistan comme principale défi en matière de sécurité, au lieu d'une plus grande puissance, comme pourrait l'imaginer une analyse réaliste, la Chine. En effet, les relations du Pakistan et de l'Inde avec les superpuissances pendant la Guerre froide ont été façonnées par leur conflit et non par la bipolarité systémique. Comme le soulignent Buzan et Waever, la politique de l'Asie du Sud pourrait être considérée comme unipolaire avec la domination de l'Inde (mais sans que la région ne s'unisse contre l'Inde comme l'interprétation réaliste aurait pu l'affirmer) et l'équilibre régional des puissances prend plus d'importance⁹¹.

Toutefois, dans le cadre du réalisme offensif et de l'équilibre de la menace, la proximité de la menace augmente sa perception, comme dans le cas de l'Inde et de la Chine. Ainsi, la politique indienne de *Neighbours First* et la politique de *Act East* résonnent avec les objectifs immédiats de Modi en matière de sécurité et de partenariat

⁹⁰ Les membres permanents du Conseil de sécurité des Nations Unies : République populaire de Chine, États-Unis d'Amérique, République française, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Fédération de Russie

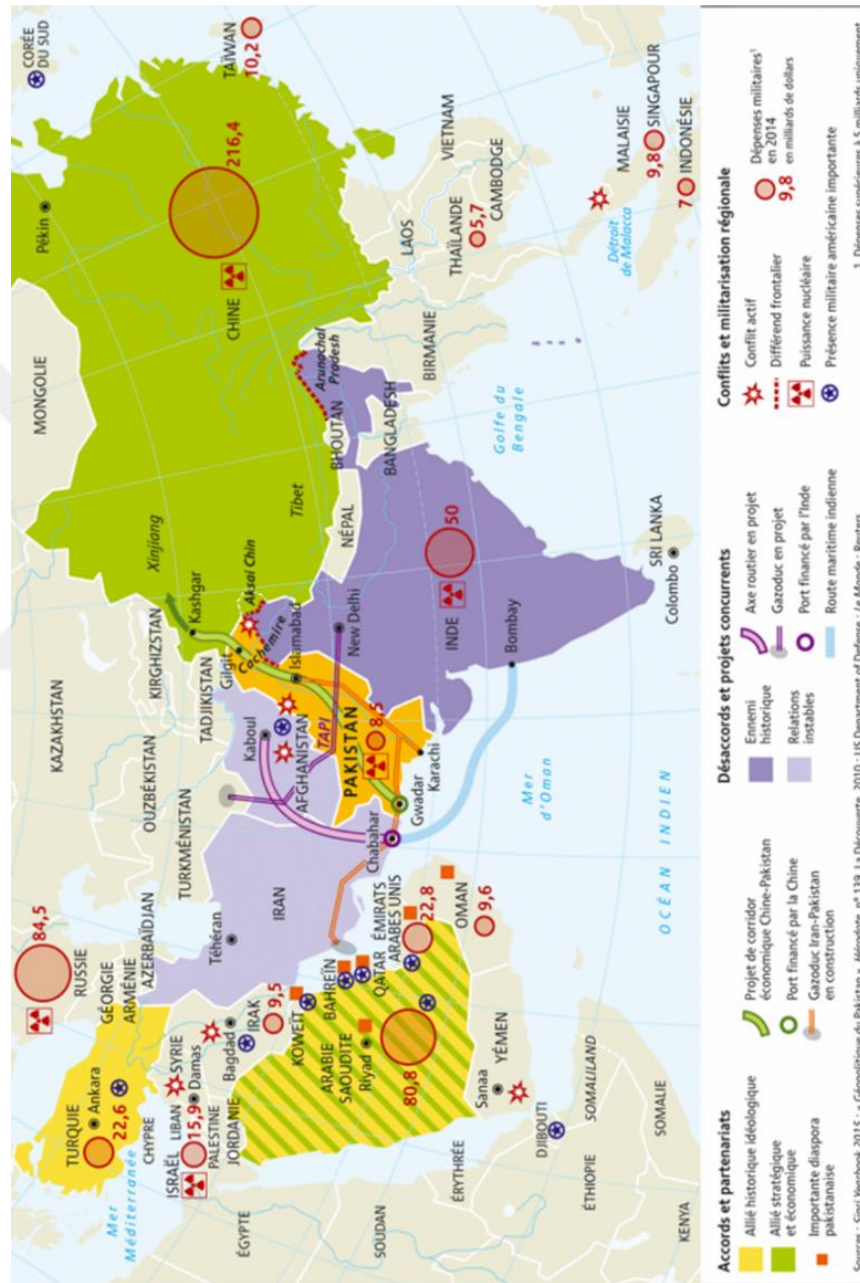
⁹¹ Šumit Ganguly et Frank O'Donnell *Routledge Handbook of the International Relations of South Asia*, New York, Routledge, 2022.

international. Bien qu'une plus grande coopération ait été observée entre l'Inde et la Chine au cours des premières années du mandat de Modi, comme en témoignent l'augmentation des investissements chinois en Inde, la participation parallèle à des organisations régionales et multilatérales et l'augmentation de la mobilité (en termes de touristes mais aussi d'étudiants), la Chine s'oppose toujours à ce que l'Inde rejoigne des organisations internationales telles que le Groupe des fournisseurs nucléaires (GFN) et le Conseil de sécurité des Nations unies, ce qui pourrait donner à l'Inde l'occasion de renforcer sa position internationale et le rôle représentatif qu'elle assume pour le Sud⁹². De même, depuis l'époque de Nehru, l'Inde a abordé la Chine comme un partenaire potentiel du Sud, toutefois, la Chine accepte rarement cette notion en raison d'une relation de puissance asymétrique au profit de la Chine. La figure 3 ci-dessous illustre comment, du point de vue pakistanais, la coopération économique et stratégique de la Chine est cruciale et s'est transformée en projet de corridor économique Chine-Pakistan.

Ce que Modi a changé pourrait être considéré comme une approche plus réaliste et pragmatique en ce qu'elle a permis d'équilibrer l'influence chinoise dans l'Indo-Pacifique en s'impliquant dans des engagements multilatéraux de sécurité tels que la Quad, tout en continuant à faire partie des BRICS. Le début de son mandat pourrait être perçu comme une attitude « *dovish* » à l'égard de l'influence de la Chine. Par exemple, en 2014, son gouvernement s'est réconcilié avec la création de la Nouvelle banque de développement initiée par les BRICS (qui était une proposition indienne) à Shanghai, en Chine, en promettant que son premier président serait indien.

⁹² Tanvi Madan, « *China Is Losing India : A Clash in the Himalayas Will Push New Delhi Toward Washington* », Foreign Affairs, 22 juin 2022.

Figure 3 : L'Asie Vue par Pakistan et Rivalité Sino-Indienne



Source : Cécile Marin, « Afghanistan, India, China, the Gulf press in Pakistan's neighbourhood relations », *Le Monde Diplomatique*, mars 2016

D'un autre côté, jouissant d'une paix négative depuis l'engagement de normalisation post-1988, en 2017, la Chine et l'Inde ont fait face à une nouvelle impasse militaire à Doklam - situé au tripoint de la Chine, de l'Inde et de son allié le Bhoutan. La confrontation, qui a été provoquée par la construction d'une route chinoise dans la région, a révélé l'opinion faucon du côté indien, soutenue par les actions de représailles du gouvernement Modi⁹³.

Le rapprochement avec les États-Unis témoigne d'un changement réaliste dans la politique étrangère de l'Inde. Dans un monde sans ordre unipolaire, face à la montée en puissance de la Chine, l'Inde s'est rapprochée des États-Unis, comme le démontre la *Look East Policy* - qui vise à équilibrer l'influence chinoise dans la région - et l'initiative nucléaire civile⁹⁴. Le point de vue selon lequel le système des castes et la croyance indienne dans la circularité des cycles humains et cosmiques conduisent au pessimisme et entravent le développement de la planification stratégique est souvent contesté⁹⁵. L'Inde laisse certainement plus de place à l'institutionnalisation et à l'élaboration de partenariats en matière de politique étrangère. Les accords bilatéraux, trilatéraux et quadrilatéraux en sont la preuve.

En effet, Modi a abordé le Nord mondial à la fois en termes d'amélioration de la coopération en matière de sécurité et de liens économiques, mais aussi comme un moyen de « remplacer » ou d'offrir une alternative à la Chine et à d'autres grandes puissances face aux défis mondiaux. Dans un premier temps, il a resserré les liens avec les États-Unis et s'est lancé dans des visites peu communes dans les pays de l'Indo-Pacifique. En janvier 2015, la « Vision stratégique commune États-Unis-Inde pour la région Asie-Pacifique et l'océan Indien » a été signée. Son gouvernement a également accepté le protocole d'accord sur les échanges logistiques (*LEMOA* en anglais) avec les États-Unis, après dix ans de retard dû aux gouvernements précédents.

⁹³ BAJPAI Kanti, « Modi's China Policy and the Road to Confrontation », *Pacific Affairs*, juin 2018, Vol. 91, No. 2.

⁹⁴ Menon, p.129.

⁹⁵ TANHAM George K., « Indian Strategic Thought: An Interpretive Essay », *RAND*, Santa Monica, California, 1992, pp.17-18.

Lors de sa visite au Japon en 2014, sa politique visant à équilibrer la puissance chinoise était déjà claire : « le monde est divisé en deux camps. Un camp croit en des politiques expansionnistes tandis que l'autre croit au développement ». En 2014, Modi est devenu le Premier ministre indien à se rendre en Australie en vingt-huit ans et s'est adressé au parlement australien, ce qui a débouché sur une coopération de défense et commerciale. En 2016, il s'est rendu au Viêt Nam, quinze ans après la dernière visite d'un Premier ministre indien, et les crédits de la ligne de défense indienne au Viêt Nam ont été multipliés par cinq pour atteindre 500 millions d'USD.

Du point de vue militaire, comme pendant la guerre froide, les stratégies défensives indiennes restent principalement axées sur la terre. Le budget de la marine représente toujours environ 15 % du budget de la défense nationale, derrière l'armée de terre et l'armée de l'air. Cependant, l'augmentation du budget de modernisation de la marine, plus importante que les autres (15,9 %, alors que l'augmentation était de 13,3 % pour l'armée de terre et de 7,3 % pour l'armée de l'air⁹⁶), et la mise en service de l'INS Vikrant, premier porte-avions construit en Inde, traduisent l'importance majeure accordée par le Premier ministre Modi à l'ingénierie qui représente un moyen de mettre en valeur « le talent et l'influence de l'Inde du 21^e siècle »⁹⁷. L'emblème de la marine indienne a été modifié en 2022 pour inclure un octogone rappelant le sceau du premier Marathe *Chhatrapati* (empereur) Shivaji, tout en supprimant la croix de Saint-Georges héritée de la Grande-Bretagne.

Les exercices conjoints de sécurité maritime et l'importance croissante de la marine après la guerre froide sont très bien mis en évidence par les partenaires de plus en plus nombreux des exercices navals de Malabar. Ces exercices, qui ont débuté en 1992 en tant qu'initiative bilatérale entre l'Inde et les États-Unis, ont pris de l'ampleur avec la participation du Japon en 2015. En 2020, cependant, avec la participation de la marine royale australienne, ils sont devenus quadrilatéraux. Ils sont donc essentiels pour démontrer l'intérêt de l'Inde en matière de sécurité dans une région plus vaste, l'océan

⁹⁶ BEHERA Laxman Kumar, « India's Defence Budget 2020-21 », *ISDA Issue Briefs*, 2020.

⁹⁷ Ministry of Defence, 2022, Prime Minister Shri Narendra Modi commissions India's first indigenous aircraft carrier INS Vikrant in Kochi, <https://pib.gov.in/PressReleasePage.aspx?PRID=1856230>

Indien et l'Indo-Pacifique, afin de contrebalancer la montée en puissance de la Chine dans la région.

Rebaptisé Varuna en 2001, le partenariat stratégique entre la France (qui est un acteur clé dans la région avec La Réunion et Mayotte) et l'Inde est également visible en mer, par le biais d'exercices navals conjoints qui ont débuté en 1983 et qui ont pris une orientation stratégique avec la désignation de l'Indo-Pacifique. Lorsque l'on parle des politiques musclées du gouvernement actuel, il convient également de réfléchir aux précédents exemples où l'Inde n'a pas hésité à montrer ses muscles, par exemple lors du quasi-blocage du Népal en 1989, qui a conduit les habitants de Katmandou à faire la queue pour obtenir du carburant⁹⁸. Les changements audacieux de la politique étrangère indienne sont aussi liés à ses relations plus étroites avec le Nord ainsi qu'à son nouveau dynamisme économique fondé sur les principes néolibéraux.

3. Nouveau modèle et discours économique

Le titulaire, Subrahmanyam Jaishankar, a assumé le poste de ministre des affaires étrangères de l'Inde en 2019. Lors d'un discours prononcé le 27 mai 2023, il a souligné l'importance de la voix, de l'esprit, de la culture et des valeurs dans l'ascension économique et matérielle de l'Inde afin d'exercer une plus grande influence dans les relations internationales et de devenir la troisième plus grande économie du monde. Ce discours reflète les fondements constructivistes d'une nouvelle Inde qui s'est développée à un rythme notable. Son discours fait également référence à la construction de chaînes d'approvisionnement résistantes, à l'exposition aux risques sanitaires mondiaux et aux préoccupations en matière de sécurité parmi les principes de la politique étrangère indienne. Ce discours économique est donc essentiel pour comprendre les liens de l'Inde avec le Sud.

Pour ce qui est de l'alternative indienne aux défis mondiaux (à l'exception de la promotion de l'Inde en tant que destination pour le commerce et l'investissement), les initiatives « *Make in India* » ont été mises en avant. Le pays a entamé une diplomatie des

⁹⁸WEINTRAUB, Richard M. « India Shows Its Muscle to Nepal », *The Washington Post*, 13 avril 1989

semi-conducteurs avec les États-Unis, par exemple, en tant que solution critique pour fournir des semi-conducteurs dans le contexte de la crise de la chaîne d'approvisionnement mondiale et des efforts américains pour réduire la dépendance à l'égard de la Chine.

En 2017, le premier ministre Modi a tweeté que « la démocratie, la démographie et la demande, les 3D de l'Inde allaient propulser le pays vers de nouveaux sommets de progrès économique et de prospérité »⁹⁹. D'une certaine manière, sa position en faveur du commerce et de l'investissement est soutenue par sa volonté d'utiliser la fuite des cerveaux indiens à l'extérieur du pays et de miser sur sa jeunesse (dividende démographique) et sa classe moyenne en pleine expansion (demande). Son gouvernement a ainsi conçu la politique « *Make in India* », avec des approches similaires qui pourraient être adaptées par d'autres pays du Sud (en raison de leur population dynamique et de problèmes de développement similaires). L'initiative vise à nouveau à combler les lacunes ou à offrir une alternative à la Chine, « moins attrayante » sur le plan des investissements.

L'initiative « *Make in India* » présente des avantages, notamment une main-d'œuvre majoritairement anglophone et jeune, une infrastructure numérique bien développée, ainsi que des risques de réputation et une diminution de l'appétit pour l'investissement en Chine après la stratégie de « Zero Covid ». Elle vise à assurer l'autosuffisance et à accroître la compétitivité de l'Inde par rapport à la Chine et aux concurrents mondiaux en matière de capacités de fabrication avancées dans des secteurs tels que l'aviation, la biotechnologie, les technologies médicales, la fabrication de matériel de défense, les énergies renouvelables et l'espace.

En 2021, le gouvernement a introduit des incitations liées à la production (*Production Linked Incentives* en Anglais) qui sont conformes à l'objectif de développement des capacités de production. Un gain notable a été le partenariat Apple-Inde qui pourrait amener la multinationale américaine à produire 25 % de ses produits en Inde, délaissant ainsi la Chine ¹⁰⁰. L'initiative « *Make in India* » est également soutenue

⁹⁹« Narendra Modi's Rise in India », *New York Times*, 2013, <https://www.nytimes.com/2013/10/27/opinion/sunday/narendra-modis-rise-in-india.html?searchResultPosition=25>, consultez le 10 septembre 2022.

¹⁰⁰ Xinmei Shen, « Made-in-India iPhones surge as Apple moves production away from China », *South China Morning Post*, 5 avril 2023.

par d'autres solutions pro-investissement, qui pourraient contribuer à relever les défis mondiaux et notamment ceux du Sud. La mission Swachh Bharat (*Clean India* ou Inde propre en Français), par exemple, vise à améliorer la gestion des déchets dans tout le pays. Ayushman Bharat recherche des solutions numériques en matière de soins de santé, tandis que Smart Cities Mission explore les possibilités de développement de villes intelligentes en Inde. Ces initiatives répondent à des défis communs à l'ensemble du Sud : stimuler l'innovation et accroître la productivité économique, offrir de meilleures conditions de vie à une population de plus en plus jeune et urbaine, et développer les capacités humaines.

Cependant, la concurrence de l'Inde avec la Chine en tant que destination d'investissement alternative présente des inconvénients certains. Tout d'abord, son déficit public, qui représente 10% de son PIB, est l'un des plus élevés au monde. Sa classe moyenne est également relativement peu nombreuse, avec une consommation modérée. De surcroît, en plus des considérations économiques, sa démocratie est également perçue comme étant menacée¹⁰¹.

B) Le rôle de l'Inde en tant qu'acteur clé de la politique Sud-Sud et la coopération indienne dans la pratique

La participation de l'Inde aux organismes institutionnels d'aide à l'étranger a commencé en 1950 avec le Plan de Colombo, une organisation créée avec la participation des pays du Commonwealth pour promouvoir le progrès socio-économique en Asie du Sud et dans la région du Pacifique. Au début, le plan de Colombo était principalement axé sur le développement humain de base et sur des programmes de formation visant à améliorer la productivité dans la région. Naturellement, l'Inde a été l'un des principaux bénéficiaires de l'aide apportée par le plan de Colombo, même si elle a également été le principal contributeur au programme grâce à sa taille gigantesque. Dès les premières années du plan de Colombo, on sait que l'Inde a accordé des subventions généreuses à des participants plus modestes tels que la Birmanie et le Bhoutan, prouvant ainsi son

¹⁰¹ Arvind Subramanian et Josh Felman, « Why India Can't Replace China: The barriers to New Delhi's Next Boom », *Foreign Affairs*, 9 décembre 2022.

empressement à émerger en tant que puissance régionale au sein de l'élite de sa politique nationale¹⁰².

Un autre exemple de la participation de l'Inde à des programmes d'aide étrangère et de développement est le Plan spécial d'assistance du Commonwealth à l'Afrique (SCAAP), qui vise à améliorer le savoir-faire et le progrès social des nations bénéficiaires par le biais de programmes d'aide directe et de divers programmes de formation. Le SCAAP a également son programme jumeau, le Programme indien de coopération technique et économique (ITEC), dans le cadre duquel les pays bénéficiaires sont invités à partager l'expérience indienne en matière de développement, « acquise au cours des six décennies d'existence de l'Inde en tant que nation libre », ce qui prouve une fois de plus que l'Inde s'efforce de renforcer sa puissance douce en se présentant comme un modèle pour les pays sous-développés¹⁰³.

1. Les instruments de la puissance douce et la diplomatie diasporique

La diaspora indienne est la deuxième au monde par sa taille et se compose notamment de trois groupes distincts. Un premier groupe réside principalement dans les anciennes possessions coloniales britanniques où ils ont été envoyés comme travailleurs sous contrat au 19^e siècle. À cette époque, l'Afrique, notamment l'île Maurice où les plantations de sucre prospéraient, était l'une des principales destinations. Un deuxième groupe de travailleurs de la diaspora a émigré dans les États du Golfe pendant le boom pétrolier à partir des années 1970. Ce groupe entretient notamment des liens plus étroits avec la métropole, comme en témoignent les envois de fonds. La troisième catégorie appartient à un passé plus récent et réside en Amérique du Nord. Ils conservent leurs liens nationalistes avec la métropole et sont des figures de proue de la nouvelle image indienne qui s'est imposée en tant que managers dans la Silicon Valley, et ailleurs en tant qu'ingénieurs et personnel technique compétents. Ce groupe a été la cible privilégiée des

¹⁰² Dweep Chanana, « India as an Emerging Donor », *Economic and Political Weekly*, Vol. 44, No. 12, 21 – 27 mars 2009, pp. 11-14.

¹⁰³ Embassy of India Ashgabat, *Indian Technical and Economic Cooperation (ITEC) Programme*, [en ligne] <https://eoi.gov.in/eoisearch/MyPrint.php?12110?001/0006>, consulté le 4 juin 2023.

gouvernements du BJP pour reformuler l'approche de la diaspora indienne dans les années 2000¹⁰⁴.

La diaspora indienne ou les Indiens d'outre-mer se composent de deux catégories différentes selon la classification du ministère des affaires extérieures : Les Indiens non résidents (*non resident Indians*, NRI) qui sont titulaires d'un passeport indien et vivent dans un pays étranger et les personnes d'origine indienne (*persons of Indian origin*, PIO) qui sont des citoyens étrangers mais qui sont liés à l'Inde par des liens familiaux ou qui ont eux-mêmes été titulaires d'un passeport indien dans le passé. Dans le monde entier, la taille de la diaspora indienne est estimée à environ 32 millions de personnes, dont les NRI représentent environ 42 %.

Le tableau 1 illustre les indicateurs clés de performance de la gestion des affaires étrangères de l'Inde, tels qu'ils ont été définis par le MEA en 2019. Le tableau montre notamment l'importance accordée à l'engagement de la diaspora, bien qu'il s'agisse d'un développement relativement nouveau dans les affaires étrangères indiennes. Le gouvernement nationaliste du BJP a introduit un nouveau type de citoyenneté, la « Citoyenneté d'Outre-Mer de l'Inde » (OCI), afin de maintenir l'engagement des Indiens de la diaspora proche du continent. L'engagement des jeunes de la diaspora est facilité par des initiatives telles que *Know India*, un événement d'orientation de trois semaines pour connaître l'Inde, et des programmes de bourses pour étudier en Inde. « Fonds de bien-être de la communauté indienne » (*Indian Community Welfare Fund -ICWF*) est toutefois lié à la fourniture d'évacuations d'urgence et de soins médicaux d'urgence pour les Indiens d'outre-mer.

¹⁰⁴ JAFFRELOT, Christophe., « *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique* », Paris, Les Editions Fayard, 2019. pp.52.

Tableau 1 : Indicateurs de performance MEA

Thèmes d'intérêt	KPI (Indicateurs clés de performance)
Partenariat pour le développement (<i>Development Partnership</i>)	Subventions et prêts concessionnels
	Lignes de crédit
	Renforcement des capacités
Engagement de la diaspora (<i>Diaspora Engagement</i>)	Bourses attribuées dans le cadre de « Programme de bourses pour les enfants de la diaspora » (SPDC)
	Cartes de « Citoyenneté d'Outre-Mer de l'Inde » (OCI) délivrées
	Participants au programme « <i>Know India</i> »
	Assistance « Fonds de bien-être de la communauté indienne » (ICWF)
L'engagement international (<i>International Engagement</i>)	Accords et protocoles d'accord (<i>MoU</i>)
	Alliance solaire internationale
	Abonnés dans les réseaux sociaux
Commerce et échanges extérieurs (<i>Trade and Commerce</i>)	Investissement direct à l'étranger
	Engagements commerciaux (missions et postes)
	Commerce bilatéral (partenaires commerciaux)
Services aux citoyens (<i>Citizen Services</i>)	VISA accordés
	Passeports délivrés
	Rapatriement des corps
	Pèlerins assistés ¹⁰⁵
	Portail e-Migrate
	Réclamations par le biais du système MADAD
	Documents authentifiés

(Source : préparé par l'auteur, Government of India Ministry of External Affairs, Performance Smart Board, [en ligne] <https://meadashboard.gov.in/>)

Pour améliorer les liens de la diaspora indienne avec son pays d'origine, l'image du Mahatma Gandhi a permis de présenter un Indien qui a quitté l'Inde mais qui est revenu pour faire le bien de sa communauté. La célébration du *Pravasi Bharatiya Divas*, qui commémore les contributions des Indiens d'outre-mer au bien-être de la nation, en est un exemple. L'événement a été organisé pour la première fois en 2003, le 9 janvier, jour du retour du Mahatma Gandhi d'Afrique du Sud en Inde en 1915. L'événement a été annuel

¹⁰⁵ Les lieux de pèlerinage comprennent les lieux saints des hindous, des musulmans et des sikhs. Cependant, la subvention pour le Hajj sera supprimée d'ici 2022, en raison d'une décision de la Cour suprême de l'Inde en 2012.

entre 2003 et 2015 et semestriel depuis lors. Il est organisé sous la forme d'une convention au cours de laquelle des sessions spécifiques sont organisées entre les participants. Dans l'édition 2023, par exemple, les thèmes de ces sessions comprenaient le rôle de la jeunesse de la diaspora dans les innovations et les nouvelles technologies, le rôle de la diaspora indienne dans la promotion de l'écosystème de santé indien, l'exploitation de la puissance douce de l'Inde - la bonne volonté à travers l'artisanat, la cuisine et la créativité -, la facilitation de la mobilité mondiale de la main-d'œuvre indienne, et l'exploitation du potentiel des entrepreneurs de la diaspora, en particulier des femmes, pour une approche inclusive de la construction de la nation.

La présidence indienne du G20 en 2023 suit la devise « Une Terre - Une Famille - Un Avenir » (*One Earth – One Family – One Future* en anglais). Il s'agit d'une approche claire de la politique à long terme de l'Inde qui consiste à faire preuve de solidarité avec le monde en développement. Dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes, de guerres, de perturbations des chaînes de valeur mondiales, de problèmes liés à une population jeune et fortement urbanisée et d'impacts du changement climatique, l'Inde partage des problèmes similaires avec le reste du Sud. L'unité devient donc un moyen de poursuivre la politique indienne visant à devenir la voix du Sud, et de passer de l'ère du non-alignement à celle du multi-alignement.

En fait, avec le sommet *Voice of Global South* à New Delhi, organisé dans le cadre de la présidence indienne du G20, l'Inde a permis aux pays du Sud qui n'y sont pas représentés de faire entendre leur voix. Il s'agit d'une action significative compte tenu des efforts déployés par l'Inde pour que le Sud soit mieux représenté dans le monde, notamment en posant sa candidature au Conseil de sécurité des Nations unies.

En fait, en Inde, lorsqu'il s'agit de désigner les relations avec le Sud, les milieux de la recherche et de la politique s'abstiennent souvent d'utiliser des termes tels que « *Soft Power* » ou « aide au développement ». Au lieu de cela, ils mentionnent la solidarité comme prémisses de la coopération Sud-Sud et de la diplomatie culturelle de l'Inde. Dans le domaine culturel, par exemple, l'Inde a lancé en 2014 le projet Mausam (signifie littéralement « la saison » où l'on peut naviguer en toute sécurité) dans l'océan Indien, symbole de « l'unité » apportée par les moussons dans la région, mais aussi de l'approche

de la route de la soie maritime par des liens culturels plutôt que par une perspective économique comme l'implique l'initiative « la Ceinture et la Route ».

Le tableau 2 montre les capacités matérielles des donneurs émergents et traditionnels pour comprendre les motivations de la politique étrangère indienne à utiliser la puissance douce comme moyen de coopération Sud-Sud, notamment en Afrique où sa rivalité avec la Chine est en jeu. Ces nations avaient des capacités matérielles similaires en termes de PIB et de dépenses militaires à la fin des années 1980, mais la montée en puissance de la Chine a été plus évidente après les années 1990. Cependant, l'Inde est parvenue à augmenter son PIB et ses dépenses militaires jusqu'à dépasser ceux de la France.

Tableau 2: Capacités matérielles des donneurs émergents et traditionnels

Année	1988		2008		2021	
<i>milliards de dollars</i>	PIB	Dépenses militaires	PIB	Dépenses militaires	PIB	Dépenses militaires
Inde	297	11,3 (1989)	1 199	33	3 176	76,57
Chine	312	11,35	4 594	78,84	17 734	293,35
Brésil	259	5,88	1 696	24,46	1 609	19,19
France	1 019	30,28	2 930	55,36	2 957	56,65
États-Unis	5 236	309,66	14 770	656,76	23 315	800,67
Royaume-Uni	910	38,57	2 932	72,92	3 131	68,37

(Conception de l'auteur, source : données de la Banque mondiale, <https://donnees.banquemondiale.org/indicateur>, consulté le 5 juin 2023)

Les stratégies de la diaspora indienne sont basées sur des motifs de soutien de l'image globale de l'Inde tels que le yoga (la Journée internationale du yoga est reconnue par les Nations unies depuis 2015), l'ayurveda et le Bollywood. Toutefois, ces dernières années, de nouveaux instruments de la puissance douce ont fait leur apparition, compte tenu de l'amélioration de la capacité manufacturière et technique de l'Inde. Malgré les efforts renouvelés pour engager la diaspora et l'image personnelle de Modi, les performances de l'Inde en matière de la puissance douce restent faibles. Selon l'édition 2019 de *Soft Power 30*, un indice qui mesure les capacités des nations en matière de la

puissance douce, l'Inde se classe au 8e rang en Asie, derrière des pays comme le Japon, la Corée du Sud, la Chine, la Thaïlande et la Malaisie¹⁰⁶. Quant à lui, en ce qui concerne l'image personnelle, Modi est considéré comme l'un des leaders mondiaux pour son utilisation efficace des outils numériques, y compris Facebook et les selfies. Cependant, il existe de nouveaux domaines pour les prouesses indiennes en matière de la puissance douce qui sont particulièrement pertinents pour l'Afrique, tels que la diplomatie sanitaire et la diplomatie des sommets.

La note d'orientation de l'Organisation mondiale de la santé définit la diplomatie sanitaire comme les processus de négociation « qui façonnent et gèrent l'environnement de la politique de santé »¹⁰⁷. Au XXIe siècle, ce terme est de plus en plus associé aux mesures de puissance douce, qui touchent à la fois la sécurité, l'économie et la justice sociale. Depuis la conception de la santé mondiale par les Nations unies au début des années 2000, qui est liée à l'interdépendance et à la mondialisation croissantes entre les nations, et l'importance des politiques gouvernementales lors de pandémies ou d'épidémies telles que le Covid-19, le concept fait partie de l'exercice d'une influence mondiale.

L'initiative Vaccine Maitri en Inde au cours du COVID-19 était une intervention humanitaire tandis que des pays d'Afrique tels que l'Afrique du Sud, l'Algérie, l'Angola, la République démocratique du Kongo, le Kenya, le Maroc, l'île Maurice et les Seychelles ont reçu des doses de Covaxin fabriqué en Inde, au début de l'année 2021. Les vaccins ont été fournis sous forme de subventions, dans le commerce ou par l'intermédiaire du programme COVID-19 Vaccines Global Access (COVAX)¹⁰⁸.

L'Inde montre également avec discours qu'elle a toujours des perspectives et une compréhension des événements mondiaux similaires à celles du Sud. En mars 2022, lors du vote de la résolution ES-11/1 de l'Assemblée générale des Nations unies, elle s'est abstenue de voter comme de nombreux pays du Sud, notamment des pays d'Afrique de l'Est et d'Afrique australe tels que Madagascar, le Mozambique, l'Afrique du Sud et la

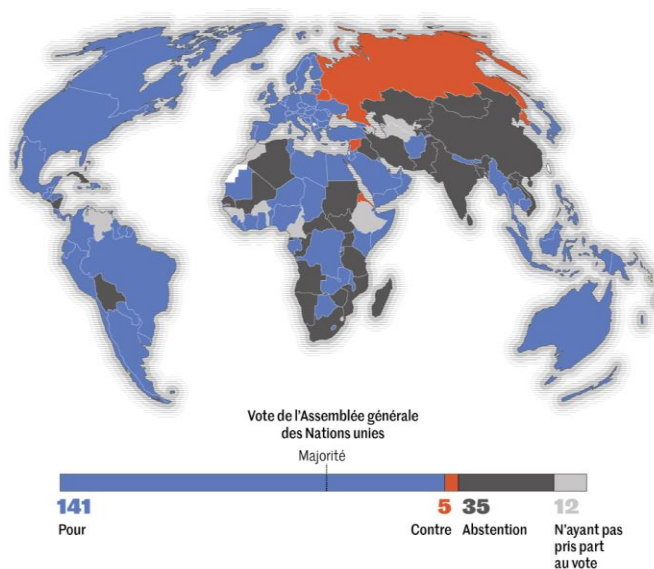
¹⁰⁶ Portland, « The Soft Power 30: A Global Ranking of Soft Power », *USC Center on Public Diplomacy*, 2019.

¹⁰⁷ Ala Alwan, « La note d'orientation sur la diplomatie sanitaire », *Organisation mondiale de la Santé*, 2014.

¹⁰⁸ Government of India Ministry of External Affairs, « Vaccine Supply », *COVID-19 Updates*.

Tanzanie (Figure 4). Sur le front de la continuité, la relation stratégique et privilégiée entre l'Inde et la Russie est aussi toujours visible puisque le marché indien de l'armement est principalement approvisionné par la Russie et que la Russie reste le fournisseur d'énergie à long terme de l'Inde. Pour les États en développement qui exercent une grande influence sur les affaires régionales et mondiales, le non-alignement n'est pas un moyen de continuer. Comme l'affirme Spektor, la fin du monde bipolaire et l'avènement longtemps contesté d'un monde multipolaire n'incitent pas les nations du Sud à former des coalitions durables au sein des institutions multilatérales, comme c'était le cas pendant la guerre froide. En fait, elles essaient de s'abstenir de prendre des engagements à long terme en général¹⁰⁹. Ainsi, pour la politique étrangère indienne, l'identité postcoloniale partagée et les questions de sous-développement ne sont pas les seuls déterminants de sa coopération avec le Sud, mais aussi le pragmatisme, par exemple pour les gains économiques et commerciaux, et la capacité à avoir une marge de manœuvre au sein des rivalités multipolaires.

Figure 4 : Résultats de la résolution de l'Assemblée générale des Nations unies condamnant la Russie pour son agression militaire en Ukraine



Source : Les cartes de la guerre en Ukraine, *Le Monde*, le 17 février 2023.

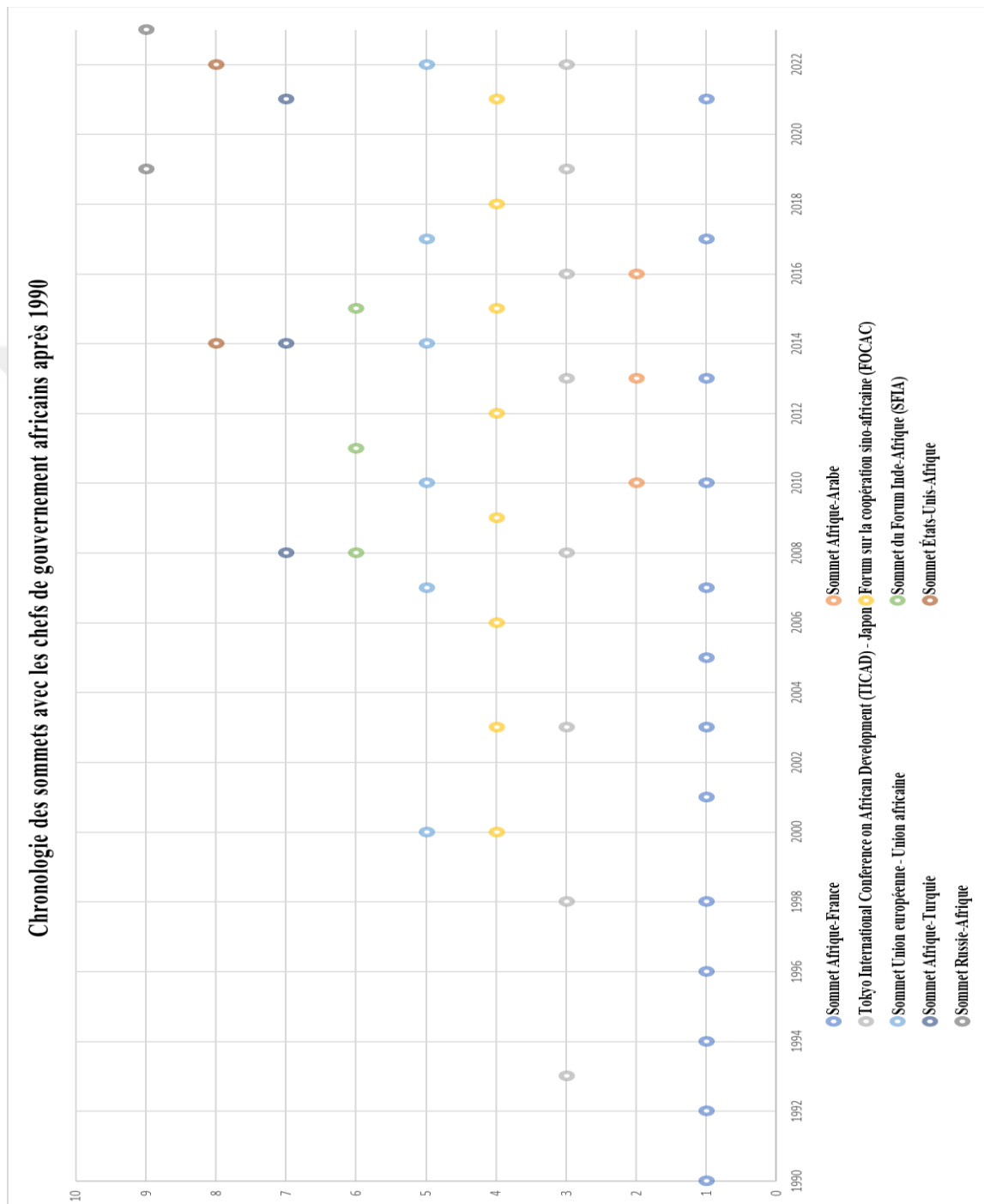
¹⁰⁹ Matias Spektor, In Defense of the Fence Sitters: What the West Gets Wrong About Hedging, *Foreign Affairs*, May/June 2023.

Deux concepts, qui s'inscrivent dans ce que l'on pourrait appeler la culture stratégique profonde de l'Inde, selon Basrur, sont inhérents à la politique étrangère de ce pays vieux de 75 ans : l'autonomie stratégique dans les affaires mondiales et la recherche d'un statut mondial¹¹⁰. Le passage d'une politique de non-alignement à une politique de multi-alignement n'est pas en contradiction avec la notion de politique étrangère indépendante de l'Inde. Ce que Nehru a fait en se concentrant sur le développement interne et en assumant un rôle civilisationnel pour l'Inde, résonne encore dans l'autodésignation indienne en tant que gourou du monde. De même, l'adoption d'une position neutre pour condamner la Russie lors de l'invasion de l'Ukraine en 2022, ou le refus de participer à l'invasion de l'Irak menée par les États-Unis en 2003, reflètent l'orientation de longue date de la politique étrangère indienne. La recherche d'un statut international explique également pourquoi l'Inde se concentre sur la rivalité avec la Chine (malgré de nombreux déséquilibres de puissance) et la coopération Sud-Sud, par exemple avec l'Afrique.

L'Inde, à cette époque, a également montré sa volonté politique de multiplier les forums politiques pour améliorer ses relations avec l'Afrique, un nouveau centre de diplomatie des sommets et des conférences. La figure 5 montre que, bien que seule la France ait participé à des sommets réguliers en Afrique jusque dans les années 1990, de nombreux nouveaux acteurs du Sud ont choisi la région pour améliorer leurs relations. Il s'agit notamment de la Turquie, de la Russie, de la Chine et de l'Inde. Comme l'a montré le sommet russe après la guerre en Ukraine, les pays africains maintiennent leur engagement avec des partenaires aussi divers que la Russie ou les États-Unis afin de parvenir à une diversité parmi les partenaires, un comportement commun pour réduire leurs dépendances extérieures.

¹¹⁰ GANGULY, Šumit et O'DONNELL. *Frank Routledge Handbook of the International Relations of South Asia*, New York, Routledge, 2022.

Figure 5 : Chronologie des sommets avec les chefs de gouvernement africains après 1990



Source : *Conception de l'auteur du mémoire* ; Lucia Ragazzi, « Africa in the Eye of Summit Diplomacy », *Italian Institute for International Political Studies (ISPI) publications*, 10 février 2022.

2. Politiques indiennes de coopération Sud-Sud en Afrique

Subventions et prêts concessionnels, Lignes de crédit et Renforcement des capacités sont les principaux outils de partenariat pour le développement indien. L'Afrique joue un rôle crucial dans la multitude d'instruments de la coopération indienne Sud-Sud. C'est à la fois une destination pour le partage d'expériences techniques, mais aussi un domaine où l'on utilise des instruments de soft power et des politiques de diaspora. En outre, la position voisine de l'Afrique par rapport à l'Inde en termes de routes maritimes est en accord avec les conclusions de ce mémoire pour montrer la pertinence des développements géopolitiques et de l'évolution des préférences militaires indiennes dans les motivations de l'aide. Par exemple, le déploiement par l'Inde de sa marine pour l'aide d'urgence après le tsunami de l'océan Indien en 2004 et l'intensification des efforts de renforcement des capacités en matière de sécurité maritime avec les pays africains illustrent cette position politique.

L'Inde a commencé très tôt à pratiquer la coopération Sud-Sud. En 1964, l'Inde, en plus de s'engager dans un groupe nouvellement fondé d'États en développement du Sud - le G77 -, a institutionnalisé un élément clé de son approche de la coopération Sud-Sud : la coopération technique et le partage d'expériences. C'est ainsi qu'a été créé le programme indien de coopération technique et économique (ITEC). Ce programme ne se contente pas de promouvoir des projets de coopération technique entre l'Inde et les pays du Sud, il facilite également l'accueil des étudiants étrangers des pays partenaires grâce à des bourses et à des formations.

L'engagement institutionnel de l'Inde dans la coopération Sud-Sud a connu un tournant avec la création du Fonds IBSA par le Premier ministre indien, le président brésilien et le président sud-africain en 2004, à la suite de la création du Forum de dialogue Inde-Brésil-Afrique du Sud (IBSA) en 2003. Entre 2004 et 2020, le Fonds IBSA a alloué un total de 39 millions de dollars. La répartition régionale des allocations budgétaires montre que l'Afrique a reçu 46 % du montant total, suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes qui ont reçu 20 % et l'Asie-Pacifique (13 %). Les projets en Afrique sont de nature diverse : ils vont de la mise en place d'une ferme pilote aux Comores au soutien de la réponse à Covid-19 en Eswatini par l'amélioration des conditions d'hygiène, en passant

par l'aide aux survivants de mariages d'enfants pour leur permettre de se réinscrire dans des écoles au Malawi et en Zambie. Les projets explorent notamment les possibilités de renforcement des capacités au niveau local en coopérant avec des organisations multilatérales et locales. Par exemple, aux Comores, le Conseil sud-africain de recherche agricole et l'Institut comorien de recherche, ainsi que le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) Comores, se sont associés pour le projet.

L'Afrique subsaharienne se distingue par la nécessité de relever les défis du développement, une région de ressources alternatives et de plus en plus importantes en termes de systèmes alimentaires, d'eau et d'énergie, un centre de croissance démographique et de jeunesse, tandis que le Nord, en particulier, est confronté aux problèmes de l'immigration et du vieillissement de la population.

Le tableau 3 montre les allocations budgétaires triennales pour les dons et les prêts aux pays étrangers. Il montre que les voisins de l'Inde reçoivent la majeure partie du budget indien pour les dons et les prêts, conformément à la politique de voisins d'abord. Toutefois, l'Afrique occupe la place suivante. Maurice et les Seychelles, au large de la côte est de l'Afrique, sont également représentés individuellement dans le tableau. Cela reflète la compréhension du voisinage étendu de l'Inde dans l'océan Indien ainsi que son engagement auprès de la diaspora.

Tableau 3: Allocation des dépenses du budget national pour les dons et les prêts (2021-2024)

<i>Budget national indien (en dix millions de roupies indiennes)</i>	2021-2022	2022-2023 (prévisions budgétaires)	2023-2024 (prévisions budgétaires)
Bhoutan	1646,56	2500,15	2400,58
Népal	446,43	425,00	550,00
Maurice	839,16	575,00	460,79
Soutien aux formations/programmes internationaux	262,45	519,6	435,21
Birmanie	598,25	500,00	400,00
Maldives	246,1	400,00	400,00
Pays africains	141,92	160,00	250,00
Afghanistan	166,37	350,00	200,00
Bangladesh	219,53	170,00	200,00
Autres pays en développement	83,7	135,00	150,00
Sri Lanka	48,56	75,00	150,00
Port de Tchababar (Iran)	100,00	100,00	100,00
Pays d'Eurasie	83,96	65,00	75,00
Pays d'Amérique latine	37,69	7,00	50,00
Seychelles	18,46	6,45	10,00
Mongolie	0,00	2,5	7,00
Aide aux projets culturels et patrimoniaux	0,00	10,00	5,00
Aide d'urgence	0,76	5,00	5,00

(Source : préparé par l'auteur, Government of India, « Expenditure Profile 2023-2024 », février 2023)

L'Himalaya reflète l'héritage de la fusion titanesque de l'Inde insulaire avec l'Eurasie il y a quelque 55 millions d'années, mais dans le discours moderne des politiques indiennes et africaines, un âge encore plus ancien, celui du supercontinent Gondwana, lorsque l'Afrique et le sous-continent indien faisaient partie d'une seule masse continentale, s'enracine. La figure 6 est tirée du logo du troisième sommet du Forum Inde-Afrique en 2015. Ce même logo indique l'époque où deux continents formaient une seule masse continentale avant l'existence de l'homme. Un héritage postcolonial commun se manifeste non seulement en termes d'institutions, mais aussi de personnes d'origine indienne (PIO) en Afrique de l'Est. Autrefois commerçants - ceux qui sont arrivés avant la colonisation - la diaspora indienne est en grande partie le résultat d'un passé colonial, celui des engagés au 19ème siècle, ainsi que d'autres formes d'utilisations de la main-d'œuvre indienne, comme les travailleurs des chemins de fer en Ouganda.

Figure 6 : Logo du troisième sommet du Forum Inde-Afrique



(Source : India-Africa Framework for Strategic Cooperation, Third India-Africa Forum Summit, 29 octobre 2015,

https://www.mea.gov.in/Uploads/PublicationDocs/25981_framework.pdf.)

Mais ce ne sont pas seulement les réflexions sur les événements géologiques passés qui relient encore les deux régions à l'ère de l'émergence du concept de l'Indo-Pacifique. Lorsque l'impact d'un tremblement de terre et du tsunami qui s'en est suivi, comme le tremblement de terre de 2004 dans l'océan Indien, en Indonésie, a pu être ressenti du Myanmar et de l'Inde jusqu'en Afrique du Sud, à Madagascar et en Somalie, entre autres pays, on peut parler d'un lien plus « naturel ».

En 2018, premier ministre Modi a prononcé un discours devant le parlement ougandais lors de sa tournée dans trois pays d'Afrique, avant le 10e sommet des BRICS à Johannesburg. Au cours de ce discours, il a exposé dix principes directeurs pour les relations entre l'Inde et l'Afrique et a fait référence à la population dynamique des deux continents qui représentent « un tiers de l'humanité ». Ces principes soulignent le fait que l'Inde accordera une grande priorité au continent en tant que partenaire de développement, de commerce et d'investissement, ainsi qu'en matière de lutte contre le colonialisme et le racisme. Il a également souligné l'importance du partage d'expériences et de la coopération dans divers domaines, notamment la révolution numérique, l'agriculture, le changement climatique, la lutte contre le terrorisme, la cybersécurité et la gouvernance des océans, dans le but d'instaurer un ordre mondial juste où l'Afrique aurait son « voix » propre.

Bien que la politique étrangère de l'Inde en Afrique ait principalement tourné autour de l'Afrique orientale et australe depuis son indépendance, après les années 2000, les liens de l'Inde avec le continent se sont élargis et l'Afrique orientale fait désormais partie de la politique panafricaine plus large de l'Inde. Ce changement, ainsi que l'importance de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique australe, ont notamment été observés lors de l'annonce du programme « Focus : Afrique » en 2002, qui vise à renforcer les échanges commerciaux avec le continent. Lancé par Murasoli Maran, alors ministre indien du commerce et de l'industrie, le programme a identifié le Kenya, la Tanzanie, l'Afrique du Sud, l'Éthiopie et l'île Maurice, des régions d'Afrique orientale et australe, parmi les sept pays cibles (en plus du Ghana et du Nigeria d'Afrique de l'Ouest) qui représentaient déjà près de 70 % du commerce total de l'Inde avec l'Afrique sub-saharienne. Le programme vise principalement à accroître les exportations indiennes dans des secteurs clés tels que le textile, les produits pharmaceutiques, les machines et les télécommunications. Conformément à l'engagement plus large de l'Inde sur le continent, la portée du

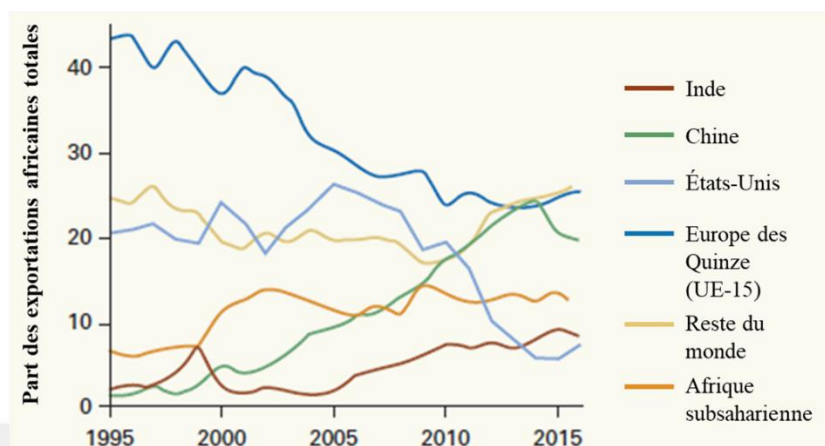
programme a été étendue en 2003 à d'autres nations d'Afrique, au sein du monde arabe - l'Algérie, l'Égypte, la Libye, le Maroc, la Tunisie et le Soudan.

La figure 7 montre l'augmentation des exportations africaines vers l'Inde depuis la fin du XXe siècle. L'augmentation de la part de l'Inde et de la Chine dans les exportations originaires d'Afrique signifie que le continent joue le rôle de premier fournisseur de matériaux pour les deux économies asiatiques en question. Le graphique se distingue également par la diminution de la part des exportations destinées à l'Europe et aux États-Unis, ce qui peut être mis en relation avec l'augmentation des échanges Sud-Sud, alors que le succès de l'AGOA (*African Growth and Opportunity Act*), le programme des États-Unis adopté en 2000 pour améliorer les relations commerciales avec l'Afrique, dépend du pays et du temps.

La figure 8 montre toutefois que les importations indiennes en provenance de la région sont principalement constituées de combustibles, qui représentent plus de 50 % des importations indiennes en provenance d'Afrique subsaharienne. Pour la Chine, en revanche, la région est un fournisseur clé de métaux et de minerais, qui représentent près de 60 % des importations chinoises en provenance de la région. Il est également essentiel de noter que, depuis la fin des années 1990, les exportations de combustibles vers la France et les États-Unis, en tant que part des exportations totales vers ces pays cibles, ont considérablement diminué et que la part des exportations de produits manufacturés a augmenté¹¹¹.

¹¹¹ Souleymane Coulibaly, Woubet Kassa, Albert G. Zeufack et al. « Africa in the new trade environment: Market access in troubled times », *World Bank Publications*, 2022, p.141.

Figure 7 : Destination des exportations de l'Afrique subsaharienne, 1995-2017

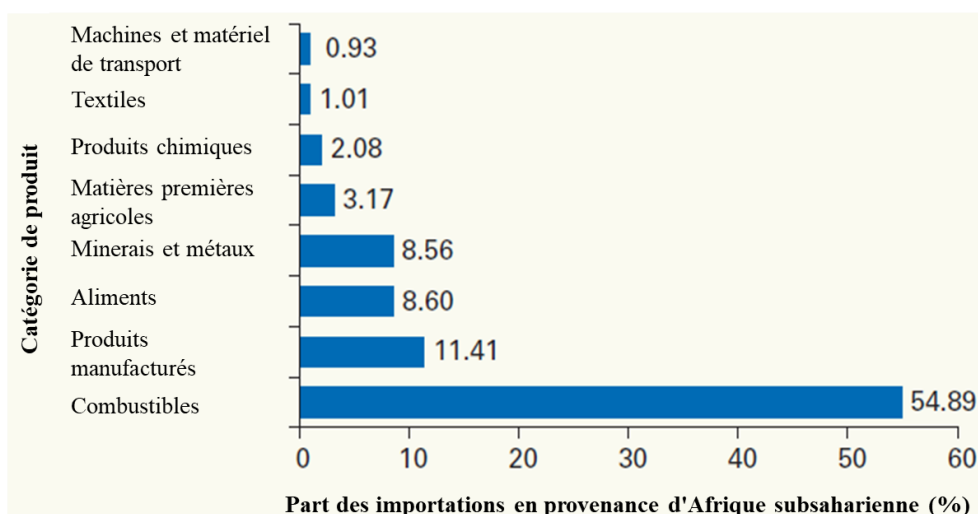


Source: Coulibaly, Souleymane, Woubet Kassa, and Albert G. Zeufack, eds. 2022. Africa in the New Trade Environment: Market Access in Troubled Times. Washington, DC: World Bank. doi: 10.1596/978-1-4648-1756-4. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

La traduction a été faite par l'auteur du mémoire

Notes: Europe de Quinze signifie les États membres de l'Union européenne (UE) entre 1995 et 2004 : Allemagne, Autriche, Belgique, Danemark, Espagne, Finlande, France, Grèce, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Portugal, le Royaume-Uni, et la Suède

Figure 8 : Principales importations de l'Inde en provenance d'Afrique subsaharienne, 2017



Source: Coulibaly, Souleymane, Woubet Kassa, and Albert G. Zeufack, eds. 2022. Africa in the New Trade Environment: Market Access in Troubled Times. Washington, DC: World Bank. doi: 10.1596/978-1-4648-1756-4. License: Creative Commons Attribution CC BY 3.0 IGO

La traduction a été faite par l'auteur du mémoire

Bien que l'Inde adopte toujours une approche essentiellement bilatérale avec les pays africains plutôt que de s'associer à une organisation régionale, un partenariat crucial avec diverses organisations régionales en termes de développement, de commerce et de coopération Sud-Sud a vu le jour au fil des ans. Le partenariat entre l'Inde et les organisations régionales africaines se manifeste à différents niveaux, du partenariat commercial aux positions communes en matière de politique internationale. Certains de ces partenariats dans les politiques panafricaines de l'Inde méritent d'être mentionnés dans le cadre d'un examen des politiques de coopération Sud-Sud. Il s'agit notamment des relations et des négociations de l'Inde avec l'Union africaine (UA), la Communauté d'Afrique de l'Est (EAC), l'Union douanière d'Afrique australe (SACU) et le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA). Bien que le type de ces organisations régionales varie d'une union continentale à des blocs commerciaux régionaux, et que la notion de coopération entre l'Inde et chaque organisation régionale puisse varier, elles sont importantes en termes de présentation de l'engagement de l'Inde sur le continent en dehors des relations bilatérales interétatiques.

En premier lieu, l'Inde partage des positions internationales communes avec l'UA. L'une de ces positions concerne l'élargissement de la représentation du Sud au sein du Conseil de sécurité des Nations unies. L'UA soutient pleinement la candidature de l'Inde à un siège permanent de ce dernier. De même, l'Inde est favorable à une représentation plus large de l'Afrique, où se concentre plus de la moitié des travaux du Conseil. La Déclaration de Syrte et le consensus d'Ezulwini¹¹² affirment la volonté des nations africaines d'obtenir des sièges permanents au Conseil avec une réforme du système des Nations unies. La mission permanente de l'Inde auprès des Nations unies et les ministres indiens ont clairement fait valoir ce point par des discours répétés, notamment lors de la participation de l'Inde au Conseil en tant que membre non permanent entre 2021 et

¹¹² Le consensus d'Ezulwini, du nom de la ville où il a été signé en 2005, affirme la position commune des pays de l'Union africaine sur les questions de sécurité collective ainsi que sur la réforme du Conseil de sécurité des Nations unies en attribuant au moins deux sièges permanents et cinq sièges non permanents à des pays africains qui seraient choisis par l'Union africaine. La Déclaration de Syrte est la résolution de 1999 qui a jeté les bases de l'Union africaine, laquelle a succédé à l'Organisation de l'unité africaine (OUA) en tant que principale organisation internationale à vocation panafricaine. Cette dernière avait été fondée en 1963 lors de la décolonisation du continent.

2022¹¹³. Cette coopération s'inscrit également dans le contexte du soutien de l'Inde aux efforts de maintien de la paix des Nations unies. L'Inde a participé à 22 missions de maintien de la paix en Afrique depuis les années 1960, sur un total de 49 missions dans la région, et est toujours active dans quatre missions en cours en République démocratique du Congo (RDC), en Côte d'Ivoire, au Liberia et au Soudan/Soudan du Sud.

En ce qui concerne la coopération entre l'Inde et l'UA, une initiative clé est le Réseau panafricain des services en ligne (*Pan African e-Network Program* en anglais). Ce projet souligne l'importance du partage d'expérience comme moyen de coopération Sud-Sud entre l'Inde et l'Afrique au niveau continental. Le projet a été lancé en 2009 et vise à unifier/renforcer les liens entre les États membres de l'UA et l'Inde par le déploiement d'une infrastructure numérique (satellite et réseau de fibre optique) et un partage d'expérience dans divers domaines du développement, notamment la télémédecine et l'éducation en ligne. L'UA considère le projet comme l'un des « projets phares » de son Agenda 2063, cadre stratégique à long terme pour le continent constitué de vingt objectifs visant à créer une Afrique prospère, sûre, économiquement développée et durable. Le deuxième rapport sur la mise en œuvre de l'Agenda 2063 fait état des progrès du projet Réseau panafricain des services en ligne. Il affirme que : « 22.000 étudiants ont obtenu des diplômes dans diverses disciplines de premier et de deuxième cycle ; 770 consultations annuelles de télémédecine ont été effectuées ; et 6.000 sessions de formation médicale en continu (FMC) ont été organisées »¹¹⁴. Le programme montre les capacités de l'Inde en matière de puissance douce. Il démontre également l'importance d'utiliser la coopération Sud-Sud comme levier pour relever les principaux défis de développement du continent, tels que la fracture numérique, qui concerne l'accès aux technologies numériques et constitue une source majeure d'inégalité des chances dans l'accès aux services, à l'emploi, aux marchés, aux réseaux et au financement. En effet, l'un des indicateurs de la fracture numérique entre les différents continents, le taux de pénétration de l'internet dans la population, est le plus faible en Afrique.

¹¹³ *Peace and Security in Africa: Strengthening the fight against the financing of armed groups and terrorists through the illicit trafficking of natural resources Statement by H.E. Mr. V. Muraleedharan, Minister of State for External Affairs, UNSC Debate 6 Octobre 2022*

¹¹⁴ *Union Africaine, Deuxième Rapport Continental Sur La Mise En, février 2022, p.57.*

L'Inde contribue à plusieurs fonds multilatéraux en Afrique et à l'échelle mondiale. L'Inde participe au Fonds des Nations unies, à la coopération technique avec la Banque africaine de développement, au Fonds fiduciaire pour l'échange d'expériences Sud-Sud et au Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme.

La coopération multilatérale de l'Inde avec les organisations régionales en Afrique est tout autant illustrée par ses relations avec la Communauté de l'Afrique de l'Est (CAE). L'organisation, créée en 1967 et dissoute en 1977, a été rétablie le 7 juillet 2000 par un traité signé entre le Kenya, l'Ouganda et la Tanzanie¹¹⁵. La CAE est composée de sept pays : la RDC (membre depuis 2022), la République unie de Tanzanie, les Républiques du Kenya, du Burundi, du Rwanda, du Soudan du Sud et de l'Ouganda. En examinant les relations de l'Inde avec l'Afrique de l'Est, Saint-Mézard et Nicolas évaluent leur relation à plusieurs niveaux en examinant les États membres de la CAE. Leur analyse porte sur l'importance de la région pour l'Inde qui, selon eux, est différente des gains stratégiques que l'Inde tire de certains pays d'Afrique de l'Ouest comme le Nigeria et le Ghana. Ces derniers pays fournissent des combustibles fossiles à l'Inde, qui y voit une opportunité de réduire sa dépendance vis-à-vis du pétrole du Moyen-Orient¹¹⁶. Toutefois, à l'exception du Sud-Soudan, les membres de la CAE ne sont pas des exportateurs clés de pétrole. L'importance de la région en tant que partenaire traditionnel de l'Inde doit être analysée en fonction des liens culturels et communautaires (les travailleurs indiens engagés qui se sont installés dans la région pendant la période coloniale britannique et ont travaillé dans les plantations, sur les chantiers de construction de chemins de fer et dans les mines), du soutien de l'Inde aux mouvements d'indépendance de ces pays dans les années 1950 et 1960, et des engagements idéologiques partagés, y compris la coopération Sud-Sud. La région est devenue une destination majeure pour le commerce et les investissements de l'Inde après les années 1990 et la conceptualisation de l'Indo-Pacifique a contribué à l'intérêt de l'Inde pour la sécurité maritime car elle considère les États côtiers de l'Afrique de l'Est comme voisins maritimes. De plus, l'Inde reste toutefois le principal fournisseur de produits pharmaceutiques de la région et y exporte principalement des produits

¹¹⁵ *Traité pour l'établissement de la Communauté d'Afrique de l'Est*, 2007.

¹¹⁶ SAINT-MÉZARD Isabelle et NICOLAS Françoise, « India–East Africa: A Not So Healthy Relationship? », *Études de l'Ifri*, Ifri, février 2022.

pétroliers. L'Inde s'est rapprochée très tôt, trois ans après la création de la CAE, en signant un protocole d'accord en 2003 afin de formaliser la coopération dans divers domaines, du secteur pharmaceutique aux technologies de l'information, en passant par l'agriculture et le renforcement des capacités. L'Inde soutient également les membres de l'organisation en termes de développement de la recherche agricole. Toutefois, la position indienne est de se concentrer sur des initiatives bilatérales avec les différents États membres, car cette approche est jugée plus efficace et plus visible¹¹⁷.

En ce qui concerne la formalisation du commerce Sud-Sud avec les organisations régionales en Afrique, l'Inde a établi des relations avec plusieurs partenaires multilatérales pour négocier des accords commerciaux qui, en général, visent à accroître les échanges entre les pays et les blocs partenaires en réduisant les obstacles au commerce tels que les droits de douane. Ils sont également importants car ils reflètent l'interdépendance, la coopération et l'engagement politique des deux parties¹¹⁸. Toutefois, les discussions sur les accords commerciaux entre l'Inde et les organisations régionales d'Afrique précèdent souvent l'arrivée au pouvoir du gouvernement Modi en 2014. Cela peut s'expliquer par les tendances protectionnistes et l'initiative « *Make in India* ». Toutefois, le gouvernement a changé d'attitude après les problèmes provoqués par la pandémie de Covid-19, tels que les perturbations de la chaîne d'approvisionnement et la nécessité de diversifier les sources d'approvisionnement en produits de base¹¹⁹. Cette nouvelle position s'inscrit également dans le cadre de liens plus étroits avec les économies libérales. La relance des négociations d'accords de libre-échange avec les Émirats arabes unis (EAU), l'Australie, le Royaume-Uni (RU), le Canada et l'Union européenne (UE), après 2021, va dans ce sens. Au même titre, en Afrique, l'Inde a notamment conclu un accord de libre-échange avec l'île Maurice, après la Chine, en avril 2021¹²⁰.

¹¹⁷ https://mea.gov.in/Portal/ForeignRelation/East_African_Community_2020.pdf

¹¹⁸ Pour un examen détaillé de l'objectif des accords commerciaux et des motivations des gouvernements à s'engager dans un tel accord : Gene M. Grossman, *The Purpose of Trade Agreements*, 2016, Chapitre 7 dans *Handbook of Commercial Policy*, edited by Kyle Bagwell and Robert Staiger Elsevier, Amsterdam.

¹¹⁹ Amitendu Palit. World Economic Forum. Decoding India's revived Free Trade Agreement rush. 15 septembre 2022. <https://www.weforum.org/agenda/2022/09/decoding-india-s-revived-free-trade-agreement-rush/>

¹²⁰ L'accord de libre-échange entre Maurice et la Chine a été signé en octobre 2019 et est entré en vigueur le 1er janvier 2021, tandis que l'accord global de coopération et de partenariat économique (CECPA) signé entre Maurice et l'Inde le 22 février 2021 est entré en vigueur le 1er avril 2021. Pour la Chine et l'Inde, l'accord de libre-échange avec Maurice est le premier accord de ce type avec un pays africain.

Cependant, le changement de politique ne s'est pas traduit par un accord avec une organisation régionale en Afrique où les liens bilatéraux dominent toujours. C'est le cas des négociations avec l'Union douanière d'Afrique australe (SACU). La SACU a été créée en 1910, avant l'indépendance de ses États membres, et regroupe cinq États membres : l'Afrique du Sud, le Botswana, Eswatini, le Lesotho et la Namibie. L'Inde a entamé des discussions techniques avec la SACU dès 2007. Le dernier cycle de discussions a eu lieu en 2010 et a abouti à un accord sur un document de travail¹²¹. Cependant, le progrès a stagné depuis, en dépit des efforts déployés pour relancer les discussions en 2020¹²².

Outre la SACU, l'Inde étudie également la possibilité de conclure un pacte de libre-échange avec le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA)¹²³. Un groupe d'étude conjoint a été créé en 2012 mais aucun accord n'a pourtant jusque-là été établi avec la communauté économique, dont la portée géographique couvre les États africains côtiers de la Méditerranée, de l'Afrique de l'Est et de l'Afrique centrale.

L'approche multilatérale et coopérative de l'Inde à l'égard du commerce Sud-Sud peut également être observée en ce qui concerne sa ratification du Système global de préférences commerciales entre pays en développement (SGPC). La plateforme a été créée en 1989 avec 43 pays en développement. Il comprend 14 États membres d'Afrique, dont des pays où l'Inde est un partenaire d'exportation clé, tels que le Ghana, le Mozambique, le Nigeria et la Tanzanie. Ce cadre, élaboré à la suite de négociations lors de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (CNUCED), vise à améliorer la coopération Sud-Sud, notamment en reliant l'Asie, l'Afrique, l'Amérique latine et les Caraïbes dans le commerce Sud-Sud¹²⁴.

¹²¹ Government of India, Ministry of Commerce and Industry, India-SACU Preferential Trade Agreement (PTA) negotiations, <https://commerce.gov.in/international-trade/trade-agreements/indias-current-engagements-in-rtas/india-sacu-preferential-trade-agreement-pta-negotiations/>.

¹²² High Commission of India, Windhoek, Media Release, India and Namibia lead SACU Preferential Trade Agreement (PTA) talks, https://www.mea.gov.in/Portal/CountryNews/12863_press_release.pdf

¹²³ Le Marché commun de l'Afrique orientale et australe (COMESA) est la plus grande communauté économique d'Afrique, composée de 21 États membres, à savoir le Burundi, les Comores, la République démocratique du Congo, Djibouti, l'Égypte, l'Érythrée, l'Eswatini, l'Éthiopie, le Kenya, la Libye, Madagascar, le Malawi, Maurice, l'Ouganda, le Rwanda, les Seychelles, la Somalie, le Soudan, la Tunisie, la Zambie et le Zimbabwe.

¹²⁴ *Energizing South-South Trade: The Global System of Trade Preferences Among Developing Countries*. UNCTAD Policy Brief. https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2019d3_en.pdf.

Enfin, la coopération indienne en matière de commerce et de développement avec les organisations régionales africaines ne se limite pas à celles dont l'Inde ne fait pas partie. L'Inde fait également partie d'une organisation internationale basée en Afrique - à Ebène, à Maurice, l'Association des États riverains de l'océan Indien (IORA). L'IORA a été créée en 1997 dans le but d'améliorer la coopération socio-économique régionale entre les États membres. Avec 23 États membres¹²⁵ issus de diverses régions telles que l'Australasie, l'Asie du Sud-Est, l'Asie du Sud, l'Asie de l'Ouest et l'Afrique orientale et australe. L'IORA rassemble des pays du Nord, comme l'Australie, et des acteurs clés du Sud, comme l'Afrique du Sud et l'Inde. La présidence indienne à l'IORA entre 2011 et 2013 a permis à l'organisation intergouvernementale de suivre une direction dans des domaines prioritaires, qui reflètent l'étendue du spectre de coopération de l'Inde dans la région et en Afrique. En effet, ces domaines prioritaires sont la sûreté et la sécurité maritimes, la facilitation du commerce et des investissements, la gestion de la pêche, la gestion des risques de catastrophe, le tourisme et les échanges culturels, la coopération scientifique et technologique, l'économie bleue et l'autonomisation économique des femmes¹²⁶. Ces domaines reflètent la volonté générale de l'Inde de soutenir à la fois le renforcement des capacités locales et l'engagement envers les institutions multilatérales. Toutefois, ils montrent également dans quelle mesure l'Inde pourrait tirer parti de sa participation à ces organisations régionales pour soutenir son rôle de chef de file dans d'autres forums et initiatives internationaux. Par exemple, l'IORA a entamé des discussions pour s'associer à l'Alliance solaire internationale pour un projet énergétique. En 2018, la deuxième réunion des ministres et des experts en énergies renouvelables de l'IORA et la première assemblée générale de l'Alliance solaire internationale ont été inaugurées lors du même événement à New Delhi, accueilli par le gouvernement indien, en présence de M. Antonio Guterres, secrétaire général des Nations unies. Au cours de cet événement, l'IORA et l'Alliance solaire internationale ont signé un protocole d'accord visant à accroître le

¹²⁵ Les membres de l'IORA sont Australie, Bangladesh, Comores, Émirats arabes unis, France, Inde, Indonésie, Iran, Kenya, Madagascar, Malaisie, Maldives, Maurice, Mozambique, Oman, Seychelles, Singapour, Somalie, Afrique du Sud, Sri Lanka, Tanzanie, Thaïlande et Yémen.

¹²⁶ <https://www.iora.int/en/priorities-focus-areas/overview> L'IORA s'efforcera d'explorer les possibilités de coopération mutuelle avec les pays de la région Indo-Pacifique. La coopération dans les six domaines prioritaires suivants et deux questions transversales présente un intérêt immédiat : Sûreté et sécurité maritimes ; facilitation du commerce et de l'investissement ; gestion de la pêche ; gestion des risques de catastrophe ; coopération universitaire, scientifique et technologique ; tourisme et échanges culturels ; économie bleue et autonomisation économique des femmes.

déploiement des énergies renouvelables dans la région¹²⁷. Enfin, en 2022, la création de la bibliothèque du secrétariat de l'IORA, appelée bibliothèque Mahatma Gandhi, a été financée par le gouvernement indien. Cela montre la détermination du pays à renforcer la résilience structurelle de l'organisation, ce qui pourrait en améliorer le mécanisme d'engagement dans les domaines prioritaires et l'élargir.



¹²⁷ « Deuxièmes réunions ministérielles et d'experts de l'ORA sur les énergies renouvelables », *IORA News*, octobre 2018. <https://www.iora.int/en/events-media-news/news-updates-folder/2nd-iora-renewable-energy-ministerial-and-experts-meetings>

CONCLUSION

Ce mémoire analyse le développement du système d'aide internationale depuis ses débuts après la seconde guerre mondiale. La littérature reflète l'importance accordée aux préoccupations de sécurité internationale dans la genèse de l'aide étrangère. Toutefois, l'ordre mondial instauré par la Guerre froide a également conduit à concevoir les nations à travers le prisme du développement. Dans cette perspective, le Nord et le Sud de la planète ont été définis en fonction de critères économiques tels que le niveau d'industrialisation ou, comme l'ont affirmé les spécialistes de la théorie de la dépendance, en fonction de leur place relative dans l'économie politique internationale en ce qui concerne les relations centre-périphérie. Néanmoins, le Sud mondial a été défini en fonction de positions communes en matière de relations internationales et d'un penchant pour le multilatéralisme. Cette position diplomatique a été renforcée, mais aussi en termes de discours et d'expériences coloniales passées partagées. Ces développements ont conduit à deux lignes distinctes de coopération au développement entre les États : Nord-Sud et Sud-Sud.

La coopération au développement Nord-Sud a reçu un soutien institutionnel avec la création de l'OCDE, qui regroupe les économies développées. Dans le cadre de l'OCDE, le concept d'aide publique au développement a été formalisé dans les années 1960. Ce concept a mis l'accent sur l'aspect public de l'aide en termes de relations donateur-bénéficiaire dirigées par l'État. Le cadre est devenu utile pour contextualiser davantage les efforts de développement et fixer des objectifs pour les versements d'aide. Toutefois, comme ces objectifs n'ont souvent pas été atteints et que des questions sur l'efficacité de l'aide en termes de résultats économiques, de corruption et de transparence ont été soulevées, les préférences en matière d'octroi d'aide ont fluctué.

Le modèle de coopération Sud-Sud, quant à lui, se concentre sur des paramètres de solidarité dans des domaines sélectionnés qui sont essentiels pour le développement et pour lesquels un autre pays du Sud est mieux loti. Le cadre de coopération technique mis en œuvre par l'Inde à partir des années 1960 en est un exemple. La tendance du Sud à s'engager sur le plan multilatéral a également conduit à des réunions en marge du Mouvement des pays non alignés et dans le cadre d'initiatives des Nations unies. La

réalisation du BAPA a constitué un développement essentiel en soulignant la nécessité et les moyens potentiels de la coopération Sud-Sud.

Toutefois, les organisations multilatérales sont également apparues comme un intermédiaire entre l'économie politique mondiale et le financement du développement dans le Sud. Dans ce cas, le FMI et la Banque mondiale sont devenus des institutions clés de l'ère de la Guerre froide (et du système de Bretton Woods). Toutefois, leurs modalités de financement ont favorisé un système assorti de conditionnalités telles que des réformes macroéconomiques dans les pays bénéficiaires. Ces développements ont également joué un rôle clé dans la recherche ou la mise en place d'alternatives par les pays du Sud. Cependant, des institutions de financement du développement plus orientées vers le Sud, telles que la Banque islamique de développement, la Banque africaine de développement et les banques asiatiques de développement, ont également été créées en tant que partenaires du développement pour les pays du Sud.

Dans les années 2000, après une période de déclin de l'activité d'aide au cours de la décennie précédente - pour différentes raisons allant de l'évolution de la sécurité internationale aux développements économiques et à la discipline budgétaire des donateurs traditionnels, ainsi qu'aux préoccupations relatives à l'efficacité et au maintien de l'opinion publique pour l'octroi de l'aide - le système d'aide international a été revigoré par différentes sources d'élan. Les Nations Unies ont mené les efforts pour définir des objectifs de développement à travers les OMD et plus tard les ODD. Le secteur privé et les ONG sont également devenus des acteurs clés dans le paysage du financement du développement avec la mondialisation et l'ouverture d'une grande partie des économies auparavant socialistes ou fermées. De même, cette période a marqué la montée en puissance de différents États du Sud, reflétée par des groupements tels que les BRICS, et un engagement plus fort par le biais de sommets et de visites de haut niveau. L'Afrique est devenue une destination clé pour ces échanges diplomatiques, comme le montre l'analyse de ce mémoire. L'essor des économies du Sud a également entraîné des changements dans le domaine multilatéral, notamment avec la création de la Nouvelle banque de développement en 2014.

Outre l'aide au développement, l'aide d'urgence a également été un élément crucial du système d'aide, même avant la Seconde Guerre mondiale qui a donné naissance à l'aide d'urgence. Bien que ce mémoire se concentre sur le financement du développement entre les nations du Sud par le biais d'échanges de connaissances, l'aide d'urgence a également été un aspect notable de l'activité d'aide Nord-Sud et Sud-Sud. La famine en Éthiopie en 1984 est mentionnée dans le cadre de l'analyse faite dans ce mémoire pour montrer comment l'aide d'urgence est souvent plus sujette à un déclin de l'opinion publique pour l'octroi de l'aide. En effet, elle trouve une place notable dans l'art et la solidarité entre les nations. Dans le cadre de la coopération sud-sud, cet aspect est également illustré par l'effort de coopération de l'Inde pour venir en aide aux victimes du tsunami de 2004 dans l'océan Indien.

L'établissement de l'aide en tant que norme dans les relations internationales reste solidement ancré dans les années 2020 également. Les risques mondiaux comme la santé (Covid-19, autres maladies contagieuses, VIH, paludisme), la sécurité, les ressources vitales et le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement maintiennent la pertinence de l'activité d'aide. La conception des biens publics mondiaux, tels que la santé mondiale, et les défis induits par le changement climatique dans différents pays nécessitent des solutions différentes (pour des questions aussi diverses que l'immigration climatique, le stress hydrique et l'élévation du niveau de la mer) et souvent une coopération entre les donateurs, qu'ils soient du Sud ou du Nord. Dans ce sens, la coopération triangulaire gagne également du terrain. Cette approche se distingue par l'utilisation des capacités techniques du Nord et des capacités de mise en œuvre du Sud dans les pays en développement. Un exemple pourrait être le travail dans la modalité mentionnée sur un terrain montagneux dans l'Himalaya ou dans un environnement tropical dans les pays insulaires de l'Océan indien, un environnement géographique plutôt rare dans le Nord. De même, des cas individuels de coopération, tels que la gestion des déchets, pourraient nécessiter un modèle de travail dans le Nord, adapté par le Sud dans le contexte d'une expérience similaire à des défis similaires rencontrés par l'urbanisation rapide.

Tout au long de l'histoire de sa mise en œuvre, depuis les premiers jours du plan de Colombo dans les années 1950 jusqu'à la formalisation du forum de dialogue IBSA en 2003, l'Inde a positionné la coopération Sud-Sud comme un moyen de solidarité avec les

pays en développement. Cette intention se manifeste par l'approche de la coopération au développement de l'Inde, qui vise à être axée sur la demande et mutuellement bénéfique, tout en garantissant l'appropriation locale. Bien que ce mémoire se concentre sur la coopération Sud-Sud conformément à l'approche de l'Inde, les tendances récentes montrent également une volonté accrue de l'Inde en matière de coopération triangulaire. Cela a conduit l'Inde à collaborer en matière de coopération au développement avec la France, l'Allemagne, le Japon, la Norvège, le Royaume-Uni et les États-Unis. Cette tendance s'est également manifestée au niveau multilatéral, l'Inde et l'UE cherchant à développer des projets d'infrastructure communs en Afrique, en Asie centrale et dans la région Indo-Pacifique.

Ce mémoire décrit l'évolution historique du modèle de coopération Sud-Sud de l'Inde, avec des points tournants depuis son indépendance jusqu'en 2023. Le développement de la capacité nucléaire de l'Inde quelques années seulement après son indépendance, l'expérience de la coopération Sud-Sud et triangulaire dès les années 1950 avec le Népal et le partage d'expérience technique à partir des années 1960 montrent l'importance et la continuité du concept dans l'élaboration de la politique étrangère de l'Inde. Au fil des ans, depuis son indépendance en 1947, l'Inde a également maintenu une position d'acteur clé discursif dans le Sud mondial en soutenant les mouvements d'indépendance pendant la période de décolonisation et en suivant une vision moral-politique indigène basée sur ses propres expériences de subordination coloniale et sur l'héritage pacifiste du Mahatma Gandhi.

Bien que la politique étrangère indienne de l'ère Nehru ait considérablement évolué après les années 1990, avec le tournant réaliste et pragmatique évoqué dans le cadre de ce mémoire, les récents développements politiques ont servi de base à la discussion pour démontrer la disposition prédominante de la politique étrangère indienne à jouer un rôle de premier plan dans le Sud global. Ces évolutions sont dues à la continuité de la pensée stratégique indienne ainsi qu'à de nouveaux développements. L'obtention d'un statut et l'indépendance dans ses objectifs de politique étrangère sont toujours des éléments prédominants dans les décisions de politique étrangère de l'Inde. La préférence pour la diplomatie informelle, par exemple en rejoignant le groupe de sécurité régional Quad, illustre cette position. De même, le multilatéralisme est toujours présent dans la

position de l'Inde en matière de politique étrangère, en particulier dans ses relations avec les pays du Sud. L'organisation du sommet *Voice of the Global South* en marge de sa présidence du G20 témoigne de ce comportement. De même, le rôle de l'Inde au sein des BRICS et sa participation, sur un pied d'égalité avec les autres États des BRICS, à la création de la Nouvelle banque de développement - dont le premier président était indien -, la fondation de l'Alliance solaire internationale, son partenariat avec la Banque africaine de développement pour la fourniture d'une aide au développement et le Fonds indien au sein du système des Nations unies sont autant d'exemples cités dans ce mémoire pour souligner l'engagement de l'Inde en faveur du multilatéralisme.

Dans l'espace Sud-Sud, cependant, les politiques intérieures et la politique de l'identité indienne sont cruciales pour les politiques futures de l'Inde. Bien que la politique étrangère indienne de l'après-guerre froide soit considérée comme plus réaliste et musclée en termes de rapprochement avec des partenaires non traditionnels tels que les États-Unis quant aux questions de sécurité nationale ou de puissance, et qu'elle suive des politiques économiques néolibérales, les développements de l'ère Modi montrent un changement dans l'image de l'Inde du point de vue de la théorie constructiviste dans les relations internationales. Cette théorie met en évidence le rôle des valeurs, des croyances et des normes dans les décisions politiques mondiales. La montée du nationalisme hindou et la disparition du sécularisme dans les affaires intérieures indiennes, telles que discutées dans ce mémoire, visent à mettre en évidence une image changeante de l'Inde. L'image du Mahatma Gandhi en tant que pacifiste et leader inspirant, par exemple, a été contestée à la fois en Inde - par la réhabilitation de l'image de son assassin Nathuram Godse, ainsi qu'en Afrique en raison de ses premiers écrits qui ont été trouvés contenant des éléments racistes. Une autre contradiction concernant l'image - qui fait également allusion au soft power indien - concerne le patrimoine de l'Inde. La perception commune du Taj Mahal en tant que site du patrimoine indien est également contestée, étant donné le sentiment nationaliste hindou de lier le patrimoine culturel de l'Inde moderne à la culture ancienne, en omettant l'influence islamique d'une histoire plus récente. Une autre contradiction idéologique mentionnée dans ce mémoire concerne la pratique hindoue du yoga. À l'instar des fondements idéologiques qui compliquent l'utilisation de l'image de Gandhi et du riche patrimoine précolonial mis en valeur par le Taj Mahal, la promotion du yoga pourrait être

en contradiction avec les croyances religieuses. Par conséquent, l'utilisation de la puissance douce de l'Inde pourrait être limitée par les développements internes.

Cependant, alors que l'Inde émerge en tant que nation à croissance rapide avec des capacités dans la technologie, les sciences, les industries des techniques de pointe telles que l'aérospatiale, les produits pharmaceutiques et les secteurs clés de la chaîne de valeur mondiale tels que les semi-conducteurs, une nouvelle image est en train de s'épanouir. Le pays vise à devenir un pays développé d'ici 2047. Les initiatives gouvernementales telles que *Make in India* et *Clean India*, ainsi que les politiques en faveur de la diaspora, qui est de plus en plus nombreuse à obtenir des postes de direction et des postes techniques en dehors de l'Inde, sont autant d'évolutions prometteuses à cette fin.

Tout en soulignant la transformation de la politique étrangère indienne et les priorités de l'Inde, ce mémoire examine les dimensions de la puissance douce et de la politique de la diaspora de l'Inde afin de revoir sa politique de coopération Sud-Sud. Bien que les capacités matérielles comparées à celles des pays donateurs traditionnels du Nord et de la Chine puissent mettre en évidence une asymétrie dans la coopération effective avec le Sud, plusieurs facteurs favorisent le dynamisme de la coopération Sud-Sud de l'Inde - le financement du développement et l'aide publique en général.

Les facteurs qui dynamisent l'espace de coopération Sud-Sud et les objectifs de la politique étrangère indienne font de l'Afrique une destination exemplaire pour comprendre la tendance au 21^e siècle. Ce dynamisme vis-à-vis de l'Afrique est lié à la conception indienne d'un voisinage élargi. Les pays d'Afrique de l'Est - avec lesquels l'Inde partage de forts liens de diaspora et d'intelligibilité en raison d'une population largement anglophone dans les deux cas - font partie des voisins maritimes de l'Inde en raison de l'importance de leur zone économique exclusive (même pour les petits États insulaires tels que les Seychelles et l'île Maurice).

Ce dynamisme est également alimenté par la recherche de nouveaux marchés et de nouvelles ressources - notamment l'énergie, la nourriture et l'eau - pour une population de plus de 1,4 milliard d'habitants et une économie en pleine croissance dont l'objectif est de devenir la troisième plus grande économie du monde. La rivalité sino-indienne a également été analysée comme donnant une impulsion à un tel dynamisme dans la

coopération. Toutefois, la recherche du prestige dans le cadre de la politique étrangère indienne à long terme est également efficace. Le retour de la géopolitique dans une mégarégion élargie appelée Indo-Pacifique a également été analysé.

Cependant, ce mémoire a conservé son objectif principal qui est de comprendre la coopération Sud-Sud de l'Inde à travers son expérience en Afrique et l'analyse des décisions de politique étrangère, du discours et des entretiens. Néanmoins, d'autres recherches pourraient se concentrer sur la dimension sécuritaire du modèle de coopération Sud-Sud de l'Inde, car ce motif est au cœur du paradigme de développement Nord-Sud. De même, les controverses entourant le paysage de l'investissement dans le Sud mondial par des acteurs émergents du Sud mondial pourraient faire l'objet d'une analyse plus approfondie en termes de questions telles que l'accaparement des terres ou le piège de la dette. Cela permettrait également de mieux comprendre le développement de la coopération Sud-Sud en tant que norme dans les relations internationales et la politique mondiale, d'une manière similaire à celle qui a été appliquée pour justifier l'APD dans l'opinion publique malgré les lacunes en matière d'efficacité.

Compte tenu de l'analyse détaillée de la politique étrangère indienne et de la coopération Sud-Sud, ce mémoire conclut à la pertinence de ses implications pour les attentes futures en matière de politique étrangère. En ce qui concerne la sécurité dans la région de l'océan Indien, en termes de sécurité énergétique et alimentaire, de sécurité climatique et de sécurité maritime, tout modèle qui ne prendrait pas l'Inde en considération ne pourrait pas être construit de manière significative. En outre, comme le montrent l'entretien de l'auteur avec un diplomate indien de haut niveau et l'analyse effectuée dans le cadre de ce mémoire, la coopération Sud-Sud devrait rester un élément clé de la politique étrangère indienne, quelle que soit l'évolution de la situation intérieure. Comme on peut facilement le conclure de cet argument, la coopération avec l'Afrique, qui représente un héritage et une solidarité partagés, ainsi que l'interdépendance matérielle de l'Inde en termes de sécurité, de commerce et de développement économique, devrait rester une destination clé pour la pratique de la coopération Sud-Sud de l'Inde.

BIBLIOGRAPHIE

1- Ouvrages

ALDEN Chris, MORPHET Sally et VIEIRA, Marco Antonio *The South in World Politics*, New York, Palgrave Macmillan, 2010.

ESCOBAR Arturo, *The Making and Unmaking of the Third World*, Princeton University Press, Princeton, 2012.

FRANKEL Francine R., *When Nehru Looked East: Origins of India-US Suspicion and India-China Rivalry*, New York, Oxford University Press, 2020.

GANGULY Šumit et O'DONNELL Frank, *Routledge Handbook of the International Relations of South Asia*, New York, Routledge, 2022.

GROSSMAN Gene M., *The Purpose of Trade Agreements: Handbook of Commercial Policy*, Elsevier, Amsterdam, 2016.

JACKSON Richard, Eamon Murphy, and Scott Poynting. *Contemporary State Terrorism: Theory and Practice*, New York, Routledge, 2010.

JAFFRELOT Christophe, *L'Inde et ses avatars. Pluralités d'une puissance*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 2013.

JAFFRELOT Christophe, *L'Inde de Modi : national-populisme et démocratie ethnique*, Paris, Les Editions Fayard, 2019.

KRASNER Stephen D., *Structural Conflict: The Third World Against Global Liberalism*, Berkeley, University of California Press, 1985.

LANCASTER Carol, *Foreign Aid: Diplomacy, Development, Domestic Politics*, Chicago, The University of Chicago Press, 2007.

MENON Shivshankar, *Choices: Inside the Making of India's Foreign Policy*, Washington D.C., Brookings Institution Press, 2016.

MODY Ashoka, *India is Broken. A people Betrayed, Independence to Today*, Stanford, Stanford University Press, 2023.

RICHARD Jackson, MURPHY Eamon et POYNTING, Scott eds. *Contemporary state terrorism: Theory and practice*. Routledge, 2009.

SAINT-MEZARD Isabelle, *Géopolitique de l'Indo-Pacifique : Genèse et mise en œuvre d'une idée*, 1re édition, Paris : Presses Universitaires de France, 2022

SPEAR Joanna, and Paul D. Williams, *Security and Development in Global Politics: A Critical Comparison*, Washington, D.C., Georgetown University Press, 2012.

2- Articles

BAJPAI Kanti, « Modi's China Policy and the Road to Confrontation », *Pacific Affairs*, juin 2018, Vol. 91, No. 2.

BAUHR Monika, CHARRON Nicholas et NASIRITOUSI Naghmeh, « Does Corruption Cause Aid Fatigue ? Public Opinion and the Aid-Corruption Paradox », *International Studies Quarterly*, septembre 2013, Vol. 57, No. 3, pp. 568-579.

COULIBALY Souleymane, KASSA Woubet, et ZEUFACK, Albert G. et al. « Africa in the new trade environment: Market access in troubled times». *World Bank Publications*, 2022.

HANSEN, Henrik, et FINN Tarp. « Aid effectiveness disputed. » *Journal of International development*, 2000, Vol 12 no. 3 , pp 375-398.

HYNES William et SCOTT Simon, « The Evolution of Official Development Assistance: Achievements, Criticisms and a Way Forward », *OECD Development Co-operation Working Papers*, 2013, No. 12.

IKENBERRY G. John, « End of Liberal International Order? », *International Affairs*, 2018, 94(1).

JAIN-GREGOIRE Pooja, « La singularité de la géopolitique indienne en Afrique », *Hérodote*, 2019/2 (No 173), pp. 49 - 65

KHURANA Gurpreet S., « The " Indo-Pacific " idea: origins, conceptualizations, and the way ahead. » *Journal of Indian Ocean Rim Studies* 2, 2019, no. 2, pp. 58-76.

KISSI Edward, « Beneath International Famine Relief in Ethiopia: The United States, Ethiopia, and the Debate over Relief Aid, Development Assistance, and Human Rights », *African Studies Review*, Vol. 48, No. 2, 2005, pp. 111-132.

KUMAR Nagesh « South-South and Triangular Cooperation in Asia-Pacific: Towards a new paradigm in Development Cooperation », *RIS Discussion Papers*, No. 145, 2008, p.4.

MADAN Tanvi, « *China Is Losing India: A Clash in the Himalayas Will Push New Delhi Toward Washington* », *Foreign Affairs*, 22 juin 2022.

MCGILLIVRAY Mark et FEENY Simon et HERMES Niels, « Controversies over the Impact of Development Aid: It Works; It Doesn't; It Can, but That Depends », *Journal of International Development*, 2006, 18(7).

MELONIO Thomas et NAUDET Jean-David et RIOUX Rémy, « L'aide publique au développement à l'âge des conséquences », *Policy Papers*, No.11, Editions AFD, octobre 2022.

RACINE Jean Luc, « L'Inde, L'Europe, le monde : une politique étrangère pragmatique », *Revue internationale et stratégique*, 2005 (3), pp. 95, -106.

RAGAZZI Lucia, « Africa in the Eye of Summit Diplomacy », *Italian Institute for International Political Studies (ISPI) publications*, 10 février 2022,

SAINT-MÉZARD Isabelle et NICOLAS Françoise, « India–East Africa: A Not So Healthy Relationship? », *Études de l'Ifri, Ifri, février 2022*.

SAUVY, Alfred, « Document : Trois mondes, une planète. » *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 1986, pp 81-83.

SPEKTOR Matias, « In Defense of the Fence Sitters: What the West Gets Wrong About Hedging », *Foreign Affairs*, mai/juin 2023.

TANHAM George K., « Indian Strategic Thought: An Interpretive Essay », *RAND*, Santa Monica, California, 1992, pp.17-18.

3- Documents, Archives et Rapports Officielles

Accord de Paris 2015, Article 2, p.3.

Arvind Subramanian et Josh Felman, « Why India Can't Replace China: The barriers to New Delhi's Next Boom », *Foreign Affairs*, 9 decembre 2022.

Cabinet Committee on Security Reviews Progress in Operationalizing India's Nuclear Doctrine, Prime Minister's Office, 4 janvier 2003.

Cairo Conference of Nonaligned Nations, International Organization, Vol. 19. No. 4, University of Wisconsin Press, Autumn 1965, pp. 1065-1070.

Coopération pour le développement 2023 : Quel système d'aide pour demain, Éditions OCDE, Paris, 2023.

DAC in Dates: The History of OECD's Development Assistance Committee, Éditions OCDE, 2006, pp.7.

Democracy Report- Defiance in the Face of Autocratization, V-Dem Institute, 2023.

Deuxième Rapport Continental Sur La Mise En Œuvre De L'agenda 2063), Union Africaine, Février 2022, pp. 57.

Droit à la liberté de religion, Article 25, Constitution de l'Inde, 1950

Energizing South-South Trade: The Global System of Trade Preferences Among Developing Countries. UNCTAD Policy Brief. https://unctad.org/system/files/official-document/presspb2019d3_en.pdf.

États de fragilité 2022, Éditions OCDE, Paris, 2023.

Etude sur Les Transports Maritime, CNUCED, 2019

Expenditure Profile 2023-2024, Government of India, Ministry of Finance Budget Division, Février 2023.

Government of India expresses solidarity with the Government and the people of Indonesia on the solemn occasion of Indian Ocean Tsunami Disaster commemoration, *Embassy of India Jakarta, Press Release*, 24 décembre 2014.

Global Outlook on Financing for Sustainable Development 2023: No Sustainability Without Equity, Éditions OCDE, Paris, 2022.

India-Africa Framework for Strategic Cooperation, Third India-Africa Forum Summit, 29 octobre 2015, https://www.mea.gov.in/Uploads/PublicationDocs/25981_framework.pdf.

India-Burundi Bilateral Relations, High Commission of India, Kampala, juillet 2022.

India-Kenya Bilateral Relations, High Commission of India, Kampala, août 2022.

India-Tanzania Bilateral Relations, High Commission of India, Dar Es Salaam, novembre 2022.

La Rapport de Communauté Est-Africaine, ministre des Affaires étrangère de l'Inde, février, 2020.

Le système global de préférences commerciales entre les pays en développement, Note d'orientation de la CNUCED. Dynamiser le commerce Sud-Sud

Négociations de l'accord commercial préférentiel Inde-SACU, Gouvernement indien, ministère du commerce et de l'industrie

Peace and Security in Africa: Strengthening the fight against the financing of armed groups and terrorists through the illicit trafficking of natural resources Statement by H.E. Mr. V. Muraleedharan, Minister of State for External Affairs, UNSC Debate, 6 Octobre 2022

Paix et sécurité en Afrique : Renforcement de la lutte contre le financement des groupes armés et des terroristes à travers le trafic illicite des ressources naturelles, Débat du CSNU, octobre 2022.

Rapport sur l'investissement dans le monde : les réformes de la fiscalité internationale et l'investissement durable : les réformes de la fiscalité internationale et, CNUCED, Nations Unies, 2022.

Résolution A/RES/70/1 (Transformer notre monde : le Programme de développement durable à l'horizon 2030), Nations Unies, Assemblée générale, septembre 2015.

Sur la voie de la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement : Synthèse des expériences pays recueillies à travers le monde, Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), New York, 2010.

Special Eurobarometer 511a, Kantar, Bruxelles, European Commission, Mars 2021, p.12.

Matias Spektor, In Defense of the Fence Sitters: What the West Gets Wrong About Hedging, *Foreign Affairs*, May/June 2023.

The Buenos Aires Plan of Action, Programme des Nations Unies pour le développement, TCDC, New York, 1978.

Tendances agrégées du financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2020, Éditions OCDE, 2022.

Traité pour l'établissement de la Communauté d'Afrique de l'Est, 2007.

Towards Reformed Multilateralism: Transforming Global Institutions and Frameworks, T20 India, 2023

Union Africaine, Deuxième Rapport Continental Sur La Mise En, février 2022, p.57.

World Investment Report 2022: International Tax Reforms and Sustainable Investment, United Nations, 2022,

Xinmei Shen « Made-in-India iPhones surge as Apple moves production away from China », , *South China Morning Post*, 5 avril 2023.

4- Sources Numériques

«Asia Africa Growth Corridor Partnership for Sustainable and Innovative Development A Vision Document», *Research and Information System for Developing Countries (RIS)*, New Delhi, the *Economic Research Institute for ASEAN and East Asia (ERIA)*, Jakarta, and *Institute of Developing Economies (IDE-JETRO)*, Tokyo, 2017

<https://www.eria.org/Asia-Africa-Growth-Corridor-Document.pdf>. consulté le 5 decembre 2022.

«Africa in the Eye of Summit Diplomacy» *Italien Institue for Internationa Political Studies*, 10 fevrier 2022.

<https://www.ispionline.it/en/publication/africa-eye-summit-diplomacy-33162>

« Babri mosque: The build-up to a demolition that shook India », *BBC*, <https://www.bbc.com/news/world-asia-india-42106056>, consultez le 3 decembre 2022.

BEHERA Laxman Kumar, « India's Defence Budget 2020-21 », *IDSA Issue Briefs*, 2020, CHARRIERE Etienne, « Aide Publique au Développement ou APD, Qu'est-Ce Qui Se Cache Derrière Ces Trois Lettres ? », Les Editions Agence française de développement (podcast), le 15 Mai 2023, [en ligne] <https://octopus.saooti.com/main/pub/podcast/202520?productor=c6aec7aa-70dd-4dea-9484-df278cf6f33d>, consulté le 28 mai 2023.

« Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide au développement, 2005 et Programme d'action d'Accra, 2008 », <https://www.oecd.org/fr/cad/efficacite/34579826.pdf>, consulté le 27 mai 2023.

« Deuxièmes réunions ministérielles et d'experts de l'ORA sur les énergies renouvelables », *IORA News*, octobre 2018.

<https://www.iora.int/en/events-media-news/news-updates-folder/2nd-iora-renewable-energy-ministerial-and-experts-meetings>

DEUSKAR Nachiket, « Population Trends: India is now the world's most populous nation – but there's no reason to be worried », *Scroll.in*, 1er février, 2023, <https://scroll.in/article/1042572/india-might-be-the-worlds-most-populous-nation-but-heres-why-experts-arent-too-worried-about-it>. consultez le 13 septembre 2022.

« Discours Shri Hardeep S. Puri, Ministre du pétrole et du gaz naturel », *Voice of Global South*, 13 janvier 2023

«India Rejects Request U.S. for Iraq Force», *The Washington Post*, 15 juillet 2003

JAISHANKAR, Dr. S. , « Modi's India: A Rising Power », *discours du ministre des affaires étrangères (MEA) de l'Inde*, Ahmedabad : Anant National University, 27 mai 2023.

KATAYAMA Roy et WADHWA, Divyanshi « Cinq pays concentrent à eux seuls plus de la moitié des pauvres dans le monde », *Blog de Données*, 9 janvier 2019.

MITTER Rana, « No longer the most populous, but still China wants to be world number one », *The Guardian*, 17 juillet , 2022

<https://www.theguardian.com/commentisfree/2022/jul/17/no-longer-the-most-populous-but-still-china-wants-to-be-world-number-one>.

« Narendra Modi's Rise in India », *New York Times*, 2013, <https://www.nytimes.com/2013/10/27/opinion/sunday/narendra-modis-rise-in-india.html?searchResultPosition=25>, consultez le 10 septembre 2022.

« Operation Dost shows friendship between India and Turkey: Turkish envoy », *Livemint*, 9 février 2023, [en ligne] <https://www.livemint.com/news/world/operation-dost-shows-friendship-between-india-and-turkey-turkish-envoy-11675900307451.html>, consulté le 5 juin 2023.

NEHRU, Jawaharlal, « A Tryst with Destiny », [en ligne] <https://www.theguardian.com/theguardian/2007/may/01/greatspeeches>, consulté le 5 juin 2023.

PALIT, Amitendu , « World Economic Forum. Decoding India's revived Free Trade Agreement rush», septembre 2022.

Portland, « The Soft Power 30: A Global Ranking of Soft Power », *USC Center on Public Diplomacy*, 2019.

Prime Minister's Office, «Cabinet Committee On Security Reviews Progress In Operationalizing India's Nuclear Doctrine», 4 janvier, 2003. <https://archive.pib.gov.in/archive/releases98/lyr2003/rjan2003/04012003/r040120033.html>

REGLING, Klaus «The EU recovery plan is the new Marshall plan », *Transcription du discours prononcé à Future Europe – Sustainable Europe video conference*, 1 juillet 2020.

TELLIS, Ashley J. « Striking Asymmetries: Nuclear Transitions in Southern Asia », *Carnegie Endowment for International Peace*, Washington DC, 2022, p.133.

World Economic Outlook database, *IMF*, avril 2023.

WEINTRAUB, Richard M. « India Shows Its Muscle to Nepal », *The Washington Post*, 13 avril 1989

<https://www.washingtonpost.com/archive/politics/1989/04/13/india-shows-its-muscle-to-nepal/636ae049-d573-4d3f-912a-dda8cf072966/>.

5- Les interviews

Dr. Virander Paul, Ambassadeur de l'Inde en Turquie, interview de l'auteur, Istanbul, le 30 mars 2023.

Sudhi Choudhary, Consul général de l'Inde à Istanbul, interview de l'auteur, Istanbul, le 30 mars 2023.

ANNEXES

ANNEXE I : La politique étrangère de l'Inde - Chronologie Choisie

Date	Evénements historiques
1947	Partition des Indes et Loi sur l'indépendance indienne
21 octobre 1947- 31 décembre 1948	Première guerre indo-pakistanaise
1948	Fondation de l'établissement indien d'énergie atomique à Trombay, Mumbai
18-24 avril 1955	Vingt-neuf pays du « tiers-monde », dont l'Inde, l'Indonésie, la Yougoslavie et l'Égypte, se joignent à la conférence de Bandung, en Indonésie, à une étape historique pour la formation du Mouvement des non-alignés (NAM)
1957-1958	Un exemple pionnier de coopération sud-sud et triangulaire : l'Inde et les États-Unis ont uni leurs efforts pour construire des routes et d'autres infrastructures au Népal.
1961	Fondation du NAM
12 janvier 1964	La Révolution de Zanzibar marque la fin du Sultanat de Zanzibar sous influence arabe et culmine avec des attaques contre les arabophones et les personnes d'origine sud-asiatique et iranienne
15 juin 1964	Fondation du Groupe des 77 nations en développement aux Nations Unies
15 septembre 1964	Lancement officiel du Programme indien de coopération technique et économique (ITEC)
Août 1972	La communauté sud-asiatique, principalement une minorité indienne de nationalité britannique et indienne, a été expulsée d'Ouganda avec un décret leur ordonnant de quitter le pays dans les 90 jours
1978	Le plan d'action de Buenos Aires (BAPA), qui souligne les objectifs fondamentaux de la coopération Sud-Sud, a été adopté par les pays en développement.

1991	La crise économique indienne de 1991
1996	Montée du BJP : Atal Bihari Vajpayee devient premier ministre pour une très courte période en 1996 puis entre 1998 et 2004
1998	Déclaration d'armes nucléaires par le gouvernement BJP en Inde
6 juin 2003	Formalisation du forum de dialogue IBAS (Inde, Brésil et Afrique du Sud) par la déclaration de Brasilia
Juin 2003	L'Inde annonce qu'elle ne recevra d'APD que de cinq pays - le Royaume-Uni, les États-Unis, la Russie, l'Allemagne et le Japon
2004	Séisme et tsunami dans l'océan Indien, centré sur l'Indonésie, devient l'une des catastrophes naturelles les plus meurtrières de l'histoire de l'humanité en faisant plus de 200 000 victimes et en affectant les États côtiers jusqu'en Afrique de l'Est et en Afrique australe
2005	L'Inde modernise les infrastructures frontalières le long de la frontière chinoise
2008	Le premier Sommet Inde-Afrique à New Delhi
2008	Fondation du Dialogue quadrilatéral pour la sécurité (Quad), un groupe géopolitique entre l'Australie, les États-Unis, l'Inde, et le Japon
2009	Lors du sommet d'Ekaterinbourg, le Brésil, la Russie, l'Inde, la Chine et, plus tard, l'Afrique du Sud (2010) forment un groupe de puissances régionales et de pays en développement à croissance rapide sous le nom de BRIC(S)
2011	Second Sommet Inde-Afrique s'est tenu à Addis-Abeba
2012	L'Inde a créé une administration chargée des partenariats de développement (<i>Development Partnership Administration</i>) sous l'égide du ministère des affaires extérieures (MEA)
2013	Fondation du Forum pour la coopération indienne au développement (FIDC), au Système de recherche et d'information pour les pays en développement (RIS), un institut autonome de recherche sur les politiques basé à New Delhi

7 avril-12 mai 2014	Élections législatives indiennes de 2014 : une victoire pour le BJP, le principal parti d'opposition. Leur candidat Narendra Modi a débuté de son mandat comme le Premier ministre indien après le 26 mai 2014
2014	Nouvelle banque de développement est créée est créé par les BRICS avec Shanghai comme siège
2015	Troisième Sommet Inde-Afrique 2015 s'est tenu à New Delhi
11 avril-19 mai 2019	Élections législatives indiennes de 2019, début de deuxième mandat de Narendra Modi en tant que Premier ministre indien
2021	Déclaration conjointe des dirigeants du Dialogue quadrilatéral (« Quad ») d'une vision partagée pour un « Indo-Pacifique libre et ouvert »
2023	Présidence indienne du G20
Prévue en avril et mai 2024	Élections législatives indiennes de 2024

ANNEXE II : Population de la diaspora indienne en Afrique

Numéro	Pays	Indiens non-résidents (NRI)	Groupe des Personnes d'Origine Indienne (PIO)	Diaspora indienne
1	Afrique du Sud	60 000	1 500 000	1 560 000
2	Algérie	5 700	10	5 710
3	Angola	2 500	2 000	4 500
4	Bénin	1 563	0	1 563
5	Botswana	9 000	3 000	12 000
6	Burkina Faso	200	5	205
7	Burundi	465	35	500
8	Cameroun	800	0	800
9	Cap-Vert	20	0	20
10	République centrafricaine	100	0	100
11	Comores	30	200	230
12	République du Congo	590	8	598
13	République démocratique du Congo	10 000	8	10 008
14	Côte d'Ivoire	1 500	0	1 500
15	Djibouti	500	150	650
16	Égypte	3,950	351	4 301
17	Érythrée	300	3	303
18	Eswatini (anciennement Swaziland)	1 000	500	1 500
19	Éthiopie	5 500	15	5 515
20	France (La Réunion)	300	297 000	297 300
21	Gabon	1 100	10	1 110
22	Gambie	700	16	716
23	Ghana	10 000	0	10 000
24	Guinée	700	0	700
25	Guinée-Bissau	100	4	104
26	Guinée équatoriale	250	0	250
27	Kenya	20 000	60 000	80 000
28	Lesotho	1 500	1 500	3 000
29	Liberia	1 500	0	1 500

30	Libye	1 500	2	1 502
31	Madagascar	2 500	15 000	17 500
32	Malawi	2 500	8 500	11 000
33	Mali	436	1	437
34	Maroc	250	105	355
35	Maurice	10 500	884 000	894 500
36	Mauritanie	150	0	150
37	Mozambique	2 300	22 500	24 800
38	Namibie	200	59	259
39	Niger	150	0	150
40	Nigeria	40 000	35	40 035
41	Ouganda	23 500	6 500	30 000
42	Rwanda	2 940	60	3 000
43	São Tomé-et-Principe	50	1	51
44	Sénégal	500	32	532
45	Seychelles	5 200	12 000	17 200
46	Sierra Leone	900	50	950
47	Somalie	100	0	100
48	Soudan	1 500	100	1 600
49	Soudan du Sud	1 100	0	1 100
50	Tanzanie	10 000	50 000	60 000
51	Tchad	120	0	120
52	Togo	500	10	510
53	Tunisie	121	16	137
54	Zambie	6 000	24 000	30 000
55	Zimbabwe	500	9 000	9 500

ANNEXE III : Fourniture totale de vaccins dans le cadre de l'initiative humanitaire
Vaccine Maitri

Pays d'Afrique orientale et australe	Total fournitures de vaccins (Au 19 mai 2023 à 12h00)
Afrique du Sud	1 000 000
Burundi	-
République démocratique du Congo	1 786 000
Île Maurice	400 000
Kenya	1 120 000
Mozambique	1 204 000
Ouganda	964 000
Rwanda	790 000
Soudan du Sud	132 000
Tanzanie	-



TEZ ONAY SAYFASI

Üniversite : T.C. GALATASARAY ÜNİVERSİTESİ
Enstitü : SOSYAL BİLİMLER ENSTİTÜSÜ
Hazırlayanın Adı Soyadı : Mehmet Buğrahan Çilsal
Tez Başlığı : L'émergence de l'aide au développement Sud-Sud:
l'exemple de la coopération indo-africaine
Savunma Tarihi : 23 / 06 / 2023
Danışman : Dr. Öğr. Üyesi Tolga Bilener

JÜRİ ÜYELERİ:

Unvan, Ad-Soyadı

İmza

Dr. Öğr. Üyesi Tolga Bilener

Dr. Öğr. Üyesi Zeynep Arıkanlı

Dr. Öğr. Üyesi Cem Savaş

Prof. Dr. Ulun AKTURAN

Enstitü Müdürü